

La Commission Internationale d'Agriculture

et son rôle dans l'Économie Européenne

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 6 Mars 1936, à 14 heures

PAR

MARCEL RIEUL PAISANT

Licencié ès-Lettres

Diplômé de l'École Libre des Sciences Politiques

Lauréat de la Faculté de Droit de Paris

JURY	{	Président : M. Edgard ALLIX, Doyen	{	Professeurs.
		Suffragants { MM. NOGARO BAUDIN }		

AMIENS
IMPRIMERIE NOUVELLE
28, Rue des Vergeaux

1936

La Commission Internationale d'Agriculture

et son rôle dans l'Économie Européenne

La Commission Internationale d'Agriculture

et son rôle dans l'Économie Européenne

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 6 Mars 1936, à 14 heures

PAR

MARCEL RIEUL PAISANT

Licencié ès-Lettres

Diplômé de l'École Libre des Sciences Politiques

Lauréat de la Faculté de Droit de Paris

JURY	{	Président : M. Edgard ALLIX, Doyen	{	MM. NOGARO BAUDIN	{	Professeurs
		Suffragants				

AMIENS
IMPRIMERIE NOUVELLE
28, Rue des Vergeaux

—
1936

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme
propres à leurs auteurs.



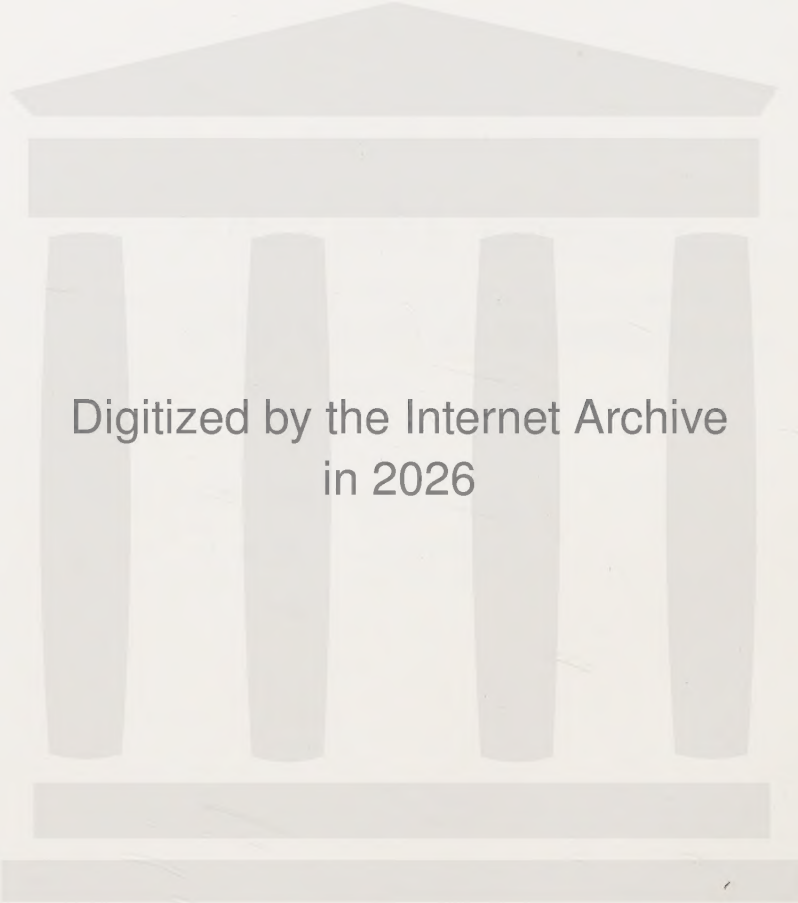
A MES DEVANCIERS :

LE PRÉSIDENT ALFRED PAISANT,

LE CONSEILLER RIEUL PAISANT

Nomen fero, numen sequor.

M. R. P.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551407_0033

La Commission Internationale d'Agriculture et son rôle dans l'Économie Européenne

CHAPITRE PREMIER

LA COMMISSION INTERNATIONALE D'AGRICULTURE

DE 1889 A 1914

LE CONGRÈS DE PARIS EN 1889

Le premier Congrès International d'Agriculture a été institué par un arrêté de M. Lucien Dautresme, ministre français du Commerce et de l'Industrie, en date du 2 août 1887, convoquant pendant la durée de l'Exposition Universelle de 1889 une série de quinze congrès ou conférences dont l'agriculture faisait l'objet de la treizième section. Le Comité d'Organisation de cette section, complété par un arrêté du 8 juin 1889, nomma président M. Jules Méline, président de la Chambre des Députés ; vice-président M. Gomot, député, ancien ministre de l'Agriculture et secrétaire général M. Dehérain, membre de l'Institut, professeur au Muséum d'Histoire naturelle ; MM. Jules Bénard, agriculteur à Coupvray, près d'Esblly ; Henry Sagnier, directeur du journal de l'Agriculture, et Tisserand, directeur de l'Agriculture au Ministère de l'Agriculture, formèrent avec eux la Commission exécutive ; M. René Berge, ingénieur, fut adjoint au Secrétariat général.

Le premier soin du Comité fut d'établir un vaste questionnaire adressé en France et à l'étranger aux associations agricoles et aux agronomes et dont l'objet fut d'embrasser l'ensemble des problèmes agricoles du moment.

La première section fut consacrée à la crise agricole, à ses effets, à ses causes, et aux remèdes proposés pour la combattre. Prenant l'année 1879 comme le point de départ de cette crise, le Comité s'attacha à faire la comparaison de la situation de l'Agriculture pendant les quatre années 1875 à 1878 et pendant les quatre années 1885 à 1888 :

- a) Sous le rapport des rendements de culture ;
- b) Sous le rapport des prix de vente des produits animaux et végétaux ;

c) Sous le rapport des frais de production (valeur du sol, taux de fermage, main-d'œuvre, frais généraux, capital d'exploitation engagé : cheptel, semences, engrais).

La section II eut pour objet les institutions de crédit et de prévoyance dans les campagnes ; la section III, l'enseignement agricole ; la section IV, les industries agricoles et les cultures industrielles ; la section V, la viticulture et la sériciculture ; enfin, la section VI, les dispositions internationales relatives à la protection des oiseaux, à la destruction des animaux et cryptogames nuisibles, au repeuplement et à la police des eaux.

Le Congrès réunit 1.451 membres dont 289 étrangers. Ses travaux durèrent du 5 au 11 juillet 1889 ; les séances des Sections se tinrent au Trocadéro, les séances générales au Palais de la Présidence de la Chambre des Députés, mis à la disposition du Congrès par M. le Président Méline.

Les six Sections furent présidées par MM. Méline, Gomot, Develle, Foucher de Careil, de Dampierre, et Duchartre ; M. le sénateur Bérenger présida la Sous-Section de Sériciculture dont l'illustre savant Pasteur fut le Président d'honneur. Parmi les autres membres du bureau, rapporteurs ou orateurs, citons : MM. Léon Say, Bauduin, Baudrillart, le Baron Bonde, Cartuyvels, Labiche, de Lagorsse, Mir, Muret, de Nansouty, Ohlsen, Alfred Paisant, Risler, Comte de Saint-Quentin, Schribaux, H. de Vilmorin. Les comptes rendus furent rédigés par M. Michel Tardit, alors auditeur au Conseil d'Etat.

A la séance d'ouverture, à laquelle assistait M. Faye, ministre de l'Agriculture, M. Jules Méline fit ressortir que le progrès des communications avait rendu tous les marchés solidaires les uns des autres ; que les conséquences d'un pareil bouleversement économique étaient « tout à l'avantage des nations jeunes et sans passé, en possession d'un sol vierge et produisant sans grands efforts et presque sans frais au-delà des besoins d'une population clairsemée ». Ces conséquences, disait M. Méline « menaçaient de devenir désastreuses pour les nations anciennes, écrasées par les charges du passé, qui depuis des siècles pressurent les flancs de la terre et qui ne peuvent lui rendre sa fécondité qu'à force de travail et de sacrifices ».

M. Méline, après avoir montré le caractère politique et social du problème, terminait par une note optimiste. « Je crois, disait-il, que lorsque nous serons sortis de la période de transition que nous traversons et qui est si douloureuse, quand chaque pays, après s'être livré à une étude approfondie des conditions de la production agricole, se sera fait une idée juste des moyens de la fortifier, de l'augmenter et de la défendre, et quand il y sera parvenu par une série de réformes scientifiques, financières et économiques, l'équilibre général se rétablira de lui-même et il restera encore assez de travail sous le soleil pour tout le monde. Il y aura d'autant plus de travail qu'il y aura plus de nourriture pour les travailleurs ».

Après M. Méline, M. Dehéraïn, en rendant compte des travaux du Comité d'organisation, assigna pour tâche aux agronomes réunis à Paris

« l'emploi judicieux des forces naturelles à la production de quantités croissantes de matières végétales et animales, à une production telle qu'il y ait moins de créatures humaines qui souffrent de la faim ou qui pâtissent par manque d'une nourriture suffisante ».

L'un des buts essentiels du Congrès fut de préparer, en France et dans les pays qui ne l'avaient pas encore, l'organisation du crédit agricole. Le Congrès entendit sur ce point un remarquable exposé de M. Léon Say en faveur de l'organisation décentralisée qui est à la base de la loi française du 5 novembre 1894.

Rappelant au Congrès de 1900 les travaux de celui de 1889, M. Méline les caractérisait en disant que les congressistes y avaient affirmé que l'agriculture devait se faire de plus en plus industrielle.

Réduire le prix de revient des produits agricoles en diminuant les frais généraux et en élevant les rendements d'une part, procurer aux agriculteurs les ressources indispensables pour utiliser les procédés nouveaux de la science d'autre part, tel fut en 1889 le double objectif proposé aux agriculteurs.

LA CONSTITUTION

DE LA COMMISSION INTERNATIONALE D'AGRICULTURE

A la séance générale du 8 juillet 1889, consacrée à l'étude du crédit agricole, M. le Président Méline donna lecture d'une lettre du Syndicat agricole de Rouen demandant la nomination d'une Commission chargée d'étudier la question du crédit agricole ; cette proposition fut unanimement adoptée et il fut décidé que la Commission serait composée de dix à douze membres, dont M. Méline fut chargé d'établir la liste de présentation.

Dans la séance du 11 juillet 1889, présidée par M. Gomot, il fut décidé, sur la proposition de M. Ohlsen (Italie) que cette Commission aurait pour objet général l'étude des causes de la crise agricole et des moyens de la combattre. Les premiers membres dont les noms furent lus par M. Gomot, furent MM. Léon Say, Labiche, Méline, Gomot, Baudrillart, Bénard et Tisserand ; le bureau du Congrès reçut pour mission de compléter cette liste et de demander aux Sociétés étrangères de désigner leurs délégués. Un vœu de M. Eloir également adopté demanda qu'un Congrès national et international d'agriculture fût organisé tous les ans à Paris sous la présidence de MM. Méline et Gomot.

Pour assurer l'exécution du mandat qu'il avait ainsi reçu, le bureau du Congrès, composé de MM. Méline, Gomot, Bauduin (Pays-Bas), Dehétrain, René Berge, Michel Tardit, assisté de la commission exécutive comprenant MM. Jules Bénard, Henry Sagnier et E. Tisserand, convoqua à Paris pour les 1^{er} et 2 juillet 1890 une réunion à laquelle prirent part 17 pays, qui furent représentés :

la *France* par MM. Méline, Gomot, Labiche, Ribot, Louis Passy, le Marquis de Dampierre, Tisserand, Baudrillard, Jules Bénard, Henri Besnard, Henry Sagnier, Telliez et Tardit ;
 l'*Autriche-Hongrie* par MM. le baron Arthur de Hohenbruck et Weinzierl ;
 la *Belgique* par MM. Cartuyvels et le Comte van der Straten-Ponthoz ;
 le *Canada* par M. Perrault ;
 le *Danemark* par M. Westermann ;
 l'*Espagne* par M. Maisonnave ;
 la *Grande-Bretagne* par M. Clarke ;
 la *Grèce* par M. Gennadius ;
 l'*Italie* par MM. Miraglia et Ohlsen ;
 le *Luxembourg* par M. Fischer ;
 les *Pays-Bas* par MM. Bauduin, Sickesz et Cartuyvels van den Linden ;
 le *Portugal* par M. Batalha Reis ;
 la *Prusse* par M. le D^r Blasius ;
 la *Roumanie* par MM. Aureliano et Bouesco ;
 la *Russie* par MM. Yermoloff et George Thoms ;
 la *Suède et la Norvège* par MM. Christian Loven et le baron Bonde ;
 la *Suisse* par M. Bieler.

En ouvrant la première séance de la nouvelle institution ainsi appelée à la vie internationale, M. Méline indiqua qu'elle devait avoir un double objet : « éclairer les problèmes intéressant la première de toutes les productions en mettant en commun les observations recueillies sur tous les points du monde, et préparer l'accord international des gouvernements qui est nécessaire pour la solution de certains de ces problèmes ».

Dès cette première réunion, la Commission Internationale adopta le règlement des futurs Congrès internationaux d'agriculture.

Aux termes de l'article 1^{er} de ce règlement, « la Commission internationale d'agriculture se livre à l'étude des questions agricoles et d'économie rurale ; elle procède à tous les travaux et publications qu'elle juge utiles dans l'intérêt de l'agriculture ; elle est particulièrement chargée d'organiser des Congrès internationaux, de désigner les questions à y traiter, d'en préparer l'examen, de publier les rapports et comptes rendus des débats ».

LE CONGRÈS DE LA HAYE EN 1891

La Commission ne réunit pas de Congrès en 1890, mais ses membres prirent part aux travaux du Congrès international organisé à Vienne par l'un d'entre eux, M. le baron Arthur de Hohenbrück, au nom de la Société Impériale et Royale d'agriculture d'Autriche. Sur la proposition du Chevalier Max de Proskowetz, il fut décidé à cette réunion que le 2^e Congrès international d'agriculture aurait lieu à La Haye du 7 au 13 septembre 1891.

Le Congrès de La Haye, préparé par un Comité dont M. Bauduin était le président et M. Zillesen le secrétaire, tint ses séances au Jardin zoologique

et dans la première Chambre des Etats généraux au Binnenhof ; il ne réunit que 281 adhérents dont 84 étrangers. M. Méline, qui pourtant avait décliné cet honneur, fut acclamé comme président. MM. Tisserand, van Kerkwyk, Ohlsen, de Llaurado, Max de Proskowetz, Vermoloff, Sagnier et le baron Bonde présidèrent les sections.

Le Congrès, sur le rapport de M. Henry Sagnier, ratifia le règlement adopté par la Commission internationale le 1^{er} juillet 1890.

Aux termes de l'article 1^{er}, la Commission internationale « a pour but l'étude des questions agricoles et d'économie rurale ; elle procède à tous travaux et publications qu'elle juge utiles dans l'intérêt de l'agriculture ; elle est particulièrement chargée d'organiser des Congrès internationaux... ». Le siège de la Commission est à Paris. Les Congrès internationaux se réunissent tous les deux ans. Les frais des Congrès, de la Commission et de son Comité permanent sont à la charge d'une caisse alimentée par les subventions, les cotisations des congressistes et le prix de vente des publications des Congrès.

Le pouvoir de décision était donc reconnu aux Congrès, considérés comme une organisation permanente, se réunissant en sessions, et dont la Commission internationale, comprenant elle-même un Comité permanent, constituait le pouvoir exécutif.

Le nombre des membres de la Commission fut porté à 50.

Parmi les questions traitées au Congrès de La Haye, signalons la protection des animaux utiles à l'agriculture, le dessèchement des polders, le crédit agricole et le statut juridique des sociétés de coopération agricole.

Au 1^{er} octobre 1891, le bureau comprenait MM. Méline *président*, Bauduin, J. Cartuyvels van der Linden, E. Clarke, le Marquis d'Aguilar *vice-présidents*, Henry Sagnier *questeur*, et M. Tardit *secrétaire*.

La session du Congrès qui devait se tenir en Suisse en 1893 dut être prorogée, mais la Commission tint en 1893 et 1894 deux séances au cours desquelles fut préparée la Convention internationale signée à Paris le 29 juin 1895 sur la protection des oiseaux utiles à l'agriculture. En même temps la Commission poursuivit dans les différents pays une enquête sur l'assistance publique dans les campagnes.

LE CONGRÈS DE BRUXELLES EN 1895

Le 3^e Congrès se tint à Bruxelles, au Palais des Académies, du 9 au 16 septembre 1895. Un décret signé à Aix-les-Bains par le Roi Léopold II le 31 août 1895 en avait institué le Comité de patronage. Son Altesse Royale le Prince Albert de Belgique, futur roi Albert I^{er}, accepta la Présidence d'honneur, titre qui fut également conféré à M. de Bruyn, ministre de l'agriculture, qui ouvrit les séances. Le Président fut M. Cartuyvels van der Linden, les secrétaires généraux MM. d'Hont, M. Tardit, Vernieuwe, les questeurs MM. Braekers et H. Sagnier. Le Congrès réunit 625 adhérents dont 123 étrangers.

Les 12 sections et 6 sous-sections furent présidées par MM. Tisserand, Petermann, d'Andrimont, Alfred Paisant, le comte Kolowrat, Bieler, Nocard, Clarke, Ohlsen, Daubrée, Willequet, Foulon, Enzweiler, Gillekens, Le Lalieux de la Rocq, Stanislas Tétard, Moch et Martens.

Le Congrès se prononça, au rapport du professeur Nocard, d'Alfort, pour l'emploi systématique de la tuberculine et, au rapport de M. Allard, malgré l'opposition de M. Strauss, en faveur d'une entente bimétallique internationale considérée comme un moyen de relever les prix des produits agricoles.

LE CONGRÈS DE BUDAPEST EN 1896

Le Congrès tenu à l'Académie des Sciences de Budapest du 17 au 20 septembre 1896, sur l'initiative et sous la Présidence de M. de Daranyi, ministre de l'agriculture, à l'occasion du millénaire hongrois, et qui ne réunit que 258 membres, ne fut qu'ultérieurement, et sur la demande de son promoteur, rattaché à la série des Congrès internationaux d'agriculture dont il fut le quatrième. Consacré à la baisse du prix du blé, il comprit trois sections : production, commerce et transport, douanes et monnaie. Il constitua en quelque sorte une vaste enquête ouverte auprès des agronomes et des économistes de tous les pays, dont les plus notoires, tels que MM. de Molinari, Kowalesky, Strauss, Allard, Alfred Paisant, etc... firent au questionnaire du Gouvernement hongrois des réponses détaillées que la plupart d'entre eux vinrent soutenir à Budapest. Les délibérations du Congrès, qui constituèrent une intéressante confrontation de doctrines, ne donnèrent pas lieu à des vœux.

LE CONGRÈS DE LAUSANNE EN 1898

Le 5^e Congrès se tint à Lausanne du 12 au 17 septembre 1898. Les Assemblées générales eurent lieu au Château, dans la salle du Grand Conseil : 236 adhésions furent recueillies dont 88 à l'étranger. Ouvert par M. Ruffy, président de la Confédération helvétique, le Congrès fut présidé par M. Viquerat, chef du département d'agriculture du Canton de Vaud : M. S. Bieler en fut le secrétaire général. Les sections furent présidées par MM. Arthur van der Linden, Grosjean, Haccius, Kraemer, Fougeirol, le Marquis de Barbantane, Ohlsen.

Le Congrès adopta à une forte majorité, malgré quelques abstentions, un vœu de M. Fougeirol, appuyé par M. Méline, tendant au rétablissement de la fixité du rapport entre l'or et l'argent.

M. le D^r Laur, alors secrétaire de l'Union suisse des paysans, d'accord avec le D^r Ruhland et M. Méline, fit adopter un vœu tendant à la réorganisation des bourses des produits agricoles, et préconisa une organisation internationale des agriculteurs pour la vente des céréales.

LES CONGRÈS DE PARIS ET DE VERSAILLES EN 1900
ET L'UNION INTERNATIONALE AGRICOLE DE STATISTIQUE
DES CÉRÉALES

L'Exposition Universelle de 1900 fut l'occasion de la réunion du 6^e Congrès, tenu pour la deuxième fois à Paris, au Palais des Congrès de l'Exposition, du 1^{er} au 8 juillet, sous la présidence de M. Méline, avec M. Henry Sagnier comme secrétaire général. Comme annexe à ce Congrès et pour l'examen d'une des plus importantes questions à l'ordre du jour dans le monde agricole, se tint à Versailles, les 28, 29 et 30 juin 1900, un Congrès de l'organisation commerciale de la vente du blé, dont M. le Baron de Courcel fut le président et M. Alfred Paisant, Président du Tribunal civil de Versailles, le secrétaire général.

L'assistance au Congrès de Paris fut nombreuse : 804 membres dont 324 Etrangers et 15 Coloniaux étaient inscrits. Les séances, ouvertes le 1^{er} juillet par M. Jean Dupuy, ministre de l'agriculture, durèrent jusqu'au 7 juillet.

Rappelant que le Congrès de 1889 avait voulu mettre entre les mains des agriculteurs, par l'organisation du crédit, les moyens de diminuer leurs prix de revient et d'augmenter leurs rendements, M. Méline constatait à la séance d'ouverture que depuis dix ans l'agriculture avait marché à pas de géant dans la voie du progrès, et qu'il restait fort peu de chose à faire pour achever l'éducation des agriculteurs, mais que l'élévation des rendements avait provoqué presque partout un avilissement des cours qui ne laissait plus à l'agriculteur une marge de bénéfices suffisante pour le rémunérer de son travail. Rappelant les travaux du Congrès tenu à Versailles sur l'initiative de M. le Président Paisant, M. Méline indiquait à l'Assemblée que le gros problème à étudier par les agriculteurs était celui de l'organisation commerciale de la vente de leurs produits. MM. Alfred et Rieul Paisant, Legrand, Courtin, de Marcillac, le D^r Roesicke, de Riepenhausen, Guernier, Souchon et le Comte Zselensky, portèrent à l'Assemblée les résolutions adoptées à Versailles qui furent transformées presque sans modifications en vœux du Congrès.

La section d'économie rurale fut présidée par M. Ribot ; MM. Gomot, le Marquis de Vogüé (père de l'actuel président de la Commission Internationale d'agriculture), Louis Passy, Séblin, J. Develle, et Prillieux, présidèrent les six autres sections.

Parmi les personnalités qui prirent part au Congrès de 1900 une place à part doit être donnée à M. de Daranyi, alors ministre de l'agriculture de Hongrie, considéré à juste titre dans ce pays comme l'un des plus illustres animateurs de la coopération agricole.

Un vœu adopté le 4 juillet par le Congrès donnait mandat à la Commission Internationale d'Agriculture de poursuivre la constitution d'une

Commission Internationale dont les membres seraient désignés par les grandes associations agricoles, et qui serait chargée de centraliser les cours des céréales dans les différents pays et de les publier.

Conformément à ce vœu, la Commission Internationale d'Agriculture réunit à Paris les 11 et 12 mars 1901 les représentants de 29 Associations européennes qui décidèrent la constitution d'un Comité international des cours du blé, qui prit le titre d'Union internationale agricole de statistique des céréales, dont le Président fut S. A. le Prince de Schönaich-Carolath, les vice-présidents M. le Baron de Courcel et S. A. le Prince Ferdinand de Lobkowitz, les secrétaires généraux MM. le Comte de Vogüé (depuis Marquis de Vogüé) et Rieul Paisant.

LE CONGRÈS DE ROME EN 1903

C'est à Rome, au Palais de la Mission, que se tint le 7^e Congrès international, ouvert le 13 avril 1903 au Palais du Capitole par le Prince Colonna, maire de Rome, en présence de LL. MM. le Roi Victor Emmanuel III et la Reine d'Italie, et qui, prolongé par de multiples excursions dans toute la péninsule et jusqu'en Sicile, ne fut clos que le 10 mai à Florence. Le Marquis Capelli en fut le Président et M. Edoardo Ottavi le secrétaire général. M. le Ministre Guido Baccelli reçut les congressistes aux Thermes de Caracalla.

Le Congrès réunit 1.569 adhésions dont 547 étrangères. Les sections furent présidées par MM. Maggionino Ferraris, Paterno, Vigoni, Foëx, Moreschi, Pasqui, Maraini, le Prince de Camporeale, le Comte Sormani-Moretti, le Prince de Scalea et le Marquis di Rudini.

Le point culminant des séances du Congrès fut une éloquente et toute courtoise passe d'armes entre M. Luzzatti, un des survivants des négociateurs des traités de commerce de 1860, et M. Méline, inspirateur de la politique douanière suivie par l'Europe depuis les dix dernières années du dix-neuvième siècle. Un vœu fut adopté au rapport de M. Rieul Paisant sur l'organisation coopérative de la vente des céréales. Un autre vœu fut émis en faveur d'une convention internationale pour la protection des différents crus.

En annexe au Congrès, l'Union internationale de statistique des céréales tint deux séances les 16 et 17 avril 1903 sous la présidence du Comte Kolowrat, représentant le Prince Ferdinand de Lobkowitz. Sur la proposition de M. Rieul Paisant, d'accord avec le Comte Louis de Vogüé, les fonctions de secrétaires généraux, qui leur étaient dévolues, furent supprimées, et l'Union ne comprit plus que des sections nationales, avec présidence par roulement. Le Prince de Schönaich-Carolath fut maintenu dans ses fonctions de président.

LA CRÉATION DE L'INSTITUT DE ROME EN 1905 ET LE CONGRÈS DE VIENNE EN 1907

Il ne fut pas tenu de Congrès en 1905. S.M. le Roi Victor Emmanuel III d'Italie, frappé du succès du Congrès de 1903 avait, à la suite d'une visite de l'Américain David Lubin, conçu le projet de donner aux agriculteurs de tous les pays un centre d'action et d'information, dont la Ville Eternelle serait le siège. C'est ainsi que furent convoqués en 1905 à Rome des représentants de tous les pays agricoles dont les travaux aboutirent à la Convention du 7 juin 1905 relative à la constitution de l'Institut international d'agriculture.

Quels devaient être les rapports de la Commission et des Congrès internationaux d'agriculture avec le nouvel organisme ? La question fut traitée en présence de M. David Lubin au 8^e Congrès réuni à Vienne du 20 au 25 mai 1907 dans les deux palais de la Chambre des Députés et de la Chambre des Seigneurs.

Présidé par le Prince Karl Auersperg, avec le Comte Kolowrat comme rapporteur général, le Congrès de Vienne réunit en onze sections, dont plusieurs furent divisées en groupes, 2.210 membres dont 763 étrangers. M. Méline y prononça un discours qui fut comme la paraphrase de son livre célèbre sur « le retour à la terre ». Une proposition du Comte Zselenski contre les marchés à terme à découvert et un vœu de MM. Méline, Cappelli et Thiel, délimitant les domaines respectifs de la Commission Internationale et de l'Institut International d'agriculture, furent les traits marquants de cette importante réunion.

Au cours du Congrès se tinrent une Assemblée générale de l'Union internationale agricole de statistique des céréales présidée par le Prince de Schönaich-Carolath, une réunion de la Commission Internationale pour l'étude uniforme des semences de betteraves à sucre présidée par M. Strohmer, et une réunion de la Commission Internationale des intéressés au commerce des semences de betteraves à sucre en vue d'obtenir un mode uniforme d'évaluation des dites semences, présidé par le Chevalier de Proskowetz. Il se tint également une réunion de la Commission internationale permanente de viticulture présidée par M. Prosper Gervais, et la première réunion de la Confédération Internationale des Sociétés coopératives agricoles, présidée par M. Haas, première forme de la Commission spéciale de la coopération constituée en 1929.

Suivant l'habitude qui s'était introduite depuis 1891 à la réunion de chaque Congrès, la Commission Internationale d'Agriculture tint deux séances à Vienne les 21 et 25 mai 1907. A cette dernière réunion le Prince Auersperg, président du Congrès, demanda que les Congrès futurs comportassent au maximum quatre sections, avec quatre sujets par section et deux

rapporteurs par sujet. La Commission prit acte de cette proposition à titre d'indication pour les futurs Comités d'organisation mais estima qu'il ne convenait pas de les enfermer dans des limites trop étroites.

LES RÉUNIONS DE LA COMMISSION INTERNATIONALE D'AGRICULTURE EN 1909 ET 1910

Il avait été entendu à Vienne que le Congrès de 1909 se tiendrait à Berlin. La présence à la tête du Ministère allemand de l'agriculture du Comte d'Arnim, membre de la Commission, semblant devoir faciliter l'aboutissement de ce projet. Mais la Chancellerie Impériale objecta la crainte de paraître ainsi entraver les délibérations de l'Institut de Rome sur le point de savoir quel devait être dans son organisation le rôle des Associations agricoles. Dans une séance tenue à Paris le 1^{er} juin 1909, ceux des membres de la Commission qui étaient en même temps délégués à l'Institut de Rome firent valoir qu'à aucun moment celui-ci n'avait songé à substituer son action à celle des Congrès. M. Méline rappela la décision prise à ce sujet par le Congrès de Vienne en 1907 et la Commission décida, sur la proposition du Comte de Montornes, de tenir son prochain Congrès à Madrid en 1911.

La Commission tint à Paris les 21 et 22 juin 1910 une importante séance dans laquelle elle décida, par application de ses statuts de 1891, d'intervenir désormais directement pour « préparer et parfaire », selon l'expression de M. Méline, l'œuvre des Congrès internationaux, ce qui comprenait l'approbation de leur programme et des enquêtes préalables à leurs travaux.

Il fut toutefois reconnu, sur les observations de M. le Comte de Montornes, que s'il importe de soumettre surtout aux Congrès des questions d'ordre général, il est cependant naturel que les Congrès fassent une large part aux questions qui concernent plus particulièrement les Etats au milieu desquels ils se réunissent.

Saisie d'une proposition de ses membres allemands transformant la Commission en une représentation ouverte à toutes les associations agricoles, avec nombre de voix proportionnel à leur cotisation, et maximum de vingt voix par Etat, la Commission décida de maintenir le système de la coopération, étant entendu que lorsque les délégués d'un pays indiqueraient à la Commission des membres à désigner, celle-ci soumettrait ce choix à la ratification du prochain Congrès. M. Henry Sagnier, questeur de la Commission évalua son budget annuel à 3.500 ou 4.000 francs ; la contribution de chaque section nationale fut fixée à 300 francs pour sept grands Etats et à 150 francs pour les autres.

LE CONGRÈS DE MADRID EN 1911
ET L'ENQUÊTE SUR LA DÉsertION DES CAMPAGNES EN 1912

Le 9^e Congrès, tenu à Madrid du 1^{er} au 7 mai 1911, préparé par une Commission à la tête de laquelle était le Comte de Montornès, membre de la Commission internationale d'agriculture, groupa 960 membres dont 276 étrangers ; il fut présidé par M. Moret, ancien Président du Conseil. Les séances eurent lieu au Palais des Expositions, au parc de Madrid. 69 rapports furent présentés. Les sections, au nombre de huit, étaient présidées par MM. de Arce, Iranzo, del Busto, de Avila, Raventos, Marti, del Castillo de Chirel et Girona. S.M. le Roi Alphonse XIII présida en personne la séance de clôture et y prit la parole.

Le Congrès aborda surtout le problème de la désertion des campagnes et de la crise connexe de la main-d'œuvre agricole, dont un discours de M. Méline, lu par M. Sagnier, voyait la solution dans la diminution du nombre des fonctionnaires et dans le développement des petites propriétés rurales.

La Commission Internationale d'Agriculture tint deux séances à Madrid les 1^{er} et 6 mai 1911, sous la présidence de M. Cartuyvels van der Linden ; elle constata l'adhésion unanime de ses membres aux décisions prises l'année précédente sur ses méthodes d'action, et décida de commencer sa nouvelle tâche par une enquête sur deux sujets :

1^o Moyens propres à empêcher la désertion des campagnes et organisation des petites propriétés rurales,

2^o Crédit agricole et coopération.

Les séances tenues à Paris, les 17 et 18 juin 1912, sous la présidence de M. Méline furent en partie consacrées à l'examen de cette enquête dont deux rapports de M. Rieul Paisant, secrétaire de la Commission, avaient fait le résumé.

LE CONGRÈS DE GAND EN 1913

Ouvert le 8 juin 1913 à Bruxelles, au Palais des Académies, par M. Méline, en présence de M. Helleputte, ministre des Travaux publics et de l'Agriculture, c'est à Gand, du 9 au 13 juin 1913, que le 10^e Congrès, le dernier avant la guerre, tint ses séances de travail. M. le Baron van der Bruggen, ancien ministre de l'agriculture, présidait la Commission d'organisation dont le commissaire général était le Baron van Loo et le secrétaire général M. de Vuyst. 772 adhésions furent recueillies dont 237 de l'Etranger. Le Congrès ne comprit que cinq sections ; la première et la quatrième eurent pour présidents MM. le Baron d'Otreppe de Bouvette, et Gillain ; les autres furent présidées par roulement.

L'une des principales questions abordées à Gand fut celle de l'abandon des campagnes. Après un débat où l'on entendit M. Lonay exposer la thèse socialiste, le Congrès suivit M. le D^r Laur, rapporteur général, pour affirmer que la régénération constante de la population industrielle des villes par l'immigration des forces neuves surabondantes de la campagne est indispensable pour assurer aux peuples leur prospérité dans les domaines les plus divers.

Suivant l'usage la Commission Internationale d'Agriculture tint en Belgique deux séances : le 8 juin au Palais des Académies à Bruxelles, et le 11 juin au Palais des Fêtes de l'Exposition de Gand. Elle se fit renvoyer par le Congrès pour examen, la proposition américaine de tenir le 11^e Congrès en 1915 à San Francisco, à l'occasion de l'Exposition Universelle coïncidant avec les fêtes d'ouverture du canal de Panama. Elle prit acte d'une proposition russe tendant à la réunion du 12^e Congrès à Moscou en 1917. Les événements devaient contrecarrer ces deux projets.

A la réunion tenue à Paris le 23 février 1914, la décision fut prise par la Commission Internationale d'Agriculture de provoquer l'envoi d'une délégation européenne au Congrès de San Francisco, à organiser par les Américains. Mais, suivant la forte expression de M. Méline à la séance de la Commission Internationale d'Agriculture du 7 juin 1920, « un rideau noir s'abaissait subitement sur la terre en deuil ».

A la veille de la guerre, la Commission Internationale d'Agriculture groupait 102 agronomes appartenant à 19 nations dont 17 européennes. Elle avait pour président M. Jules Méline, pour vice-présidents MM. Cartuyvels van der Linden, le Marquis Cappelli et le Prince Karl Auersperg, pour secrétaire-questeur M. Henry Sagnier assisté comme secrétaire de M. Rieul Paisant.

CHAPITRE DEUXIÈME

LA COMMISSION INTERNATIONALE D'AGRICULTURE DEPUIS LA GUERRE

LES SÉANCES DE 1920, 1921 ET 1922

Le traité de Versailles fut signé le 28 juin 1919. Dès le 15 octobre M. Méline consulta les Membres de la Commission dans les pays alliés et neutres sur l'opportunité de reprendre la tâche interrompue depuis 1914. Dans une réunion tenue le 7 juin 1920 le Président de la Commission et M. Maenhaut expliquèrent pourquoi la convocation des représentants des empires centraux avait paru prématurée. Mais M. Méline indiqua à M. le D^r Laur et à M. le Baron Collot d'Escury, représentants de pays neutres, que la porte n'était pas fermée pour l'avenir.

M. Henry Sagnier, secrétaire-questeur de la Commission, rendit compte de la visite de M. Inazo Itobé, directeur au secrétariat de la Société des Nations, demandant si la Commission Internationale d'Agriculture serait désireuse de faire partie de la Ligue. M. Rieul Paisant émit l'avis que la Commission Internationale d'Agriculture devait faire partie intégrante de la Société des Nations, et M. le Président Emile Loubet parla dans le même sens. Sur la proposition de M. Méline le Bureau reçut tous les pouvoirs nécessaires pour organiser la collaboration de la Commission avec la Société des Nations.

La question de l'admission de l'Allemagne se posa à la réunion tenue à Paris le 20 juin 1921 ; il fut décidé que l'Allemagne ne serait appelée à envoyer des délégués à la Commission Internationale de l'Agriculture que lorsqu'elle ferait partie de la Société des Nations, mais que tous les autres Etats belligérants et ceux qui avaient été nouvellement appelés à la vie internationale seraient dès à présent convoqués.

La réunion tenue à Paris les 26 et 27 juin 1922, sous la présidence M. Méline, décida la reprise des Congrès internationaux, le 11^e Congrès devant se tenir à Paris en 1923.

LE LITIGE DE 1922 AVEC LE BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL

A la date du 30 mai 1922 la Cour de Justice Internationale de La Haye, saisie par la Société des Nations du point de savoir si le Bureau International du Travail était compétent en ce qui concerne la réglementation du travail des personnes employées dans l'agriculture, avait demandé l'avis de la Commission Internationale d'Agriculture. Dans sa séance du 27 juin 1922, sur le rapport de M. Henry Sagnier, appuyé d'une consultation juridique de M. le Professeur Charles Dupuis, la Commission se prononça pour l'incompétence. M. Dupuis fut mandaté par la Société des Agriculteurs de France pour soutenir ce point de vue à La Haye. La Cour de Justice Internationale se prononça néanmoins en sens opposé, mais les intérêts agricoles n'en souffrirent pas grâce à la collaboration qui s'établit dès le mois de septembre 1923 entre le Bureau International du Travail et la Commission Internationale d'Agriculture.

LA PROPAGANDE POUR LA PAIX ET LE CONGRÈS DE PARIS EN 1923

A la même séance M. le Président Méline, retenant parmi les causes principales de la guerre mondiale le dérèglement de la production industrielle et l'incapacité de certains peuples à se suffire à eux-mêmes pour leur subsistance, ajoutant que les paysans avaient plus que tous autres l'horreur de la guerre, émit la pensée que la Commission Internationale d'Agriculture devait devenir le centre d'une propagande humanitaire ; sur sa proposition la Commission émit un vœu pour solliciter son affiliation à la Société des Nations.

La propagande pour la paix : telle est, avec l'intensification de la production agricole, la tâche essentielle que l'illustre homme d'Etat assignait aux membres du 11^e Congrès International d'Agriculture, réuni à Paris dans l'Hôtel des Agriculteurs de France du 22 au 28 mai 1923, et pour lequel 556 adhésions avaient été reçues dont 298 de l'Etranger. Présidé par M. Méline le Congrès fut ouvert en présence de M. Henry Chéron, ministre de l'agriculture, qui montra que le bonheur de l'humanité est lié au développement de la production agricole, mais que cette production ne peut subsister que si l'agriculteur gagne sa vie. MM. Henry Sagnier et Henri Hitier furent désignés comme secrétaires généraux, MM. Henry Girard et Rieul Paisant, comme secrétaires. Les sections furent présidées par MM. Lindet, suppléant le D^r Roux, le Marquis de Vogüé, Victor Boret, Alfred Massé, Prosper Gervais, Lafosse et Tisserand ; une sous-section par M. Georges Wéry.

Pour répondre à la pensée de M. le Président Méline, une section spéciale, présidée par le Marquis de Vogüé, était consacrée à l'influence

de l'agriculture sur les relations internationales. M. le D^r Laur y présenta l'esquisse d'une Confédération internationale des agriculteurs. Le Congrès émit un vœu recommandant à l'attention toute spéciale des organisations agricoles du monde entier le développement des relations internationales comme pouvant contribuer efficacement à la solution des problèmes économiques mondiaux, et constituant une condition indispensable de la prospérité présente et future de l'agriculture et de la paix des peuples.

À la séance de clôture du 26 mai 1923 M. le Président Méline fit connaître que la Société des Nations devait statuer prochainement sur la demande d'affiliation de la Commission Internationale d'Agriculture et que le Directeur de la section d'Information de cette grande institution l'avait remercié des paroles qu'il avait prononcées à la séance d'ouverture.

Une section spéciale du Congrès intitulée « Agriculture des Pays chauds » étudia les principaux problèmes politiques, financiers, économiques et sociaux qui s'imposent aux Gouvernements métropolitains pour le développement agricole de leurs colonies.

Par une heureuse innovation les vœux présentés aux séances générales furent précédés de rapports détaillés des Présidents des sections, et M. Méline put dire de celui de M. Victor Boret qu'il constituait l'exposé d'un code d'économie rurale.

Les congressistes assistèrent le 25 mai à la Sorbonne à la fête du jubilé de Pasteur.

Il est à remarquer que pas une voix discordante ne s'éleva en ce qui concerne la nécessité de l'intensification de la production agricole, ce que Sir Daniel Hall exprimait au banquet de clôture du Congrès en disant que partout le but était commun : obtenir deux épis au lieu d'un, deux tiges d'herbe au lieu d'une.

La Commission Internationale, réunie comme de coutume le 21 mai 1923, la veille de l'ouverture du Congrès de Paris, fut saisie d'une proposition des Pays-Bas tendant à n'admettre comme membre des Congrès que les représentants des Associations agricoles et à rouvrir la Commission aux membres des ci-devant empires centraux. M. Henry Sagnier fit remarquer qu'on ne pouvait exclure des Congrès ni les hommes de science ni les représentants des administrations des Etats. M. Méline ajouta que l'Allemagne ne pouvait être admise que le jour où, par son adhésion à la Société des Nations, elle affirmerait son caractère pacifique. Les deux questions furent ajournées.

Un vote du Congrès de Paris du 28 mai 1923 porta l'effectif de la Commission à 89 membres actifs pris dans 20 Etats et 6 membres honoraires ; MM. Jules Méline, de Daranyi, le Comte de Montornes et Maenhaut étaient désignés comme Présidents d'honneur. La Hongrie demeurait représentée à la Commission où apparaissaient pour la première fois la Pologne et la Tchécoslovaquie. Le Bureau comprenait : M. Jules Méline, *Président* ;

MM. le Marquis L. de Vogüé et Maenhaut, *Vice-Présidents* ; M. Henry Sagnier, *Secrétaire-Questeur*.

LES SÉANCES DE PARIS ET DE LONDRES EN 1924

La réunion de la Commission en 1924 eut lieu le 5 juillet à Paris et le 8 juillet à Londres où se tenait une Exposition impériale. A la première de ces deux séances M. Jules Méline fit connaître que ses forces ne lui permettaient plus de conserver la présidence de la Commission et désigna pour son successeur M. le Marquis de Vogüé que la Commission acclama comme Président.

M. le D^r Laur présenta un rapport sur l'organisation, réclamée par la dernière Assemblée générale de l'Institut International d'Agriculture de Rome, d'un organe de liaison entre les associations agricoles de tous les pays, et proposa la création d'une Union Internationale des associations agricoles, dont l'une des tâches importantes serait de renseigner les centres agricoles sur la situation des marchés ; sur la proposition de son auteur les associations agricoles furent appelées à étudier cette question pour le Congrès fixé à Varsovie en 1925.

A Londres la Commission fut reçue à Lancaster House par M. Noël E. Buxton, ministre de l'agriculture et par la *National Farmers Union*, présidée par M. T. H. Ryland.

LE CONGRÈS DE VARSOVIE EN 1925

Le 12^e Congrès se tint à Varsovie du 21 au 24 juin 1925 sous la Présidence d'honneur de M. Janicki, Ministre de l'agriculture et du Marquis de Vogüé. Le Comité d'organisation avait pour président M. Fudakowski, Président de l'Union des Associations Agricoles Polonaises, et pour secrétaire général M. Lutoslawski. Les cinq sections furent présidées par MM. Goscicki, Sypniewski, Nowak, Dabrowski, Zaleski. M. Jules Gautier fut Vice-Président à la première section. Le Congrès réunit 827 Membres dont 276 Etrangers ; 27 pays étaient représentés. Le Président de la République M. Wojciechowski assista à la séance d'ouverture et reçut les congressistes au Château du Belvédère.

Le Congrès constata que devant l'accroissement rapide de la population dans le monde il fallait produire davantage. Il était donc nécessaire d'augmenter le rendement, d'organiser le crédit et d'adopter toutes les mesures nécessaires à l'augmentation de la production.

La Commission se réunit à Varsovie les 20 et 24 juin 1925. M. Henry Sagnier, qui y siégea pour la dernière fois, présenta un budget s'élevant annuellement à 3.500 francs environ et pour lequel il fut décidé que chaque pays adhérent contribuerait pour une somme variant de 100 à 500 francs.

Un des vœux du Congrès de Varsovie était de « créer, au moment

où ce serait possible, après entente avec les institutions internationales existantes, une organisation internationale dont la tâche consisterait à assurer des relations constantes entre les organisations agricoles centrales de tous les pays ». Conformément à ce vœu, le D^r Laur provoqua à Berne les 22 et 23 septembre 1925 une Conférence Internationale des Associations Agricoles à laquelle furent représentés dix-huit pays, parmi lesquels figurait l'Allemagne, et qui adopta un projet de statuts à présenter à une nouvelle Conférence devant se tenir à Rome en 1926.

LA PERTE DE MM. MÉLINE ET SAGNIER EN 1925

Cette même année 1925 fut une année de deuil pour la Commission. MM. Jules Méline et Henry Sagnier « contemporains par la naissance, après avoir travaillé pendant cinquante ans aux mêmes tâches dans la plus étroite et affectueuse confiance, sont morts presque au même jour, au terme d'une vie longue et bien remplie ». C'est en ces termes qu'à la séance de la Commission à Paris du 22 mars 1926 le Marquis de Vogüé saluait leur mémoire : « Vous vous rappelez encore, disait-il, Henry Sagnier, de quelle verve et de quel bon sens ses interventions étaient marquées ; on sentait en lui une volonté ferme, une grande loyauté et un cœur chaud, resté jeune en dépit des années ; et ses qualités si précieuses lui faisaient aisément pardonner ce que sa parole avait parfois de vivacité primesautière. Quant à Méline, il fut toujours l'inspirateur, le guide, le chef vénéré de cette élite internationale créée par le labeur continu et affectueux de la Commission et des Congrès. La netteté de son esprit, la sagesse de ses vues, la confiance et la sérénité qui se dégageaient de toute sa personne, la ténacité qu'il avait puisée dans l'atmosphère de sa province natale, tout contribuait à lui donner sur les esprits une autorité devant laquelle chacun s'inclinait avec respect ».

LA RÉFORME DES STATUTS DE LA COMMISSION EN 1926

A cette même séance du 22 mars 1926, la Commission adopta de nouveaux statuts aux termes desquels la Commission se composait de membres élus représentant les Associations agricoles adhérentes et de membres individuels. La 1^{re} section du Congrès fut constituée sous le titre de « Conférence Internationale des Associations Agricoles » en un organe permanent examinant toutes les questions relatives à la politique générale des associations et à leurs rapports avec les autres organisations internationales publiques ou privées. Ces résolutions n'avaient pas à être soumises à l'Assemblée plénière du Congrès. Un secrétariat permanent, dont les frais étaient couverts par des cotisations spéciales des organisations adhérentes, était chargé de préparer la Conférence et d'exécuter ses décisions.

M. Henri Hitier fut désigné comme secrétaire général questeur en remplacement de M. Henry Sagnier.

La Commission se réunit à Rome les 23 et 24 avril 1926 ; le professeur Laur fut adjoint au Bureau à titre de Vice-Président et M. Borel à titre de Secrétaire, tous deux devant être spécialement chargés de ce qui concernait les rapports entre les associations.

LA PRÉPARATION DE LA CONFÉRENCE ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE DE GENÈVE ET LE CONGRÈS DE ROME EN 1927

La première réunion de la Commission réformée à Rome se tint à Paris le 23 octobre 1926. Elle prit connaissance de la correspondance échangée avec la Société des Nations en vue de l'admission de la Commission Internationale d'Agriculture à la Conférence Economique Internationale qui devait s'ouvrir à Genève le 5 mai 1927. En prévision de cette réunion, la Commission dont faisait dorénavant partie l'Allemagne qui venait d'entrer au mois de septembre précédent dans la Société des Nations, tint à Paris le 21 mars 1927 une séance au cours de laquelle elle adopta, sur la proposition du D^r Laur, une déclaration économique faisant entendre pour la première fois « la voix de la terre dans le concert des peuples ».

Le 13^e Congrès présidé par M. Raineri et dont S. E. M. Benito Mussolini fut Président d'Honneur, s'ouvrit à Rome au Capitole le 26 mai 1927, en présence de S. M. le Roi d'Italie qui reçut les congressistes en audience privée au Quirinal. Le Congrès groupa 1.318 Membres dont 811 Etrangers ; 199 rapports y furent présentés. Les séances de la première section se tinrent au Palais Doria-Pamphili ; les autres sections et la séance de clôture du 1^{er} juin eurent pour cadre l'Institut International d'Agriculture. Le Congrès comprit six sections présidées par MM. le Marquis de Vogüé, Pégliion, Morandi, Luigi Luiggi, le Baron Acerbo et la Comtesse Soderini.

Dans son discours d'ouverture, M. le Marquis de Vogüé résuma le programme du Congrès en disant qu'il avait pour objet le problème du ravitaillement du monde, c'est-à-dire la production des céréales et celle de la viande, et l'organisation scientifique du travail, c'est-à-dire l'étude des moyens les plus propres à « obtenir le plus grand résultat avec le moindre effort ».

Les 26 et 27 mai 1927 se tint à Rome, au Palais Doria-Pamphili, la « première » Conférence Internationale des Associations agricoles, constituant la première section du Congrès International d'Agriculture. 18 pays étaient représentés. M. le Marquis de Vogüé fut choisi comme Président de la Conférence ; MM. Maenhaut (Belgique), Laur (Suisse), Hermés (Allemagne), Jules Gautier (France) et Fudakowski (Pologne) comme Vice-Présidents.

Le rôle essentiel du secrétariat provisoire de la Conférence au cours de l'année 1926 avait été de présenter un rapport au Comité préparatoire agricole de la Conférence économique de Genève sur la situation de l'agri-

culture. M. Borel donna connaissance à la Commission des résultats de l'enquête faite par ses soins.

M. Jules Gautier et M. Hermès firent ressortir que par la part importante qu'elle avait prise aux délibérations de la Conférence économique internationale de Genève, l'agriculture était en quelque sorte entrée dans la Société des Nations et qu'il convenait qu'elle n'en sortît plus.

M. Klindera résuma les travaux de la sous-commission spéciale des questions coopératives qu'il avait été appelé à présider à la Conférence de Genève et signala le projet de création d'un Comité international formé de représentants des organes centraux des coopératives agricoles et des coopératives de consommation ayant pour objet de développer les relations directes entre les deux organisations.

La Commission Internationale d'Agriculture, dans une séance tenue à Rome le 31 mai 1927, désigna comme membres de son Bureau les personnalités mêmes qui venaient d'être élues par la Conférence Internationale, portant ainsi à cinq le nombre des vice-présidents. M. Hitier fut secrétaire général et M. Borel, secrétaire adjoint.

L'ASSEMBLÉE DE VIENNE EN 1928 ET LA RÉORGANISATION DE LA COMMISSION INTERNATIONALE D'AGRICULTURE

Les réunions de la Commission Internationale d'Agriculture tenues à Vienne les 24 et 25 mai 1928 eurent du fait de la réorganisation de 1926 une importance nouvelle tant au point de vue de la préparation des séances que de la participation des délégués autrichiens et étrangers et de l'ampleur des sujets traités. Les séances eurent lieu sous la présidence du Marquis de Vogüé ; le Président de la République, M. Hainisch, le Chancelier fédéral, Mgr Seipel, et le Ministre de l'Agriculture, M. Thaler, assistèrent à la séance d'ouverture.

Le Marquis de Vogüé se félicita de ce que le Comité consultatif économique de la Société des Nations eût mis en lumière la situation prédominante de l'agriculture dans l'économie universelle et eût fait appel à la collaboration effective des grandes institutions internationales agricoles ; il salua l'aboutissement des efforts poursuivis en ce sens par MM. Jules Gautier et Hermès qui vinrent rendre compte de leur activité à Genève.

D'autre part, M. Albert Thomas, Directeur du Bureau International du Travail, vint confirmer la collaboration étroite devant exister entre l'Organisation Internationale du Travail et la Commission Internationale d'Agriculture pour tout ce qui concerne les questions du travail agricole.

Supprimant la dualité établie en 1926 entre la Commission Internationale d'Agriculture et l'Union Internationale des Associations Agricoles, la Commission vota de nouveaux statuts transférant des Congrès internationaux à la Commission elle-même la direction du mouvement agricole

international, et dont le Marquis de Vogüé pouvait dire que leur adoption marquait une date dans l'histoire de l'agriculture universelle, puisque désormais les agriculteurs organisés de tous les pays avaient le moyen de se concerter pour étudier les problèmes de caractère international qui les intéressaient comme de les défendre devant la Société des Nations et de faire prévaloir des solutions conformes à leurs vœux.

LE CONGRÈS DE BUCAREST EN 1929

Le 14^e Congrès se tint à Bucarest au Palais de la Chambre des Députés du 7 au 10 juin 1929 sous la Présidence d'honneur de S. E. M. Maniu. Président du Conseil. Le Comité d'organisation avait pour Président M. Mihalake, Ministre de l'Agriculture, et pour Vice-Président, M. Camarachesco, député, membre de la Commission Internationale d'Agriculture. Les sept sections du Congrès furent présidées par MM. Garoflid, Busuioresco, Tasca, Vladesco, Lucasiewicz, Manoïlesco, et M^{me} Cantacuzène. Le Congrès réunit 1.328 membres, dont 701 Etrangers ; 35 pays étaient représentés ; 180 rapports furent déposés. Les membres de la Haute Régence, S. A. R. le Prince Nicolas de Roumanie, S. S. Miron Cristea, Patriarche de Roumanie, et M. Georges Buzdugan, assistèrent à la séance d'ouverture et S. M. la Reine Marie, entourée de la famille royale, reçut les congressistes au palais de Cotroceni.

Le Congrès ratifia les statuts adoptés l'année précédente à Vienne. Ses principales résolutions concernèrent la surveillance des marchés agricoles, la création d'offices nationaux et internationaux de renseignements ainsi que d'Unions nationales et internationales pour organiser l'écoulement des produits et essayer d'améliorer les prix ; la nécessité de développer dans tous les pays la comptabilité agricole suivant des méthodes identiques comme base d'une bonne statistique internationale et les moyens à prendre en vue de réglementer la production du vin et d'en répandre l'usage menacé par la campagne prohibitionniste.

Les congressistes entendirent avec intérêt l'exposé de l'application et des résultats de la réforme agraire en Roumanie.

LA CRÉATION DU COMITÉ INTERNATIONAL DES RELATIONS INTERCOOPÉRATIVES ET DE LA COMMISSION SPÉCIALE DE LA COOPÉRATION AGRICOLE

Une résolution de la Section de la Coopération du Congrès de Bucarest invitait la Commission Internationale d'Agriculture à prendre l'initiative de la création dans son sein d'une Commission spéciale chargée de s'occuper des affaires coopératives agricoles. Cette création fut réalisée dans une réunion des principales organisations coopératives agricoles européennes convoquée à Paris le 3 décembre 1929. M. le Marquis de Vogüé, Président

de la Commission Internationale d'Agriculture devint organiquement le Président de la Commission spéciale dont MM. Klindera (Tchécoslovaquie) et Gennes (Allemagne) furent vice-présidents.

La veille avait eu lieu à Paris sur l'initiative de M. Albert Thomas, Directeur du Bureau International du Travail, une réunion des représentants de l'Alliance Coopérative Internationale et de la Commission Internationale d'Agriculture, se proposant d'arriver à une collaboration plus étroite entre coopératives de producteurs et coopératives de consommateurs. Le lendemain, 4 décembre 1929, un accord entre M. Albert Thomas, Directeur du Bureau International du Travail, et le Marquis de Vogüé, Président de la Commission Internationale d'Agriculture, fixa les bases de la collaboration entre ces deux institutions.

Après deux nouvelles réunions les 2 mai et 4 novembre 1930, à Genève, le Comité International des relations intercoopératives fut définitivement constitué le 9 février 1931.

La Commission Internationale d'Agriculture tint le 8 août 1930 à Anvers une Assemblée en vue de laquelle, pour la première fois, un certain nombre de rapports avaient été préparés. Parmi les résolutions adoptées figure la répartition entre différents pays de la publication de rapports sur la situation des marchés des produits agricoles. Le 9 août se tint la première réunion de la Commission Spéciale de la Coopération Agricole qui comptait au nombre des participants, comme délégué de l'Union Centrale des sociétés coopératives d'Autriche, M. Dollfuss, le futur Chancelier-Martyr.

LE CONGRÈS DE PRAGUE EN 1931 ET LA CONSTITUTION DE LA COMMISSION SPÉCIALE POUR LES QUESTIONS DU TRAVAIL AGRICOLE

Le 15^e Congrès se tint à Prague, à la Chambre des Députés, du 5 au 8 juin 1931, sous la Présidence d'Honneur de M. Svehla, ancien Président du Conseil. Le chef du Gouvernement tchécoslovaque M. Udrzal et M. Edouard Benès étaient respectivement Président et Vice-Président du Comité de Patronage. Les sept sections du Congrès furent présidées par MM. Stodola, Mayer, Weden, Jelinek, Lobkowicz, Bachrach et Madame Tumlirova. Le Congrès réunit 946 membres, dont 519 Etrangers ; 30 pays étaient représentés ; plus de 300 rapports furent déposés. Au nombre des rapporteurs figurait M. Hainisch, ancien Président de la République d'Autriche. Le Président de la République, M. Masaryk, assista à la séance d'ouverture et reçut le 7 juin les congressistes à une garden-party organisée dans l'ancien jardin des rois de Bohême à Hradcany ; un dîner suivi d'une soirée leur fut également offert par M. Benès au Château de Prague.

Le Congrès étudia particulièrement les possibilités de l'organisation de la production agricole dans les divers pays en vue de réaliser sur le plan international la corrélation entre l'offre et la demande des produits agri-

coles. La rationalisation du travail dans l'agriculture et la prévision des prix furent aussi abordées.

La Commission Internationale d'Agriculture se réunit à Prague le 8 juin 1931. Elle adopta une résolution relative à la Conférence du Blé qui venait de tenir une séance à Londres le mois précédent, ainsi qu'une résolution relative à la composition de la Société Internationale projetée de Crédit Hypothécaire Agricole.

La Commission Spéciale de la Coopération Agricole se réunit le 4 juin 1931 ; elle fut spécialement saisie de l'enseignement coopératif et de la révision des coopératives ; M. Klindera y exposa la fondation et l'activité du Comité International des Relations Intercoopératives.

Une résolution prise par la Commission Internationale d'Agriculture à Bucarest en 1929 avait invité le bureau à assurer de façon définitive le contact avec le Bureau International du Travail et de constituer à cet effet au sein de la Commission Internationale d'Agriculture, une Commission spéciale pour les questions du travail. Un règlement provisoire avait été envoyé par le bureau de la Commission Internationale d'Agriculture le 12 novembre 1930 aux organisations adhérentes. Les délégués désignés par celles-ci se réunirent à Prague le 4 juin 1931, adoptèrent le règlement proposé et tinrent la première séance de la nouvelle organisation dont le bureau fut celui de la Commission Internationale d'Agriculture avec un Vice-Président spécial. La Commission détermina l'attitude de l'agriculture à l'égard des deux questions de l'abolition des bureaux de placements payants et de l'Assurance Vieillesse-Invalidité-Décès qui allaient être soumises à la Conférence Internationale du Travail en 1932.

L'ASSEMBLÉE DE LAUSANNE EN 1932

Le 12 mars 1932 se tint à Paris une réunion de la Commission Spéciale pour les questions du Travail Agricole qui examina le rapport gris établi par le Bureau International du Travail en vue de la Conférence Internationale du Travail.

L'Assemblée générale de la Commission Internationale d'Agriculture de 1932, préparée par M. Porchet, membre du Conseil d'Etat du canton de Vaud, se tint les 20 et 21 juillet à Lausanne, à l'Aula et dans la salle du Sénat de l'Université (palais de Rumine) ; elle s'ouvrit en présence de M. Bosset, Vice-Président du Conseil d'Etat du canton de Vaud qui souhaita la bienvenue à l'Assemblée.

Cette réunion élaborait une déclaration sur la crise agricole qui, préparée par une importante enquête sur les mesures prises ou envisagées dans les différents pays en vue de surmonter la crise agricole actuelle ou d'en atténuer les effets, constitua une mise au point des revendications de l'agriculture internationale. MM. le Marquis de Nicolay et de Keyserlingk exposèrent les résultats de la Conférence Internationale qui venait de se tenir à Innsbrück pour remédier à la crise économique des pays danubiens. La

Commission adopta en outre une résolution concernant la lutte internationale contre le doryphore.

La Commission prit connaissance des résultats d'une enquête instituée sur la demande de M. Fudakowski concernant l'influence des assurances sociales sur le coût de la production agricole ; leurs charges furent évaluées entre 4 et 6 % dans les grandes exploitations et entre 1 et 3 % dans les exploitations familiales.

La Commission spéciale de la Coopération étudia la question du commerce coopératif des céréales, des engrais chimiques et des œufs.

L'ASSEMBLÉE DE BERLIN EN 1933

L'Assemblée suivante de la Commission Internationale d'Agriculture se tint à Berlin du 18 au 22 mai 1933 dans l'ancien Herrenhaus sous la présidence du Marquis de Vogüé. Le Gouvernement allemand était représenté à la séance d'inauguration par M. Hugenberg, Ministre de l'Alimentation et de l'Agriculture ; M. Darré, chef du Directoire nouvellement organisé de la corporation agricole allemande, salua également les membres de la Commission. M. Von Papen, Vice-Chancelier du Reich, assista au dîner offert à la Commission par M. le Ministre Hugenberg.

La Commission adopta le texte d'un memorandum proposé par M. le D^r Laur et qui fut soumis à la Conférence monétaire et économique ouverte peu après à Londres. M. Augé-Laribé souligna la nécessité de constituer un bloc agricole européen. M. le D^r Fensch montra le développement récent en Allemagne de la comptabilité agricole et son importance pour les statistiques internationales. La réélection statutaire du Bureau fit entrer comme Vice-Présidents de la Commission Internationale d'Agriculture M. de Schorlemer, Président de la Chambre d'Agriculture de Bonn, et M. Angelini, Secrétaire Général de la Confédération fasciste des agriculteurs italiens.

La Commission spéciale de la Coopération invita le Secrétariat de la Commission Internationale d'Agriculture à entreprendre, en liaison avec l'Institut de Rome et le Bureau International du Travail une statistique internationale de la Coopération agricole. La question de la vente coopérative des fruits et des légumes fut également abordée et M. Moser-Schaer exposa l'organisation de l'écoulement du lait et des produits laitiers en Suisse.

La Commission Spéciale du Travail Agricole nomma comme Vice-Présidents : M. le Comte Keyserlingk (Allemagne) et M. Molhuysen (Pays-Bas). Elle étudia les questions intéressant l'agriculture qui figuraient à l'ordre du jour de la 17^e session de la Conférence Internationale du Travail qui s'est ouverte à Genève le 8 juin 1933 et dont M. de Bülow, délégué du Bureau International du Travail, vint faire l'exposé.

M. von Massow exposa les effets de la conciliation obligatoire sur les salaires agricoles en Allemagne.

LE CONGRÈS DE BUDAPEST EN 1934

Le 16^e Congrès International d'Agriculture se tint à Budapest pour la deuxième fois, du 13 au 20 juin 1934, au Palais de l'Académie des Sciences, sous la Présidence d'Honneur de M. de Kallay, Ministre de l'Agriculture royal hongrois. M. Charles Schandl, membre de la Commission Internationale d'Agriculture était Président du Comité d'organisation. Le Congrès réunit 1.292 membres dont 721 Etrangers ; 32 pays étaient représentés, 246 rapports furent déposés. Les sept sections du Congrès furent présidées par MM. le Comte Somssich, Pekar, Balogh, le Baron Pronay, le Baron Waldbott, Manninger, le Comte Khuen-Hedervary et la Comtesse Zichy.

S. A. S. le Régent Horthy assista à la séance d'ouverture et reçut en audience au Palais Royal les chefs des délégations étrangères. Le Musée de l'Agriculture réorganisé fut ouvert solennellement en la présence du Régent et de nombreux congressistes. Parmi les chefs des délégations étrangères, un des plus actifs fut M. Dollfuss, Chancelier fédéral et Ministre de l'Agriculture d'Autriche, qui prononça plusieurs discours et s'entretint familièrement avec les congressistes étrangers, qui furent vivement émus quelques semaines après à la nouvelle de sa fin tragique.

La résolution la plus importante du Congrès, précédée d'une déclaration de la Commission Internationale d'Agriculture, concerna la réorganisation de l'agriculture mondiale en vue d'obtenir le rétablissement de l'équilibre entre les prix des articles industriels et ceux des produits agricoles. La limitation générale de la production en fut la base essentielle. Cette limitation de la production fut étudiée spécialement dans les sections de la Viticulture et des industries agricoles. L'organisation du marché international du bétail et celle du commerce et du vin donnèrent lieu également à des vœux ainsi que la question des livres généalogiques.

La Commission Internationale d'Agriculture tint une Assemblée générale à Budapest le 18 juin 1934. M. le D^r Winter, Directeur de la Section centrale C du Reichsnährstand, fut élu Vice-Président en remplacement de M. de Schorlemer. Une résolution fut adoptée en vue du remplacement d'une partie des graisses végétales et de l'huile de baleine par le beurre et le saindoux. La Commission décida que les institutions agricoles de droit public pourraient être admises parmi ses membres. La Commission prit acte de l'accord germano-polonais du 15 mai 1934.

La Commission spéciale de la Coopération agricole élut comme Vice-Président en remplacement du D^r Gennes, M. Trumpf, Directeur général au Reichsnährstand. Préparant les vœux de la 3^e Section du Congrès, elle nomma un Comité restreint en vue de l'établissement d'une statistique internationale de la Coopération agricole et, sur un important rapport de M. le Professeur Jutila, Ministre de l'Agriculture de Finlande, recommanda la conclusion des conventions sur les prix et sur la production du lait.

L'ASSEMBLÉE DE BRUXELLES EN 1935

L'Assemblée générale de la Commission Internationale d'Agriculture se tint du 27 au 30 juillet 1935 à Bruxelles à l'Institut ménager agricole de Laeken et à Gembloux. Les fêtes du 75^e anniversaire de la fondation de l'Institut agronomique d'Etat à Gembloux, auxquelles les délégués prirent part, leur donnèrent l'occasion d'acclamer S. M. le Roi Léopold III et d'admirer la grâce souveraine de S. M. la Reine Astrid qui devait être sitôt après ravie à l'affection de son peuple. M. van der Vaeren, Secrétaire général du Ministère de l'Agriculture salua les Membres de la Commission au nom du Gouvernement.

L'organisation de la production agricole et l'économie dirigée firent l'objet d'un important rapport de M. Herrmann. Le professeur Brizi, Secrétaire général de l'Institut International d'Agriculture, exposa la plus récente situation du problème des graisses alimentaires. Le contingentement de la production porcine, spécialement au Danemark et aux Pays-Bas fit l'objet d'exposés de MM. le D^r Howald, Jespersen et Louwes. La Commission prit acte du projet de création au Bureau International du Travail d'une Commission permanente agricole ; elle remit au point certains passages du rapport du Comité Economique de la Société des Nations sur le protectionnisme agricole. Enfin, elle rédigea une déclaration concernant la crise agricole.

La Commission spéciale de la Coopération agricole, réunie le 29 juillet 1935, étudia les tâches de la Coopération agricole sous le régime de l'économie dirigée dans les domaines de la production végétale et de la production animale et entendit sur ces points des rapports de MM. Langenheim, le D^r Feierabend et Miss Digby.

La Commission spéciale du Travail agricole se réunit le 29 juillet 1935. M. Molhuysen fut réélu Vice-Président. La Commission étudia, au rapport de M. de Bülow, les répercussions de la politique agraire de crise sur la situation économique et sociale des petits cultivateurs et des salariés agricoles. M. Angelini, Vice-Président de la Commission Internationale d'Agriculture, montra que la participation des salariés au produit brut de leur travail pouvait fonder de grands espoirs au point de vue économique et social.

LES RÉUNIONS DE 1936 ET 1937

La Commission Internationale d'Agriculture doit tenir son Assemblée annuelle de 1936 à Oslo. La ville de La Haye a été choisie pour siège du XVII^e Congrès en 1937. Ainsi s'affirme la continuité de l'œuvre internationale instituée en 1889 par M. Méline et qui semble appelée à demeurer l'un des rouages importants de la vie économique des nations.

CHAPITRE TROISIÈME

LES CRISES AGRICOLES ET LA POLITIQUE AGRICOLE INTERNATIONALE

En 1879 la concurrence des pays neufs, en 1896 le désordre dans la vente des produits agricoles, puis, après les destructions de la guerre de 1914-1918, la reconstitution intense, suivie à partir de 1927 d'un déséquilibre entre la production agricole et la consommation, ont amené entre les prix des denrées agricoles et ceux des produits industriels une disproportion qui, se répercutant profondément sur le bien-être des populations campagnardes, a marqué dans leur vie des phases critiques.

Les Congrès internationaux et la Commission Internationale d'Agriculture, nés de la première de ces crises, en ont continuellement étudié les causes et préparé les remèdes.

Section Première

LA CRISE DE CONCURRENCE DES PAYS NEUFS (1879-1896)

LES RÉGIMES DOUANIERS ET LES PROJETS D'UNE ENTENTE EUROPÉENNE

La concurrence des pays neufs est la question primordiale qui s'est imposée à l'attention des congrès internationaux d'agriculture. En ouvrant, le 4 juillet 1889, le Congrès de Paris, M. Méline montra que, par le simple jeu du perfectionnement des moyens de communication et de la merveilleuse organisation du commerce international, la vieille Europe était menacée dans sa principale source de production par « les nations jeunes et sans passé, en possession d'un sol vierge produisant sans grands efforts et presque sans frais, au-delà des besoins d'une population clairsemée ».

Le Rapporteur général, M. Jules Bénard, constata que cette crise remontait à une dizaine d'années. En dépit des efforts de M. Bouesco, délégué roumain, qui soutint que le seul remède à la baisse des prix du blé était l'augmentation des rendements, et sans méconnaître les charges de la paix armée dénoncées par M. Diego Gordillo, délégué espagnol, le Congrès, tout en reconnaissant la possibilité de diminuer dans une certaine mesure les prix de revient et en proclamant qu'il n'y avait lieu de maintenir la culture des céréales que là où elle était rémunératrice, émit l'avis « que chaque nation puisse protéger par des droits de douane sa production agricole contre les produits similaires étrangers ». Ainsi se trouvait légitimée une politique qui, loin d'être celle de l'isolement des nations, visait au contraire à régler par des concessions mutuelles les mouvements des échanges, dans les limites d'un tarif minimum correspondant au prix au-dessous duquel une production nationale devait être abandonnée.

Les agriculteurs de la vieille Europe se serrèrent autour de M. Méline. M. le Comte Foucher de Careil montra la solidarité des pays agricoles européens et souligna les répercussions de la crise sur la petite et la moyenne propriétés. M. le Chevalier Ohlsen (Italie) proposa la création d'une Ligue douanière sur laquelle le Congrès ne se prononça pas.

A la troisième section/a du Congrès de Budapest, qui tint séance les 17 et 18 septembre 1896, M. de Molinari exposa le projet d'une union douanière de l'Europe centrale dont il avait entretenu en 1878 M. de Bismarck et M. Léon Say, alors Ministre des Finances. Le *Zollverein* aurait compris la France, la Belgique, la Hollande, le Danemark, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Suisse. M. le Comte Karolyi remarqua, comme l'avait fait Bismarck, qu'il fallait commencer par supprimer les rivalités entre nations ; toutefois, il se prononça pour l'établissement entre les pays européens du Centre et de l'Ouest de traités douaniers avec tarifs différentiels à l'encontre des pays produisant à moindre prix de revient, tels que les pays d'outre-mer et ceux de l'Europe orientale. M. le D^r Roesicke, président du *Bund der Landwirte* allemand, préconisa le monopole de l'importation du blé par l'Etat, avec des conditions appropriées à chaque pays de provenance et consacré par des traités. Vivement soutenu par M. Schmoller (Berlin), le projet d'union douanière fut combattu par M. Henry Sagnier au nom de la France, et M. Strauss au nom de la Belgique. M. de Hohenblum, au nom de la Société Centrale Impériale et Royale d'Agriculture d'Autriche, réclama l'union douanière de ce pays avec l'Allemagne.

En réponse au questionnaire des organisateurs, M. le Marquis de Vogüé, Président de la Société des Agriculteurs de France (père de l'actuel Président de la Commission Internationale d'Agriculture) avait fait observer que la clause de la nation la plus favorisée lui avait toujours paru contraire à la nature même des négociations, rendant très difficile la stipulation réciproque

d'avantages particuliers, qui est le seul intérêt et d'ordinaire la seule raison d'être des négociations commerciales : « J'estime donc, disait-il, que si les circonstances devaient rendre possible le retour au système des traités de commerce, la suppression de la clause de la nation la plus favorisée devrait en être la condition nécessaire ». Aux séances du Congrès, le comte de Schwerin-Löwitz demanda l'abolition de cette clause.

Le Congrès de la vente du blé, tenu à Versailles en 1900, avait adopté un vœu de M. de Riepenhausen demandant que fût instituée une représentation permanente internationale des agriculteurs européens.

Au Congrès de Rome en 1903, M. Jules Rubinek, député et Secrétaire général de la Société Nationale d'Agriculture de Hongrie, montra que l'Europe payait aux Etats-Unis d'Amérique un tribut annuel de 2.500 millions de francs. Il énonça comme un principe fondamental que la consommation de l'Europe appartient à la production européenne ; il préconisa un accord collectif entre la plupart des Etats européens visant l'application d'un traitement douanier différentiel pour les échanges avec les Etats-Unis. M. le Comte de Schwerin-Löwitz s'associa à cette proposition et en montra les avantages. Une semblable entente assurerait une compensation équitable des frais de production entre les pays européens et les pays non européens. Sans rompre dès maintenant les barrières douanières entre les Etats européens, elle créerait entre eux un lien commun par lequel ils seraient étroitement unis, tout en évitant les difficultés pratiques d'une union douanière. Sans doute devrait-on abandonner la clause de la nation la plus favorisée dans les traités avec les puissances extraeuropéennes, mais ce système a fait son temps et il n'est plus compatible avec le principe des traités à tarif introduits par les Etats européens.

M. Luzzatti prononça à cette occasion un important discours dans lequel il montra qu'il fallait guérir l'Europe de ses dissentiments douaniers avant de penser à prendre une offensive vis-à-vis d'autres continents. Il rappela qu'en 1890 il avait assisté à Milan à un débat entre M. de Caprivi, Chancelier allemand, et M. Crispi, Président du Conseil italien, qui avaient eu l'idée d'une Ligue douanière entre l'Italie et l'Allemagne, et combien il s'était rendu compte que cette idée apparaissait comme pratiquement irréalisable. Pour sa part, M. Luzzatti se refusait à une conclusion qui eût l'air d'être une menace contre les Etats-Unis ou contre le monde anglo-saxon. Par ailleurs, M. Luzzatti ne croyait pas possible une modification violente de la formule du traitement de la nation la plus favorisée : « Telle qu'elle est, disait-il, elle nous donne une certaine unité douanière dont nous devons garder, avec les charges, les bienfaits. Sa suppression rendrait plus difficile, et dans certains cas presque impossible, la préparation des traités de commerce, parce qu'aucun Etat ne voudrait s'engager le premier, dans la crainte que les autres n'obtiennent des bénéfices dont il ne jouirait pas. Je trouve très grave de menacer les Etats-Unis ou les autres Etats anglo-saxons d'une restriction de cette formule. Je propose à l'Assemblée

d'exprimer le vœu que les prochaines négociations rendent possible, par leur modération, le renouvellement des traités de commerce, sous le régime desquels l'Europe a passé plusieurs années de paix économique relative. Enfin, je suis inspiré par une autre idée très élevée : c'est qu'un Congrès d'agriculteurs est un Congrès de gens paisibles, qui veulent la paix entre tous ceux qui travaillent et ne peut pas assumer la responsabilité d'une guerre de tarifs ».

M. Méline soutint la même thèse que son adversaire économique M. Luzzatti : « Une Zollverein européen serait en ce moment, dit-il, une véritable déclaration de guerre économique et on ne peut songer à en venir à cette extrémité que pour des raisons tout à fait exceptionnelles et impérieuses... Quand je compare les conditions de la production américaine avec celles de la production européenne, je me demande si cette dernière pourra lutter jusqu'au bout. Mais je ne crois pas qu'il soit actuellement de l'intérêt des producteurs européens, et surtout des producteurs agricoles, de former pour cette lutte la coalition qu'on nous propose ».

M. Méline montrait d'ailleurs que la situation avait changé depuis 1889 : « Je ne vois pas, disait-il, que les Etats-Unis aient pris dans ces dernières années, au point de vue agricole, un développement inquiétant. Si leur production en blé augmente, leur population augmente aussi et leur consommation de denrées agricoles devient chaque jour plus importante ».

Une proposition de M. le D^r Roesicke, tendant à une entente européenne anti-dumping, et une proposition de M. de Riepenhausen sur la nomination d'une Commission d'études d'une Union douanière européenne, furent retirées par leurs auteurs et renvoyées à la Commission Internationale d'Agriculture.

Une proposition faite à l'Union Internationale agricole de statistique des céréales par son Président S. A. le Prince de Schoenaich-Carolath, sur la conclusion d'une Convention européenne des blés sur le modèle de la Convention sucrière de Bruxelles, fut rejetée après intervention de M. le Baron de Courcel. Aux termes de cette Convention, les Etats signataires auraient été autorisés à frapper d'un droit compensateur les produits agricoles de l'Etat qui aurait accordé à son exportation des primes indirectes. Mais l'Union émit le vœu que chaque section nationale provoquât l'étude de toutes ces mesures de dumping et que chaque Etat en tînt compte avant de conclure les traités de commerce.

LES PROJETS DE BIMÉTALLISME INTERNATIONAL

A côté du régime compensateur résultant des droits de douane, l'attention des Congrès Internationaux d'Agriculture n'a pas tardé à être portée sur une autre compensation nécessaire entre les pays producteurs de blé, mais ayant une monnaie saine, et ceux de leurs concurrents auxquels une monnaie dépréciée donnait une prime d'exportation.

Dans trois articles parus dans la *République Française*, peu avant l'ouverture du Congrès de Bruxelles de 1895, M. Méline souligna la baisse générale des prix dans les pays à étalon d'or. « Partout, écrit-il, dans les pays à étalon d'or, le même phénomène se poursuit et personne n'est épargné ; la baisse générale et indéfinie, depuis vingt ans, des prix de toutes les marchandises agricoles sans exception constitue un fait sans précédent dans les annales économiques de l'humanité, et l'on comprend aisément qu'elle frappe les yeux des plus sceptiques et que tout le monde en recherche la cause et le remède ».

S'attachant plus spécialement au point de vue de l'agriculture, il exposa que ce qui intéresse le paysan avant tout, c'est de vendre à son prix de revient, c'est-à-dire de trouver dans le prix qu'on lui donne de son produit la rémunération de son travail et de celui de sa famille. Or, l'écart entre le prix de revient et le prix de vente pour les produits agricoles tend sans cesse à grandir : les prix de vente diminuent sans cesse, pendant que les salaires, les impôts et les frais généraux augmentent. L'agriculteur est obligé de payer à ses ouvriers et au Trésor la même quantité d'or qu'autrefois, tandis qu'il ne reçoit de ses acheteurs que la moitié en or de ce qu'ils lui donnaient naguère. Pour saisir l'action décisive de la monnaie sur les prix, il faut placer en regard la situation des agriculteurs dans les pays où les prix sont mesurés en argent au lieu de l'être en or. On constate que dans l'Inde, ce grand empire monométalliste argent, le prix du blé est resté ce qu'il était dans la monnaie du pays, la roupie, et l'agriculteur indien continue à recevoir par quintal de blé la même quantité qu'autrefois. Les impôts et les salaires étant restés les mêmes, le prix de revient n'a pas changé : les bénéfices n'ont donc pas diminué. C'est tout le contraire de ce qui arrive à l'Européen.

M. Méline, s'attaquant ensuite au problème de la surproduction, refusa de voir en elle, comme les monométallistes, la seule cause de la baisse des prix. « Si la baisse des prix ne tient qu'à la surproduction générale, écrit-il, comment expliquer qu'elle ne se fasse pas sentir dans le pays où elle s'est précisément développée d'une façon exceptionnelle ? Comment se fait-il que les prix baissent en Europe, où la production du blé est à peu près stationnaire, et se maintiennent aux Indes où elle a décuplé ? »

M. Allard, Directeur honoraire de la Monnaie de Belgique, dit M. Méline, explique cette contradiction. Tout en ne niant pas l'influence de la surproduction sur les prix, il soutient que cette influence peut être corrigée et redressée par l'augmentation correspondante du capital monétaire en circulation. Faisant sienne la théorie quantitative de la monnaie, M. Allard explique que si la masse du capital monétaire universel vient à diminuer, il est inévitable que le prix de chaque chose diminue avec elle, la masse des acheteurs ne disposant pour le payer que d'une moindre somme de monnaie. Reproduisant les propres termes de M. Allard, M. Méline ajoute : « le mal produit sur les prix par un excès de marchandises ou celui provoqué par un manque de monnaie, est absolument le même. Pour faire

remonter les prix, il faudrait donc ou diminuer la quantité de marchandises, ce qui est impossible, ou augmenter la quantité de monnaie, ce qui est un remède praticable. C'est ce remède qui est réclamé sous la forme du bimétallisme ».

M. Méline explique ensuite que la démonétisation de l'argent en France en 1873 a eu pour point de départ une mesure identique en Allemagne. En effet, plutôt que de subir l'envahissement de son marché par l'argent allemand démonétisé, la France a préféré fermer ses hôtels des monnaies à la frappe libre de l'argent ; cette résistance de la France devait entraîner avec elle celle de tous les pays bimétallistes : les pays de l'union latine et les Etats-Unis adoptaient le système monométalliste or. L'argent était mis en interdit, l'or voyait son usage et ses emplois se multiplier. Il fallait désormais de l'or pour payer les achats à l'étranger ; il en fallait à l'étranger pour payer ce qu'il achetait en Europe. Il en est résulté une hausse énorme de l'or par rapport à toutes les marchandises, par rapport à l'argent lui-même qui est devenu une marchandise comme les autres, soumise pour son prix aux fluctuations de l'offre et de la demande.

« C'est par erreur, écrit M. Méline, parce qu'on prend trop souvent l'effet pour la cause, qu'on parle de la dépréciation de l'argent. En réalité l'argent n'a pas baissé en lui-même et la meilleure preuve est que dans les pays monométallistes argent, il a toujours conservé la même puissance d'achat. C'est l'or qui a varié dans sa valeur et dans sa puissance d'achat puisque aujourd'hui, avec la même quantité d'or, on peut acquérir deux fois plus de produits qu'il y a vingt ans, et par conséquent les payer en or deux fois moins cher ».

M. Méline conclut en disant que la maladie à laquelle il faut un remède est la hausse de l'or et en rappelant les mots expressifs d'un financier anglais : « Heureux ceux à qui il restera des marchandises ou des richesses à vendre ».

Au Congrès de Bruxelles la thèse bimétalliste fut soutenue par M. Allard et combattue par M. Strauss. Une résolution votée le 12 septembre 1895 demanda la réunion d'une Conférence monétaire internationale dans le but d'établir une entente bimétallique internationale ou tout au moins de réhabiliter le métal argent dans son ancien office monétaire, en vue de faire cesser la crise agricole et la crise monétaire de baisse des prix.

Au Congrès de Budapest en 1896, la section III C, présidée par M. Etienne de Rakovsky, fut consacrée à la question monétaire, d'autant plus actuelle à ce moment qu'une Conférence, dont les travaux étaient suspendus, venait de se réunir à Bruxelles en vue de l'établissement du bimétallisme international, dans lequel les meilleurs défenseurs de l'agriculture, comme MM. Méline et Loubet, voyaient l'un des principaux moyens de remédier à la baisse des céréales. D'autre part MM. Bryan et Mac Kinley, dans leur campagne pour l'élection présidentielle américaine du 4 novembre 1896, avaient pris tous deux le bimétallisme pour plate-forme, le premier sans

même une entente internationale ; par ailleurs la Chambre anglaise l'avait voté. M. Yves Guyot montra cependant qu'il n'était pas au pouvoir du législateur d'établir un rapport fixe entre deux valeurs variables et que la reprise illimitée de la frappe de l'argent créerait en réalité un assignat d'argent.

Au Congrès de Lausanne en 1898, M. le sénateur Fougéirol présenta un rapport sur l'influence de la crise monétaire sur la crise agricole. Il reprit les arguments exposés par M. Méline en 1895, soulignant que le caractère général de la crise agricole indiquait une cause générale qui l'avait provoquée ; cette cause était la crise monétaire, car la crise agricole existait dans les pays à étalon d'or, et non dans les pays à étalon d'argent. A la suite de ce rapport, l'Assemblée adopta, après une intervention de M. Méline, un vœu sur l'intérêt considérable que les Gouvernements auraient à étudier avec soin la question monétaire en vue du rétablissement de la fixité du rapport de valeur entre l'or et l'argent.

Au Congrès de Paris en 1900, M. Paul Daumont demanda une surtaxe de change, sous la forme de tarifs douaniers différentiels suivant le cours de l'étalon monétaire dans le pays de provenance. Cette question n'a pas été discutée.

Il n'est pas sans intérêt de rapprocher ces vœux du monde agricole de la remonétisation du métal argent réalisée le 9 août 1934 par le Président Roosevelt aux Etats-Unis. Des raisons politiques l'ont conduit à cette mesure, approuvée par ceux-ci, blâmée par ceux-là, mais dont le caractère inflationniste apparaît aujourd'hui comme évident. S'agit-il d'un simple mirage ? Est-il vrai de dire comme M. Strauss au Congrès de 1895, que le bimétallisme peut amener une hausse passagère des matières premières mais non pas hâter le retour à une économie stable ? L'expérience américaine est trop proche pour qu'il soit possible de porter un jugement sur ce point. La situation aux Etats-Unis semble aujourd'hui meilleure. Dans quelle mesure le retour à la frappe libre de l'argent a-t-il contribué à ce résultat ? Les agriculteurs et les adhérents à la Ligue bimétallique internationale, qui eut comme chefs un Edmond Théry et un Cauwès, et réunit des adhésions comme celles de M. Méline, de M. Loubet, de M. Alfred Paisant et de tant d'autres des meilleurs défenseurs de l'agriculture, avaient-ils raison contre l'économie politique orthodoxe et avaient-ils trouvé un remède efficace à la baisse des prix ? L'expérience n'a pas permis de le savoir, car le bimétallisme international est resté dans le domaine de la théorie, et la concurrence entre les nations a cessé peu à peu d'être considérée comme la cause essentielle de la crise agricole.

Section Deuxième

LA RÉORGANISATION DE LA VENTE (1896-1914)

LA LUTTE CONTRE LA SPÉCULATION

Dans les dernières années du XIX^e siècle, un élément nouveau vint contrebalancer au profit de l'agriculture européenne la concurrence des pays neufs : c'est l'accroissement de la population, en même temps, à partir de 1900, qu'une certaine limitation dans l'accroissement des rendements. Dans son discours inaugural au Congrès de Gand en 1913, M. Méline faisait observer qu'entre les deux périodes 1881-1890 et 1901-1910, la production moyenne de blé par tête d'habitant en Europe était tombée de 126 kg. 420 à 117 kg. 500 et que les disponibilités des Etats-Unis pour l'exportation qui étaient en moyenne jusqu'à 1903, de 72 millions d'hectolitres, atteignaient à peine en 1910, 20 ou 25 millions, que la population du Canada avait augmenté en 10 ans de 2 millions d'habitants et que les marchés en plein développement, comme la République Argentine et l'Australie, ne suffisaient pas à combler le vide des Etats-Unis.

Dès 1896 M. Levasseur faisait une constatation analogue au Congrès de Budapest, en faisant remarquer qu'il n'y avait pas surproduction du blé, car au sens économique la surproduction est la production d'une chose qui n'est pas utilisée et qui n'est pas utilisable. Il montrait que depuis quarante ans la production du blé dans le monde avait doublé, alors que la population était loin d'avoir subi le même mouvement.

D'où venait donc, à cette époque de 1896 à 1900, la dépréciation des cours des céréales que chacun s'accordait à regarder comme la cause essentielle de la crise agricole ? L'idée se fit jour à ce moment dans les milieux agricoles que cette dépréciation trouvait une de ses causes essentielles dans la mauvaise organisation des cultivateurs qui les livrait à la spéculation pour la vente du plus essentiel de leurs produits, M. Ruhland et le *Bund der Landwirte* en Allemagne, le Comte Zelensky en Hongrie, M. Charles W. Smith en Angleterre, M. van Gulpen en Hollande, M. le Président Alfred Paisant en France furent les principaux défenseurs de cette idée, et ce dernier convoqua à Versailles les 28, 29 et 30 juin 1900, sous la présidence du baron de Courcel, un Congrès international de la vente du blé, dont le programme fut « de soustraire dans la mesure du possible la fixation des cours des céréales aux caprices de la spéculation et, sans prétendre supprimer tout intermédiaire, d'écarter toute influence étrangère au véritable commerce ».

LA DIRECTION DES MARCHÉS PAR LES AGRICULTEURS

A la séance d'inauguration du Congrès de Paris en 1900, M. Méline constatait qu'il restait fort peu de chose à faire pour achever l'éducation technique des agriculteurs, et que le crédit agricole était organisé d'une façon aussi parfaite que possible.

« Mais, disait-il, comme il est écrit qu'en ce monde rien n'est parfait, que le travail humain rencontre toujours des difficultés nouvelles et imprévues, et que l'homme n'a jamais droit au repos, il se trouve qu'après tant d'efforts nous nous trouvons en face d'un nouveau problème. L'élévation des rendements, en augmentant la production, a provoqué presque partout un abaissement des prix de vente, un avilissement des cours qui ne laisse plus à l'agriculture une marge de bénéfices suffisante pour la rémunérer de son travail et qui a créé une nouvelle crise qu'on peut appeler la crise des prix. Cette crise se fait surtout sentir pour le blé... L'agriculture entre aujourd'hui dans une phase nouvelle... Elle a assez fait pour la production, il est temps maintenant qu'elle s'occupe de la vente, pour cela il est indispensable qu'elle se donne l'organisation commerciale qui lui manque ».

« Le producteur de blé est à la merci des intermédiaires qui prélèvent sur lui tout ce qu'il pourrait gagner. Si on compare le prix des denrées alimentaires chez le producteur et chez le consommateur, on est frappé de l'énorme écart qui les sépare. Si seulement une partie de cet écart entrait dans la caisse de l'agriculteur, il suffirait à lui assurer des prix rémunérateurs ».

A partir de ce moment la question concernant la vente des produits agricoles passait au premier plan.

Les vœux du Congrès de Versailles qui furent entérinés par le Congrès international réuni à Paris du 1^{er} juillet au 8 juillet 1900, comportaient tout un programme d'organisation qui, méthodiquement suivi, dans les premières années du xx^e siècle, aboutit, avec plus ou moins d'intensité suivant le développement de la coopération agricole dans chaque pays, à donner aux agriculteurs associés une part de plus en plus importante sur la direction du marché des céréales et en particulier du blé.

En 1910, au Congrès de Gand, c'est une autre crise qui était évoquée : celle de la désertion des campagnes. Mais M. Méline indiquait que l'appât du gain et la soif du bien-être ramèneraient les travailleurs à la terre comme ils les avaient conduits à l'usine. « On paiera les ouvriers agricoles, disait-il, ce qu'il faudra pour les décider et les retenir et les chefs d'exploitation agricole raisonneront comme les industriels en faisant entrer cette augmentation de leurs frais généraux dans leurs prix de revient. C'est ainsi que cet équilibre, rompu pendant si longtemps au détriment de l'agriculture, se rétablira à son profit ».

M. Méline montrait en terminant combien spécialement en Belgique, l'organisation rurale avait contribué à la régénération agricole. On peut dire qu'à la veille de la guerre la crise était terminée.

*Section Troisième*LA GUERRE ET LA RECONSTITUTION ÉCONOMIQUE
(1914-1926)

LA PRODUCTION PENDANT LA GUERRE

La guerre mondiale de 1914 à 1918 consomma plus d'hommes et de capitaux qu'aucune autre. Ce fut au début dans les campagnes un effondrement économique. Mais peu à peu le travail des hommes valides, des femmes, des enfants et des prisonniers permit de maintenir dans les pays belligérants un niveau de production, inférieur certes à la normale, mais qui donna au travail agricole un emploi d'autant plus profitable que les besoins de ravitaillement passaient au premier plan.

L'INTENSIFICATION DE LA PRODUCTION APRÈS LA GUERRE

Dans les années d'après-guerre le mot d'ordre fut partout l'intensification de la production, et il semble que le monde entier se donnait pour tâche de réaliser les paroles prophétiques de M. Méline au Congrès de Gand en 1913 : « Heureux, disait-il, ceux qui sont en état de se suffire pour l'alimentation de leur population ! Ils peuvent dormir tranquilles sur leur avenir, à la condition de soutenir énergiquement leur agriculture. Quant aux autres, ils ne mourront pas de faim, mais on leur fera payer au poids d'or le blé et la viande qu'ils seront obligés de mendier partout ».

Au Congrès de Paris en 1923, M. Méline montrait qu'après les ruines accumulées par la guerre, c'était presque la reconstitution du monde qu'il s'agissait désormais d'entreprendre sur de nouvelles bases ». Tout le monde, disait-il, reconnaît aujourd'hui et proclame que le problème de la production agricole intensifiée se place au premier rang de toutes les questions nationales et internationales ». Et M. Henry Chéron, ministre français de l'Agriculture, ajoutait : « Il faut se nourrir pour vivre, c'est notre loi primordiale. L'abondance des produits de la terre est à la base de toute prospérité... Il faut donc produire, produire beaucoup pour que le monde soit heureux. Et c'est du sol que nous vient toute richesse ».

Indépendamment d'études techniques poussées très à fond, le Congrès de Paris considéra comme de nature à accroître la production agricole toute mesure propre à mettre l'agriculture sur le même pied que l'industrie, tant au point de vue de l'enseignement professionnel que du tarif des transports, du régime douanier et aussi de la considération sociale. L'augmentation des moyens de liaison entre les villes et les campagnes était également demandée.

Au Congrès de Varsovie, en 1925, M. Fudakowski, président du Comité d'organisation, proclamait encore que les idées directrices de ce Comité avaient été l'augmentation de la production agricole par son intensification au plus haut degré.

Le Congrès de Rome vota le 1^{er} juin 1927 sur le rapport de M. le professeur Brizi, Directeur général de l'Agriculture à Rome, une résolution constatant que les progrès de la technique permettaient de considérer avec moins de pessimisme que dans le passé, mais toujours avec une réelle préoccupation, la nécessité d'assurer des quantités croissantes de froment à la consommation mondiale. Il adopta une série de mesures destinées à intensifier la production, et demanda notamment que la Conférence internationale des techniciens du blé, convoquée à Rome sur l'initiative de S. E. M. Mussolini, devînt périodique.

Ainsi se trouvait transportée sur le terrain mondial la « battaglia del grano » déclanchée par le Duce. Mais n'est-ce pas une victoire à la Pyrrhus qu'a remportée en cette matière sinon l'économie italienne du moins l'économie des nations ? A quoi bon la production s'il n'y a pas d'argent pour l'acheter ? Les récentes années ont mis douloureusement en lumière ce côté du problème.

Section Quatrième

LA CRISE DE SURPRODUCTION DEPUIS 1927

L'ENQUÊTE DE LA COMMISSION INTERNATIONALE D'AGRICULTURE POUR LA CONFÉRENCE ÉCONOMIQUE DE GENÈVE EN 1927

Dans le même temps qu'à Rome en 1927 les agriculteurs envisageaient encore l'augmentation de la production, ils n'en commençaient pas moins à constater le début d'une nouvelle crise qui était directement en rapport avec cet accroissement tant souhaité. Les prix des denrées agricoles allaient être peu à peu ramenés à un niveau inférieur au cours d'avant la guerre, tandis que les frais de production s'élevaient sensiblement au-dessus de ce cours. « Triste héritage d'un conflit mondial, disait M. le Marquis de Vogüé à Lausanne en 1932, mais aussi résultat inévitable de la politique économique suivie par tous les Etats aussitôt après la guerre, politique inspirée surtout par les intérêts des consommateurs de produits agricoles, politique de ravitaillement, peut-on dire, plutôt que de production, marchant de pair avec l'hypertrophie monétaire et l'inflation industrielle ».

Par l'intermédiaire d'une Sous-Commission agricole, à laquelle participaient MM. Jules Gautier et Hermes, depuis Vice-Présidents de la Commis-

sion Internationale d'Agriculture, le Comité préparatoire de la Conférence Economique Internationale de Genève de 1927 avait demandé à la Commission Internationale d'Agriculture l'avis des agriculteurs en ce qui concernait les questions à soumettre à la Conférence.

La Commission Internationale d'Agriculture réunie à Paris le 21 mars 1927 élabora pour la Conférence de Genève une déclaration proclamant que les prix de vente des produits agricoles, ne s'étant pas adaptés comme les autres prix à la dépréciation de l'argent, n'étaient généralement plus suffisants pour couvrir le coût de production. Il importait de charger des organismes spéciaux d'indiquer, à l'aide des comptabilités agricoles, si l'agriculture réalisait un gain ou si elle travaillait à perte. Le rapport, présenté au Comité agricole de la Conférence par le Secrétariat de la Commission Internationale d'Agriculture, sur la situation de l'agriculture dans la plupart des pays, montra d'un manière rigoureuse par la méthode des nombres-indices que cette situation était devenue bien plus difficile qu'avant la guerre.

La Commission Internationale d'Agriculture préconisa ensuite toutes les mesures qui pouvaient avoir pour effet de réduire le coût de production, telles que le développement des services de renseignements et de la statistique agricoles, de l'enseignement du crédit et de la coopération agricoles. Elle demanda de favoriser la lutte contre les épizooties, le respect de la propriété privée et de reconnaître enfin à l'agriculture le droit d'être représentée sur un pied d'égalité avec l'industrie et le commerce dans toutes les institutions de la Société des Nations qui auraient à s'occuper de questions économiques.

Au Congrès de Rome, le 26 mai 1927, M. Borel rendit compte à la Conférence Internationale des Associations agricoles (1^{re} Section du Congrès) de l'enquête faite par lui en vue de la Conférence de Genève.

Il résultait, dit-il, des chiffres recueillis que si l'on compare l'année 1925-1926 à l'année 1913-1914, le prix des produits agricoles vendus était passé à l'indice 128,1, celui des dépenses d'exploitation à l'indice 142,7 et celui des dépenses de consommation domestique à l'indice 177,9. Pour l'Europe, le pouvoir d'achat des produits agricoles vendus était passé, en ce qui concerne les dépenses d'exploitation, à 91,6 et en ce qui concerne la consommation domestique à 68,4.

M. Borel concluait que la crise actuelle était essentiellement une crise des prix : les prix des produits agricoles, dans un grand nombre de pays, étaient insuffisants pour couvrir le coût de production et faire face au renchérissement considérable des articles de consommation domestique.

LES CAUSES DE LA SURPRODUCTION

Au Congrès de Bucarest en 1929, M. Borel présenta un nouveau rapport dont les conclusions montraient que si de 1925-1926 à 1927-1928 la situation s'était un peu améliorée dans certains pays, ce rétablissement avait

été compensé par un mouvement en sens inverse dans d'autres, si bien que dans l'ensemble la situation était restée la même.

Il résultait, dit-il, des chiffres recueillis que si l'on compare l'année 1927-1928 à l'année 1913-1914, le prix des produits agricoles vendus était passé à l'indice 135,5, celui des dépenses d'exploitation à l'indice 149 et celui des dépenses de consommation domestique à l'indice 170. C'est ainsi que le pouvoir d'achat des produits agricoles vendus était passé en ce qui concerne les dépenses d'exploitation à 90,9 et en ce qui concerne la consommation domestique à 79,7.

M. Borel énumérait comme causes de cette crise la surproduction, la diminution du pouvoir d'achat de certaines catégories de consommateurs, la dépréciation de la monnaie dans certains pays, les exigences accrues des consommateurs en ce qui concerne la qualité des produits, la diminution de la productivité du personnel salarié, la politique douanière, l'aggravation des impôts et du taux de l'intérêt, la cherté du commerce intermédiaire, les ententes industrielles et le défaut d'entente des agriculteurs. Il plaçait au premier rang des remèdes à la crise les progrès dans le domaine technique et dans l'organisation de l'exploitation.

LA SPÉCIALISATION ET LA RATIONALISATION

Cette question de la rationalisation fut en effet particulièrement étudiée à Bucarest en 1929. M. le Marquis de Nicolay indiqua comment elle se posait dans l'agriculture. Il ne s'agit pas de répartir les opérations de la ferme pour intensifier le rendement de chaque opération mais de diminuer le nombre des travaux pratiqués dans la ferme, de façon à spécialiser la main-d'œuvre sur certaines productions, à lui permettre de mieux connaître la pratique, de faire de chaque cultivateur un artiste, selon le mot de M. Baëls, Ministre de l'Agriculture de Belgique.

La condition absolue pour atteindre cette spécialisation nécessaire à l'obtention du rendement optimum est l'adaptation des systèmes de culture et des méthodes d'élevage aux conditions des milieux naturels, c'est-à-dire du sol, du climat, et du relief, cette spécialisation devant avoir pour objet d'améliorer la qualité des produits. Seule la qualité assure à l'agriculteur des prix rémunérateurs. Produire en quantité ne peut conduire qu'à surproduire et déjà ce danger se manifeste pour certaines denrées. Ce sont les besoins et les goûts du consommateur qui doivent guider le producteur ; or, si le premier réclame la baisse des prix, il n'en est pas moins chaque jour plus exigeant sur la qualité.

L'ORGANISATION DES ÉCHANGES PAR DES ACCORDS BILATÉRAUX

Dans son Assemblée d'Anvers du 8 août 1930, après une discussion à laquelle prit part M. Dollfuss, futur Chancelier d'Autriche, la Commission

constata que l'accroissement de la production agricole mondiale avait provoqué une forte dépression des prix, aggravant la crise agricole et constituant une des causes de la crise mondiale.

Au Congrès de Prague en 1931, M. le Marquis de Vogüé montra que l'agriculture, ou plutôt une spéculation de « culture industrielle, mettant à profit les possibilités incalculables qu'ouvrent les progrès de la science dans les terres neuves des pays d'outre-mer, a jeté sur le marché une quantité excessive de blé et de sucre produits à bon compte. C'est à ce désordre, dit-il, qu'il faut porter remède par une organisation plus rationnelle de la production et des échanges. Les Associations agricoles sont prêtes à y travailler, en accord avec les Gouvernements ; et la Commission Internationale d'Agriculture s'offre à coordonner leurs efforts ».

M. de Franges, Rapporteur général de la 1^{re} Section, ancien Ministre Yougoslave, résumant les rapports particuliers, constata que l'offre et la demande des produits agricoles les plus importants n'étaient pas équilibrées, la production dépassant la consommation. Il montra cependant qu'il n'y avait pas surproduction en Europe car les pays agraires de ce continent ne peuvent fournir aux pays importateurs que 15 % du blé et 36 % de la viande dont ils ont besoin, le reste, dont l'entrée cause la baisse des prix, provenant des pays d'outre-mer.

L'équilibre entre la production et la consommation dans le monde peut être réalisé, dit-il, pour des cultures spéciales, par exemple la betterave, la canne à sucre, le coton, le tabac, le caoutchouc, le cacao, etc... et dans une certaine mesure la viande frigorifiée, le beurre et la soie, par la formation de cartels de fabrication et par la fixation du contingent des productions des divers pays. Une telle organisation facultative et limitée à des cultures spéciales est désirable pourvu qu'elle soit effectuée d'accord entre les agriculteurs et les cartels industriels.

L'abondante récolte et le coût de production très bas des pays d'outre-mer étant la cause de la baisse sur le marché mondial, il conviendrait qu'un règlement général fût fait pour équilibrer dans ces pays l'offre et la demande.

Pour équilibrer l'offre et la demande en Europe, sans nuire aux pays exportateurs d'outre-mer et sans toucher à la protection douanière, le procédé efficace semble être, dit-il, la conclusion d'accords régionaux bilatéraux entre les Etats agraires et les Etats industriels sur la base d'un système préférentiel. La clause de la nation la plus favorisée est à éliminer dans les traités de commerce pour les articles compris dans ces accords. Seul, le raffermissement du pouvoir d'achat de la population rurale est à même de supprimer le chômage industriel.

A Lausanne, en 1932, M. Borel résumant une grande enquête sur la crise agricole dans vingt pays d'Europe, publiée dans les *Annales de la Commission Internationale d'Agriculture*, montra que dans la plupart des pays s'était instauré un régime entièrement nouveau tendant à l'écoulement de la production et à l'amélioration des prix. Les ventes ont été rationalisées

par l'intermédiaire de la coopération, les Etats ont protégé les marchés nationaux contre la concurrence étrangère par des majorations de droits de douane et des contingentements ; ils ont accordé des primes à l'exportation ou garanti aux producteurs un prix minimum. Toutefois, la solution de la crise agricole ne saurait être trouvée sur le seul terrain national, mais par la conclusion de traités bilatéraux ou plurilatéraux sur la base préférentielle entre pays exportateurs et pays importateurs de l'Europe. Des accords embrassant la totalité des pays exportateurs sont aussi souhaitables pour le blé, le sucre, le vin, le bois, chaque Etat ayant droit à un contingent d'exportation.

Une déclaration adressée par la Commission Internationale d'Agriculture sur la proposition de M. le D^r Laur aux Associations agricoles européennes leur recommanda de contingerter, par une convention conclue entre pays exportateurs, l'exportation des céréales, du sucre, du bois et du vin. Elle souligna la nécessité de stimuler la consommation, en particulier par une politique des salaires appropriée, et d'abaisser tous les frais intermédiaires. Elle demanda enfin que les grandes associations agricoles, groupées dans la Commission Internationale d'Agriculture, coopérassent activement aux travaux de la Conférence Economique Internationale qui devait s'ouvrir à Londres en juin 1933.

LE MEMORANDUM DE BERLIN POUR LA CONFÉRENCE ÉCONOMIQUE DE LONDRES EN 1933 ET SES APPLICATIONS

La préparation de cette Conférence fit également l'objet principal de l'Assemblée de la Commission Internationale d'Agriculture tenue à Berlin en mai 1933. « Au chaos qui a son origine dans le désordre d'une production abandonnée au hasard, il ne peut être porté remède, disait M. le Marquis de Vogüé, que par une organisation de la production et des exportations, assez forte pour s'imposer aux intérêts particuliers, assez souple pour s'adapter aux conditions du travail agricole... Organisation nationale d'abord, internationale ensuite, reposant soit sur des ententes professionnelles, soit sur des conventions bilatérales ou plurilatérales, basées sur la réciprocité des obligations et des avantages. De semblables accords ont été tentés : l'expérience montre qu'ils sont possibles et qu'ils peuvent être efficaces, à condition de les limiter à un seul produit ou à un groupe de produits similaires, à condition aussi que les intéressés eux-mêmes y apportent leur concours ».

Tels furent les principes sur lesquels reposa le memorandum voté à Berlin et fixant la position de l'agriculture à l'égard de la Conférence monétaire et économique qui allait s'ouvrir à Londres.

Le point de vue de la Commission Internationale d'Agriculture fut entièrement adopté par la Commission Economique de la Conférence de Londres dans sa Sous-Commission de coordination de la production et de

la vente des produits. Les résolutions envisagèrent la possibilité d'une coordination de la vente des produits laitiers, du sucre, du vin, du bois, du café, du cacao, du caoutchouc, du charbon, du cuivre et de l'étain. En ce qui concerne le blé, la Conférence Internationale tenue à Rome en 1931 avait échoué par suite de l'opposition des Etats-Unis. La question fut reprise à l'occasion de la Conférence de Londres : une entente fut d'abord réalisée entre tous les pays exportateurs, puis le 21 août 1933 fut convoquée à Londres une Conférence des pays exportateurs et des pays importateurs. Le 25 août était signé entre ces pays « l'Acte final de la Conférence des pays exportateurs et importateurs de blé ». Dans une étude approfondie sur « Les accords internationaux et l'agriculture » parue dans le n° XI (avril 1934) des *Annales* de la Commission, M. André Borel qualifie cet acte de « gentlemen's agreement » et indique que s'il tend à une réduction de la production, c'est indirectement et par le règlement des exportations d'après une superficie établie conventionnellement.

Conformément au memorandum voté à Berlin en 1933, des négociations entre la Pologne et l'Allemagne ont abouti à un accord conclu le 15 mai 1934 à Berlin, et dont M. Fudakowski a rendu compte à l'Assemblée de la Commission Internationale d'Agriculture tenue le mois suivant à Budapest. Le principe de cet accord est, tout en permettant l'importation de certains articles agricoles de provenance polonaise en Allemagne, de ne pas faire baisser les prix du marché allemand. Cette « autarchie éclairée », suivant le mot de M. Fudakowski, permet de sauvegarder le volume des échanges internationaux sans désorganiser le marché du pays importateur.

La même politique a été suivie par la Pologne dans ses rapports avec la France. Une entente directe entre l'Union des Chambres et des Associations Agricoles de la République Polonaise et le Comité Français des Relations Agricoles Internationales, organisée par l'Assemblée des Présidents des Chambres d'Agriculture, a conduit à la signature, à Varsovie, les 27 et 28 juin 1935, d'un protocole énumérant un certain nombre de produits dont l'exportation, pour les uns de France en Pologne, pour les autres de Pologne en France, peut être développée.

Un second protocole signé à Paris le 13 novembre 1935, déclara désirable que le tarif minimum fût appliqué en France aux moutons vivants, chevaux, oignons et aulx, fromages, etc..., et que les taxes de licence d'importation fussent réduites, notamment sur les bois, volailles et œufs. En contrepartie, le protocole demanda l'élargissement des contingents pour l'importation en Pologne des vins, eaux-de-vie et liqueurs, animaux reproducteurs, fruits métropolitains et coloniaux, légumes frais ou conservés, fromages, huiles, etc... Il fut en même temps convenu que les vins de fruits polonais ne devraient être ni désignés ni présentés de telle manière qu'ils pussent être confondus avec les vins de raisin. Des mesures furent également prévues en faveur des ouvriers polonais occupés dans l'industrie française et privés de travail.

Une Chambre agricole franco-polonaise fut constituée pour organiser et développer les échanges de produits agricoles entre les deux pays.

Il est à souhaiter que l'impulsion ainsi donnée trouve de nombreux imitateurs dans les nations adhérentes à la Commission Internationale d'Agriculture.

Section Cinquième

LA POLITIQUE AGRAIRE INTERNATIONALE AU DÉBUT DE 1936

LA LUTTE CONTRE L'AUTARCHIE

Au Congrès de Budapest, en 1934, M. le Marquis de Vogüé constata que la crise continuait, mais qu'elle évoluait. « Sa phase actuelle, dit-il, est caractérisée par ce fait que, devant l'instabilité de la plupart des monnaies, devant les obstacles souvent prohibitifs mis à leur circulation, les nations ont concentré de plus en plus leur attention sur leur marché intérieur, et que, soit par un aménagement de leur production, soit par des restrictions à l'importation, elles se sont efforcées d'y trouver des débouchés et des sécurités que ne leur offraient plus les marchés extérieurs. En s'organisant ainsi pour être leurs propres fournisseurs, elles ont contribué à la surproduction de certaines denrées essentielles et porté un coup sensible aux pays où la production est supérieure aux besoins de la consommation ; ceux-ci se virent désormais frappés dans leurs exportations d'où ils tiraient des ressources vitales.

« Cet état d' « autarchie », comme on dit aujourd'hui, est particulièrement dangereux pour l'Europe continentale, coïncée entre les vastes concentrations de force que représentent des entités comme les Etats-Unis, l'Angleterre et ses Dominions, le bloc sino-japonais ou l'immensité russe. A la puissance économique de ces colosses, puissances de production et d'expansion, l'Europe, juxtaposition de petites économies fermées et rivales, ne peut offrir aucune résistance ; et les nations qui la composent sont destinées à succomber dans le dur combat pour l'existence, si elles ne se résolvent pas, avant qu'il ne soit trop tard, à sortir de leur isolement ».

Contre ces tendances autarchiques, M. Tibor de Péchy soumit au Congrès un vœu, qui fut seulement pris en considération, préconisant la répartition internationale de la production agricole suivant les meilleures conditions économiques de chaque Etat.

LES AVANTAGES ÉCONOMIQUES DES PRODUCTIONS CONCENTRÉES

Pour donner une idée de l'importance de la crise agricole en 1934, M. le D^r Laur constata que, dans quinze pays, l'indice moyen des produits agricoles par rapport à 1913 était de 113, et celui des produits industriels de 138. En Suisse, l'indice des prix des produits agricoles était de 116, et l'indice des frais de production de 168 : en Norvège, les mêmes chiffres étaient respectivement de 114 et de 141. Partout, le renchérissement de la production était bien plus sensible que la modification qu'avait subie l'indice des prix.

La surface cultivée en blé dans les quatre grand pays exportateurs : le Canada, l'Argentine, l'Australie et les Etats-Unis, a presque doublé depuis 1914 ; le rendement à l'hectare n'a pas varié sensiblement. En Europe, la superficie cultivée en blé n'a pas sensiblement varié, mais les rendements sont passés de 12,6 quintaux avant la guerre à 14,7 quintaux en 1933.

M. le D^r Laur fit d'intéressantes déductions en ce qui concerne les moyens de lutter contre la surproduction agricole. Il ramena en effet toute la production agricole à une production végétale exprimable en calories digestibles contenues dans la substance des végétaux obtenue par la culture. Il y aura donc augmentation de la consommation si on remplace la quantité par la qualité, et par suite si l'on transforme en lait, en dérivés de lait et en viande la production végétale destinée au marché, ce qui a pour conséquence d'éliminer de grandes quantités de calories. La perte de calories est en effet considérable dans la transformation des matières végétales en matières animales. D'après le professeur Wiegner, sur 100 calories contenues dans les denrées fourragères et utilisables pour l'homme, la fraction dont celui-ci dispose sous forme de produits animaux est, avec l'engraissement des porcs de 35 calories, avec la production laitière de 29 calories, avec l'engraissement des jeunes bovins de 8 calories et avec l'engraissement des veaux de 5 calories. Dans ce dernier cas, il y a double perte due à une double transformation successive en lait et en viande, d'où l'importance de la qualité des produits consommés au point de vue de la solution de la crise.

Si on restreint la consommation des graisses d'origine végétale, on augmente celle du beurre et du saindoux, ce qui accroît la demande de fourrages concentrés et de céréales dans des proportions telles qu'en augmentant de 2 millions de quintaux la consommation du beurre, il serait possible d'éliminer un excédent annuel de 30 millions de quintaux de céréales. Il convient de remarquer que ce résultat n'est pas nécessairement produit par l'utilisation directe des céréales à l'affouragement, mais par la régression de superficies cultivées en céréales au profit de la production du fourrage.

LE PROGRAMME AGRICOLE DU CONGRÈS DE BUDAPEST (1934)

Le Congrès admit que le phénomène de la surproduction agricole n'est qu'apparent, que la crise actuelle semble due plutôt à une sous-consommation et par conséquent à une distribution défectueuse des produits, que la lutte contre la crise exige de la part des Etats une activité accrue, spécialement dans le domaine de la distribution des produits. Le Congrès estima que la collaboration des Etats et de leurs organes avec les agriculteurs organisée sur le plan national et international était le moyen le plus efficace qui puisse garantir aux peuples une issue favorable de la crise.

Les remèdes préconisés par M. le D^r Laur et votés par le Congrès sont les suivants :

1. Appui apporté à toutes les mesures publiques et privées propres à adapter la production à la demande.

2. Pour le blé, limitation des emblavures et institution de contingents d'exportation mobiles, variables selon le niveau des prix, et fixation de prix minima.

3. Pour le beurre et le saindoux, diminution de la consommation des graisses végétales.

4. Pour la betterave à sucre, contingentement de la production dans les termes de la résolution de la Conférence betteravière européenne.

5. Pour les bois, régularisation des marchés par le contrôle de la production et des prix, avec stabilisation des cours par des conventions internationales.

6. Pour le vin, conventions internationales limitant la culture de la vigne et contingentement de l'exportation du vin.

7. Pour d'autres denrées agricoles encore, notamment certains produits tropicaux tels que le coton, le café, etc..., limitation de la production et contingentement des exportations.

8. Addition obligatoire d'alcool à l'essence.

9. Avantages accordés à l'importation des marchandises des pays parties à des conventions internationales.

LA DÉCLARATION DE GEMBLoux (1935)

Les séances de la Commission Internationale d'Agriculture, tenues à Bruxelles et à Gembloux du 27 au 30 juillet 1935, donnèrent l'occasion d'examiner les derniers résultats des mesures d'économie dirigée prises en Allemagne, en Suisse, au Danemark et dans les Pays-Bas en ce qui concerne soit les céréales, soit le lait et ses produits, soit la production porcine. Complétant et mettant au point la déclaration de Lausanne (1932) et le memorandum de Berlin (1933), la Commission s'attacha spécialement à marquer la position des agriculteurs à l'égard des principales questions que

soulève la crise économique mondiale et des remèdes à y apporter. La déclaration votée sur ce point à Gembloux constate que c'est seulement par le redressement du prix des céréales que la situation de l'agriculture pourra s'assainir. Il est indispensable de maintenir et d'améliorer l'Accord des blés de Londres, dont les premières applications ont eu un effet qu'il ne faut pas méconnaître. Le problème des graisses alimentaires est aussi très important. L'accroissement de la consommation des produits oléagineux d'origine tropicale et de la graisse de baleine entrave l'écoulement du beurre et du saindoux et porte un grave préjudice à l'élevage, tout en incitant les cultivateurs européens à augmenter les emblavures de céréales panifiables, au détriment même des pays exportateurs.

Toute politique qui cherche à fonder la vie économique sur l'asservissement de l'agriculture est vouée à la catastrophe. L'assainissement de la situation monétaire est le prélude nécessaire à la diminution des restrictions qui pèsent sur l'échange international des produits. Enfin la crise économique a aussi des causes d'ordre moral et, pour en hâter la fin, il est essentiel de poursuivre le rétablissement de la confiance entre les individus et les peuples.

LA POLITIQUE ACTUELLE

Tel est le programme actuel de l'activité internationale agricole. Pas d'autarchie, mais rationalisation de la production avec des spécialisations nationales ; contingentement de la production organisée par la profession sous le contrôle de l'Etat ; échanges internationaux réglés dans le cadre de conventions plurilatérales par des accords directs bilatéraux et facilités par l'assainissement de la monnaie ; enfin strict respect au dedans et au dehors des grands principes d'ordre moral qui sont le fondement même de la civilisation. La réunion de la Commission Internationale d'Agriculture projetée à Oslo pour l'été de 1936 et celle du 17^e Congrès International d'Agriculture à La Haye en 1937 donneront l'occasion de mesurer les efforts qui restent encore à accomplir : puissent-elles saluer le retour à un juste équilibre de prix qui rende à la profession agricole le rang éminent qui lui appartient.

CHAPITRE QUATRIÈME

LA PROPRIÉTÉ ET LE TRAVAIL AGRICOLE

Section Première

LE RÉGIME DE LA PROPRIÉTÉ

LE CADASTRE

Le régime de la propriété diffère selon l'état social de chaque pays ; aussi les Congrès se sont-ils généralement bornés à des études comparatives sans émettre de vœux.

Dans la plupart des pays la trop grande dispersion de la propriété a été souvent signalée comme un des obstacles au progrès agricole. M. Michel Tardit, Auditeur au Conseil d'Etat, a fait justement remarquer au Congrès de Paris en 1889, qu'il ne faut pas confondre la division du sol ou de la propriété qui est la conséquence de l'inégalité des partages successoraux, et la dispersion du sol ou morcellement qui entraîne des pertes de temps, et même des pertes de parties cultivables.

Le remembrement des parcelles a fait l'objet d'un rapport de M. Jules Bénard, au Congrès de Paris, en 1900.

Une bonne organisation du cadastre est le fondement même de la bonne organisation de la propriété foncière. La 4^e Section du Congrès de Bruxelles en 1895, présidée par M. Alfred Paisant, recommanda la création de livres fonciers dans lesquels doit être réservé à chaque immeuble ou portion d'immeuble, voire parcelle cadastrale si possible, un feuillet sur lequel seront inscrites toutes les indications relatives aux mutations de propriétés ou de droits réels immobiliers.

Sur le rapport de M. Alcaraz, le Congrès de Madrid, en 1911, où le cadastre fit l'objet d'une section spéciale, décida que pour être complet, le cadastre ne devait pas être seulement statistique, mais aussi parcellaire, graphique et juridique, que toutefois l'utilité de ce dernier cadastre ne pouvant atteindre qu'une minorité de citoyens, les frais devaient en être partagés entre eux et l'Etat.

Les opérations administratives pour l'établissement du cadastre comprennent le croquis des domaines et l'évaluation des parcelles ; un organisme central doit assurer l'uniformité des jugements portés sur leurs revenus. Des exemptions d'impôts et la concession de titres réels de propriété avec toutes les conséquences permises par les législations respectives doivent encourager les particuliers à établir un cadastre parcellaire et juridique, basé sur un bornage qui doit pouvoir être imposé au voisin.

LA MISE EN VALEUR DE NOUVEAUX TERRAINS

Les Congrès ont eu souvent l'occasion de noter le rôle important de l'Etat dans la constitution même des terres cultivables. A La Haye, en 1891, le dessèchement des polders hollandais ; à Paris, en 1900, la transformation et la mise en valeur de la Sologne (1830-1900) ainsi que la création des polders du Mont Saint-Michel et de la baie de Bourgneuf ; à Madrid, en 1911, l'irrigation, ont fait l'objet de nombreuses études.

Au Congrès de Paris, en 1923, M. de la Loma y Milego a présenté une étude sur la loi espagnole du 30 août 1907, prévoyant la constitution d'associations coopératives de colonisation pour la mise en valeur des terrains broussailleux publics appartenant à l'Etat et facultativement des propriétés des municipalités.

Déjà en 1903, le Congrès de Rome avait constaté que des sociétés scolaires pastorales, en France et en Italie, entreprenaient à titre gratuit l'amélioration des pâturages par la reconstitution du gazon.

Il appartenait au Gouvernement italien de porter à son plus haut point cette lutte pour la conquête du sol arable. Elle fut exposée aux congressistes réunis à Rome en 1927. La législation sur la « Miglioramento » remonte en 1882 et a eu initialement pour but de combattre la malaria. M. Mussolini lui a donné une nouvelle impulsion en l'envisageant comme un moyen d'augmenter les terres arables et de faire surgir des villes nouvelles.

L'épuration des eaux d'égout a été étudiée particulièrement à Paris, en 1900. Le Congrès de Madrid, en 1911, a subordonné les droits de l'Etat pour la recherche des eaux souterraines destinées à l'irrigation, au consentement des intéressés et au paiement préalable d'une juste indemnité.

La mise en culture de nouvelles terres est également obtenue par les procédés techniques du « dry farming » étudié à Madrid en 1911, à Gand en 1913 et à Paris en 1923.

LES NOMADES

La protection de la propriété contre les vagabonds et les nomades a été étudiée en 1900 au Congrès de Paris, qui a demandé des mesures de travail forcé contre les mendiants et les vagabonds professionnels, la délivrance à tout nomade d'une autorisation spéciale et même la suppression des roulottes.

LES IMPOTS

Les Congrès ont eu aussi parfois l'occasion de défendre la propriété contre les abus du fisc, spécialement à Paris en 1900 (rapport du Comte de Luçay), à Vienne en 1907, où M. de Martens a protesté contre le taux excessif des droits de mutations foncières.

Le Congrès de La Haye, en 1891, demanda que les droits de mutations immobiliers augmentés des honoraires des officiers ministériels ne dépassassent jamais le revenu moyen annuel des cinq dernières années de l'immeuble assujetti.

A Paris, en 1923, M. Bon a montré qu'en Suisse le produit net du capital agricole, qui était de 2,34 % en 1913 est retombé en 1922 à - 1,15 % (chiffre négatif) après être passé en 1918 par le maximum de 15,05 %. En vue d'éclairer l'opinion mondiale sur l'importance réelle et la modicité des bénéfices agricoles, le Congrès demanda l'établissement d'un inventaire de la richesse terrienne et des charges qui pèsent sur elle.

LA CRÉATION DES PETITES PROPRIÉTÉS
ET LES LOIS AGRAIRES

La constitution de la petite propriété et son maintien dans une même famille ont déterminé un peu partout des lois sur le bien de famille insaisissable. Ces lois qui remontent à la dernière décade du XIX^e siècle ont été spécialement étudiées au Congrès de Paris en 1900.

Le Congrès de Paris, en 1923, a émis un vœu tendant à l'institution de régimes successoraux évitant le morcellement excessif des terres et permettant le développement de la propriété paysanne, gage de stabilité et de paix sociale.

Si intéressante que fût la création d'une classe nouvelle de petits propriétaires, les Congrès n'avaient pas prévu avant la guerre qu'on pût recourir à cet effet à l'expropriation. Dans un rapport au Congrès de Madrid, en 1911, M. José Ramirez Ramos montra que les trop grands domaines occasionnaient la pauvreté et le dépeuplement ; il reconnut toutefois que le progrès des machines agricoles permettait d'exploiter des domaines étendus. Mais, pour lui, les domaines trop petits qu'il appela « minimifundia » étaient encore plus préjudiciables à la vie des champs.

Le Congrès de La Haye, en 1891, avait rejeté une proposition de M. Stoffel tendant à donner aux Etats le pouvoir de s'approprier, moyennant une juste indemnité, les terres non cultivées ou qui ne le sont qu'en partie, et de les affermer à des ouvriers. Le maximum de rendement brut de revenu économique devant être obtenu par la prédominance des petites et des moyennes exploitations, il fallait favoriser la formation de petits biens par la colonisation intérieure et par des facilités ouvertes au crédit ; on devait en outre régler les successions de manière à ce que la petite propriété pût

rester aux mains d'au moins un membre de la famille, favoriser le remembrement, le maintien et la création de petits métiers à la campagne.

Après la guerre, les pays balkaniques, revenant à d'autres principes imités de l'ancienne Rome, ont procédé à des réformes agraires importantes en morcelant les grandes propriétés.

En Hongrie la réforme est confiée aux Tribunaux ; les propriétaires ont pour indemnité dix années de fermage ; les tribunaux peuvent unir, par villages, en sociétés coopératives agricoles, ceux qui ont reçu des terres.

En Roumanie où la première loi remonte au 20 juillet 1917, la réforme est l'œuvre d'une Administration spécialement organisée. Les lois de 1920 et 1921 ont exproprié tous les propriétaires roumains domiciliés à l'étranger, les étrangers, les propriétaires ayant affermé leurs terres pour dix ans et les personnes morales. La superficie intangible est de 100 hectares, le maximum qui peut être conservé dans les cas les plus favorables est de 500 hectares. Le prix est fixé en dernière instance par la Justice et payé en rente 5 % ; il ne peut excéder le bail tarifaire de la période de 1917-1922 multiplié par 40. Les terres expropriées sont attribuées à des associations coopératives d'affermage, (2.300 ont été constituées en 1919) la plupart n'ayant d'autre but que de passer la propriété aux mains de leurs membres.

En Tchécoslovaquie la réforme foncière a assuré une situation stable à 50.000 ouvriers agricoles ou petits cultivateurs dont la propriété ne suffisait pas à leur assurer un gagne-pain convenable.

En Grèce la propriété a été transmise en bloc à des associations agricoles.

Jetant un coup d'œil d'ensemble au Congrès de Budapest en 1934 sur les réformes agraires, M. le D^r Laur conclut que les expériences faites depuis la guerre ont montré que lors de la transformation de grands domaines en exploitations paysannes, la production en vue du marché a marqué un recul au début. Puis, avec l'accroissement des petites exploitations, on remarque une augmentation de la demande émanant de l'industrie et des métiers. En conséquence, il voit dans la transformation des grands domaines en exploitations paysannes un moyen de lutter contre la surproduction.

Il convient de rapprocher de ces transformations économiques exposées respectivement aux Congrès de Paris en 1923, de Bucarest en 1929 et de Varsovie en 1925, l'aperçu donné par M. le D^r Klonov (Tchécoslovaquie) au Congrès de Budapest en 1934, sur les résultats des deux plans quinquennaux russes de 1928 à 1932 et de 1933 à 1937 ; le rapporteur conclut que la destruction du droit de propriété et la pression exercée sur les exploitations agricoles privées ont tué chez les paysans l'impulsion au travail et que l'agriculture soviétique traverse une crise chronique de la production.

L'ENDETTEMENT HYPOTHÉCAIRE

Les mesures propres à combattre l'endettement hypothécaire croissant des terres des paysans firent l'objet au Congrès de Vienne en 1907 d'un

rapport du D^r Grabmayr. A cette époque, c'était dans l'Orient et dans les Balkans que le problème se posait avec le plus d'acuité.

La 4^e Conférence Internationale du Crédit agricole tenue à Budapest le 15 juin 1934 au cours du Congrès, a conclu :

1^o Que presque tous les pays ont pris des mesures pour réduire le montant des dettes agricoles au minimum et pour le consolider, mais que de nouvelles réductions ne seraient plus possibles, sans avoir de fâcheuses répercussions sur l'offre de capitaux, déjà si rare, et sur le principe même du Crédit agricole ;

2^o Qu'il est par conséquent nécessaire de parer au déséquilibre actuel existant entre le revenu agricole et le montant des intérêts des dettes agricoles qui est parfois égal et même supérieur au revenu ;

3^o Que pour permettre un fonctionnement normal du crédit agricole, il est nécessaire d'offrir aux capitaux utilisés en prêts agricoles un taux rémunérateur, mais en proportion du revenu agricole.

L'AMODIATION DU SOL

Les rapports entre propriétaires et locataires ont été examinés pour la première fois au Congrès de Paris en 1889. Un rapport de M. Alfred Paisant sur l'indemnité au fermier pour les plus-values en fin de bail montra que cette idée s'appuyait sur des considérations économiques plus que juridiques. Soutenu par M. Baudrillart, comme étant une mesure de justice, le principe de l'indemnité due au fermier sortant par le propriétaire pour les améliorations exclusivement culturelles fut adopté par le Congrès à la majorité.

Le Congrès de Bruxelles, en 1895, demanda une indemnité en faveur du fermier sortant pour les améliorations foncières autorisées par écrit par le propriétaire, ainsi que pour les excédents de fumure, labour et ensemencement, le droit à cette dernière indemnité étant d'ordre public.

A Paris, en 1900, dans une séance générale présidée par le Prince Lobkowitz, le Congrès décida que l'indemnité au fermier sortant à raison des dépenses, de quelque nature qu'elles fussent, faites au cours du bail sur le domaine affermé étant une question essentiellement variable d'après les conditions culturelles, économiques et coutumières de chaque région, il n'y avait pas lieu de soumettre à la discussion du Congrès International les conclusions du Rapport présenté sur cette question par M. le Député Lechevallier.

Le Congrès de La Haye, en 1891, recommanda la fixation des prix des baux au moyen d'une échelle mobile variable selon le prix des principaux produits.

Le Congrès de Rome, en 1927, estima qu'il y avait lieu d'encourager la transformation des systèmes de tenures de fonds et de contrats de travail

là où les uns et les autres qui sont actuellement en usage rendent difficiles ou trop lentes les innovations en matière de culture.

A la réunion de la Commission spéciale du Travail agricole tenue à Bruxelles en 1935, la discussion du rapport de M. Angelini, vice-président de la Commission, sur la participation des salariés agricoles au produit brut du domaine, a donné l'occasion à M. le D^r Laur d'indiquer que le système du colonat partiaire lui paraissait l'idéal pourvu que le propriétaire fût présent.

Section Deuxième

LE RÉGIME DU TRAVAIL AGRICOLE

L'AMÉLIORATION DU SORT DES TRAVAILLEURS

La grande majorité des travailleurs agricoles sont de petits patrons ou même de petits propriétaires. Le produit agricole est donc le plus souvent un mode de rémunération indivisible du travail et du capital. Aussi peut-on dire que toute l'organisation agricole y compris celle des Congrès et de la Commission Internationale d'Agriculture poursuit comme but l'amélioration de la condition de l'ouvrier et du petit propriétaire à la campagne. C'est le titre même d'un des thèmes du Congrès de Bruxelles en 1895 où furent étudiées successivement l'acquisition de la propriété par annuités, les habitations ouvrières, l'hygiène, l'utilisation la plus rationnelle des habitations rurales et les petites industries des ouvriers à la campagne.

La question du placement des travailleurs agricoles a été spécialement étudiée au Congrès de Vienne en 1907 par MM. de Schullern et Horacek.

Le Congrès de Bruxelles en 1895 a recommandé des dispositions législatives pour renforcer l'action des Pouvoirs publics dans toutes les matières qui touchent à la salubrité des habitations ouvrières, tant dans les villes que dans les campagnes, ainsi que la construction et la location d'habitations ouvrières salubres, et leur vente aux ouvriers.

LA POPULATION ET LE RETOUR A LA TERRE

Mais c'est surtout dans le domaine de la démographie que les Congrès ont abordé les questions sociales. Ils se sont occupés d'abord à ce point de vue de connaître l'importance de l'agriculture dans le monde. Au Congrès de Gand en 1913 un rapport de MM. Ryziger et Raymaekers évalue après enquête la superficie cultivée y compris les prairies et pâturages, par rapport à l'ensemble du territoire aux proportions suivantes : en Belgique, 66 % ; en Allemagne, 64 % ; en France, 66 % ; en Hollande, 64 % ; en Suisse,

56 % ; au Danemark, 61 % ; dans la République Argentine, seulement 7 % ; en Suède, 12,15 % ; au Canada, 1,32 % et en Grèce, 63 %. Par rapport à la population totale des pays, la population rurale s'élevait : en Belgique à 43 % ; en Allemagne à 26 % ; en France à 58 % ; en Suisse à 28 % ; au Danemark à 61 % ; en Suède à 77 % ; au Canada à 54 %.

La désertion des campagnes a fait l'objet d'une enquête par la Commission Internationale d'Agriculture en 1911 et en 1912 ; le thème fut repris au Congrès de Gand en 1913 par deux rapports de MM. Edmond Morel et du D^r Laur. Ce dernier fit remarquer que les campagnes étant le réservoir des villes, le mouvement de population des unes vers les autres était inéluctable, que toutefois il ne fallait pas « manger le capital » c'est-à-dire laisser diminuer sensiblement la population rurale.

Le retour à la terre a fait l'objet dans les Congrès agricoles de nombreux travaux, et l'on peut dire que l'ensemble de leur activité a pour but, au moins indirectement, de retenir au sol les cultivateurs, patrons et ouvriers. Il n'est personne, parmi ceux qui s'intéressent sérieusement à la prospérité de l'agriculture, qui n'ait lu et médité l'ouvrage classique « Le retour à la terre » qui suffirait à rendre la mémoire de M. Méline impérissable si par ailleurs et déjà il n'avait été l'animateur du redressement agricole européen.

La question fit l'objet du thème I dans les délibérations de la première section du Congrès de Madrid en 1911. Empêché par sa santé de faire le voyage, M. Méline avait envoyé un discours où il dénonçait les charges fiscales écrasantes de l'agriculture et le défaut d'équilibre entre les salaires et les conditions de vie des ouvriers à la ville et dans les campagnes ; il préconisait la création de petites propriétés rurales comme un moyen de retenir les travailleurs à la terre.

Parmi les rapports présentés sur ce point, celui de M. le Comte de Montornes mérite une place à part, parce qu'il combine, pour le même colon et suivant la nature des terrains et des cultures, le faire valoir direct, le métayage et le fermage, avec l'intervention directe et continue du propriétaire.

Le Congrès de Vienne en 1907 fut saisi d'un thème dont l'ampleur était telle qu'il contenait en réalité tous les autres : les conditions de la conservation de la classe rurale. Les rapporteurs envisagèrent particulièrement le remembrement des parcelles, le maintien de la petite propriété rurale par la législation successorale, la création de caisses de maladie, de retraites et d'invalidité et enfin la limitation de l'endettement hypothécaire.

L'ÉMIGRATION

Le Congrès de Bruxelles en 1895 demanda l'organisation d'une police internationale ayant pour but :

1° De généraliser les mesures de réglementation prises par le pays à

grande émigration pour protéger la sécurité, le bien-être et la moralité de l'émigrant avant son départ et pendant la traversée ;

2° De généraliser aux pays de destination les mesures pour recevoir convenablement l'immigrant, l'héberger pendant quelques jours, lui faciliter l'obtention du travail en ayant égard à sa race et à ses habitudes.

Au Congrès de Paris en 1923 M. de Warren étudia l'émigration et l'immigration des travailleurs agricoles.

Le Congrès de Varsovie en 1925 a demandé la multiplication des conventions entre les pays d'émigration et d'immigration pour faciliter l'émigration individuelle et organiser l'émigration collective. Il a émis l'avis que l'ouvrier agricole émigré devait jouir de l'égalité de traitement avec les ouvriers agricoles nationaux.

LA TAYLORISATION

L'organisation scientifique du travail agricole ou « taylorisation » a été étudiée pour la première fois au Congrès de Varsovie en 1925. Au Congrès de Rome en 1927, M. Brdlik indiqua que le principe de Taylor est que l'objet fondamental de la direction du travail doit être d'assurer le maximum de rendement pour l'employeur et de profit pour l'employé.

Au Congrès de Bucarest en 1925 M. Tapernoux, rapporteur général, posa les règles d'application de la physiologie et de la psychotechnique au travail agricole.

LA COLLABORATION

DE LA COMMISSION INTERNATIONALE D'AGRICULTURE AVEC LE BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL

L'une des raisons qui avaient déterminé la Commission Internationale d'Agriculture à dénier la compétence du Bureau International du Travail en matière de travail agricole était la crainte d'une réglementation de la durée du travail. M. Henry Sagnier l'indiquait dans la séance de la Commission Internationale d'Agriculture du 27 juin 1922. Il faut reconnaître que le Bureau International du Travail a agi sur ce point avec discrétion. « Il ne s'agit pas, dit Albert Thomas, Directeur du Bureau International du Travail, à la séance de la Commission Internationale d'Agriculture, tenue à Vienne le 25 mai 1928, d'appliquer aux travailleurs agricoles une réglementation identique à celle qui est appliquée aux travailleurs de l'industrie ». C'est dans cette séance que la Commission Internationale d'Agriculture se déclara prête à collaborer avec le Bureau International du Travail pour toutes les questions relatives au travail agricole et à la condition sociale des cultivateurs.

C'est ainsi que saisie par le Bureau International du Travail en novembre 1928 de la question de la prévention des accidents en agriculture, la

Commission Internationale d'Agriculture envoya sous la signature de son Président le Marquis de Vogüé, le 27 février 1929 un avis détaillé dont le principe était que les recommandations internationales concernant la prévention des accidents ne devait s'étendre aux entreprises agricoles que dans la mesure où la chose serait spécifiée de façon explicite.

LES BUREAUX DE PLACEMENT ET LES ASSURANCES SOCIALES

A partir de 1931 la Commission spéciale du travail agricole fut régulièrement saisie de toutes les questions intéressant l'agriculture soumises aux Conférences Internationales du Travail. C'est ainsi que la réunion de Prague le 4 juin 1931 examina l'abolition des bureaux de placement payants et l'Assurance Vieillesse-Invalidité-Décès.

Dans la séance de Paris du 12 mars 1932, la Commission spéciale du travail agricole étudia le projet de questionnaire du Bureau International du Travail aux Gouvernements sur les bureaux de placement payants. Elle constata également qu'aucune objection n'était faite à l'application des assurances sociales à l'agriculture.

A cette même réunion furent examinées les réponses de douze pays à un questionnaire envoyé comme suite à une communication de M. Hasbach (Pologne) à l'Assemblée annuelle de Prague sur la question du remplacement partiel des allocations de chômage en espèces par des allocations en nature. D'une manière générale les rapporteurs estiment que la substitution serait plus indiquée pour les communes rurales ou mixtes que pour les grandes agglomérations.

A la séance de la Commission Internationale d'Agriculture tenue à Lausanne le 22 juillet 1932, M. Borel donna connaissance des résultats d'une enquête entreprise en exécution d'une décision de la Commission Internationale d'Agriculture dans sa réunion de Prague du 8 juin 1931 au sujet de l'influence des assurances sociales sur le coût de production agricole. M. Borel l'estima dans l'ensemble entre 4 et 6 % dans les grandes exploitations des pays où les assurances sociales agricoles sont le plus développées, et entre 5 et 8 % s'il existe aussi une assurance chômage agricole. Dans la petite et moyenne culture, comme le chef d'exploitation n'est presque jamais obligatoirement assuré et que les membres de la famille ne le sont généralement pas, cette charge varie entre 1 et 3 %.

LA PRÉPARATION DE LA CONFÉRENCE DU TRAVAIL EN 1933

A Berlin, dans sa réunion du 18 mai 1933, la Commission spéciale du travail agricole prit connaissance de l'enquête de M. Borel sur l'avant-projet de convention sur l'abolition des bureaux de placement payants. Malgré M. de Bülow, représentant du Bureau International du Travail,

la Commission supprima une disposition du projet selon laquelle des dérogations ne pourraient pas être accordées en faveur d'une branche de l'activité dans son ensemble. En définitive, elle se prononça contre le projet.

Par contre l'Assurance Vieillesse-Invalidité-Décès qui venait en vue de la deuxième discussion à la Conférence du Travail n'a pas soulevé d'objections de principe dans la Commission spéciale.

Au contraire l'assurance chômage qui venait en vue de la première discussion fut considérée comme ne devant pas faire l'objet d'une Convention internationale obligatoire englobant aussi l'agriculture.

M. de Bülow fit connaître que le Bureau International du Travail était chargé d'une étude technique préalable au sujet de la possibilité d'une prochaine réglementation internationale des heures de travail dans l'agriculture. Les membres de la Commission spéciale furent d'accord sur la très grande difficulté de cette réglementation sur le plan national et de son impossibilité sur le plan international.

La Commission spéciale entendit les rapports de M. de Bülow sur les conventions collectives du travail dans l'agriculture et sur l'application de trois conventions adoptées en 1921 et entrées en vigueur en 1932 sur l'âge d'admission des enfants au travail dans l'agriculture, les droits d'association et de coalition des travailleurs agricoles, enfin la réparation des accidents du travail dans l'agriculture.

La Commission fut saisie d'un rapport de M. de Massow (Allemagne) sur la conciliation par des organes officiels ainsi que sur ses répercussions sur les salaires et les conditions du travail en agriculture.

LA RÉUNION DE LA COMMISSION SPÉCIALE A BRUXELLES EN 1935

La Commission spéciale ne tint pas de réunion en 1934. En 1935 elle se réunit le 29 juillet à Bruxelles-Laeken. Elle entendit un rapport de M. de Bülow sur les répercussions de la politique agraire de crise sur la situation économique et sociale des petits cultivateurs et des salariés agricoles. Un tableau présenté par M. Grudzinski établit qu'en Tchécoslovaquie, alors qu'en 1929 le revenu du propriétaire, par heure de travail, a subi une chute verticale encore accentuée en 1930 et se continuant jusqu'en 1933, le salaire de l'ouvrier agricole, compte tenu du salaire en nature, a peu varié.

M. Angelini a montré que la participation collective de familles de travailleurs au produit brut du travail, mise en application en Italie, ouvrait la voie à la solution d'un problème social et rural d'une importance fondamentale. Des réserves furent faites sur l'application de ce système par MM. Prazak (Tchécoslovaquie) et Nadratowski (Pologne).

CHAPITRE CINQUIÈME

LA PRODUCTION AGRICOLE ET LA VENTE

L'ORGANISATION DE LA VENTE DU BLÉ

Obtenir un niveau plus élevé de la vie agricole par une action sur les prix, pour ne pas travailler à perte, est une idée qui s'est fait jour depuis longtemps dans les Congrès Internationaux d'Agriculture. La création en 1900 du Comité permanent de la vente du blé et en 1902 de l'Union internationale agricole de statistique des céréales n'ont pas eu d'autre objet. Pour passagères qu'aient été ces institutions, elles n'en ont pas moins contribué à donner aux cultivateurs une cohésion profitable au maintien des cours. D'une manière générale telle a été l'action dans chaque pays des sociétés coopératives agricoles et de leurs unions.

La guerre a donné l'occasion de réaliser pour le blé, sur le terrain interallié, une entente entre les Gouvernements pour l'achat des céréales : ce fut le « Wheat Executive », constitué à Londres le 29 novembre 1916 par MM. Clémentel et Runciman, et qui supprima la concurrence que se faisaient les alliés sur les marchés américains non seulement pour l'achat, ce qui était peu de chose, mais pour le transport qui, avec les progrès de la guerre sous-marine, devenait un problème tragique.

Ce sont également les Etats qui interviennent dans la Conférence des pays importateurs et exportateurs de blé tenue à Londres du 21 au 23 août 1933, mais le « gentlemen's agreement » qui y fut conclu avait été préparé dans les réunions de la Commission Internationale d'Agriculture.

A Varsovie en 1925, reprenant à peu près les vœux du Congrès de Paris de 1900, les agriculteurs avaient demandé la création d'élévateurs sur le modèle américain, dans les ports maritimes et fluviaux et dans les grands centres de voies ferrées, ainsi que la propagation des types de céréales les plus recherchés des marchés.

A Rome en 1927 au rapport de M. Schandl, membre de la Commission Internationale d'Agriculture, le Congrès émit un vœu en faveur de l'organisation de la vente des céréales par la voie de sociétés coopératives subventionnées par l'Etat et participant par des organes de vente nationaux

à une entente internationale. Un vœu fut émis également en faveur de la création de moulins coopératifs sur la proposition de M. Rebello.

A Bucarest en 1929, un vœu fut émis recommandant aux agriculteurs de fonder des unions nationales et internationales ayant pour objet d'organiser l'écoulement des produits agricoles et d'exercer une influence sur la formation des prix. Un vœu analogue fut émis à la réunion de la Commission Internationale d'Agriculture du 8 août 1930. M. le Ministre Goscicki vint y exposer l'accord signé le 18 février précédent entre l'Allemagne et la Pologne sur l'exportation du seigle. Cet accord a pour objet le relèvement des prix sur le marché d'exportation et partant sur les marchés intérieurs. Le contingentement de l'exportation selon les limites prévues correspondant aux besoins des pays importateurs, et la répartition de ce contingent global entre les Etats particuliers participant à l'entente, constituent une condition indispensable pour l'efficacité d'une semblable entente. La concentration de la totalité des offres à destination des marchés d'exportation en un seul organe de vente institué en vertu d'une entente commune de tous les Etats participant à l'accord apparaît également comme nécessaire. Son efficacité est d'ailleurs conditionnée par la faculté pour les pays adhérents d'entreprendre et de réaliser sur une large échelle l'achat du blé par l'Etat.

Le Congrès de Prague de 1931 demanda l'établissement pour le commerce mondial des céréales d'une organisation générale de la vente et en attendant il émit le vœu que les pays européens importateurs fissent leur possible pour s'entendre avec les pays exportateurs par le moyen de facilités spéciales, par exemple par un régime préférentiel. M. Borsellino di Busune (Italie) avait même demandé qu'un syndicat international acquit au moins la majorité des stocks excédentaires mondiaux de blé et en assumât la distribution gratuite aux Etats qui ne connaissaient pas encore cette précieuse céréale. Il estimait la dépense à 4 milliards et proposait de la couvrir par une taxe d'exportation de 20 francs par quintal. M. Victor Boret avait d'ailleurs fait observer que cette mesure risquait d'entraîner une augmentation de la production du blé dans les pays destinataires.

Le principe de l'accord de Londres de 1933 signé par dix pays exportateurs et douze pays importateurs est que les pays d'outre-mer s'engagent à limiter leurs exportations du 1^{er} août 1933 au 31 juillet 1934 à 152 millions de quintaux, (en 1932-1933 les quatre principaux pays exportateurs avaient exporté à eux seuls 158 millions de quintaux). Pendant la période 1934-1935 le contingent des pays exportateurs européens doit rester le même que pendant la première année, mais pour les pays d'outre-mer les exportations seront réduites en tablant sur la base du rendement moyen d'une superficie cultivée de 85 % de la superficie normale. Un Comité Consultatif du Blé chargé de suivre le fonctionnement de l'acte se réunit tous les trois mois environ.

En 1934, la Roumanie a dû céder à la Hongrie une fraction de son contingent. Au Congrès de Budapest en 1934 M. le D^r Laur exprima le

regret qu'on n'eût pas grevé d'une surtaxe douanière l'importation de céréales provenant de pays n'ayant pas signé l'accord. A Bruxelles en 1935, M. le D^r Laur fit connaître que l'opposition de l'Argentine n'avait pas permis la prorogation de l'accord : néanmoins la prochaine session du Comité, prorogée depuis le mois d'octobre 1935, comporte l'examen d'un nouveau projet de règlement en préparation pour une période de trois années.

Parmi les projets qui s'offrent à l'attention du Comité, celui qui a été poussé le plus loin dans le détail émane de M. Paul de Hevesy, Ministre de Hongrie à Madrid et délégué à la Société des Nations, et repose sur la création d'offices nationaux et d'un office international du blé.

LA QUESTION DES BOURSES DE COMMERCE

L'organisation rationnelle de la vente du blé est conditionnée par l'assainissement du marché. Dès 1896 les rapporteurs du Congrès de Budapest, MM. Ruhland, Charles W. Smith, de Hohenblum, le D^r Roesicke et Alfred Paisant montraient que la spéculation boursière était une des causes de la baisse des prix des céréales. Au Congrès de Lausanne en 1898, M. le D^r Laur fit adopter une résolution demandant une réorganisation internationale des Bourses de commerce. Le Congrès de Paris en 1900 et de Vienne en 1907 émirent des vœux semblables, qui furent réalisés dans la plupart des pays. Etroitement surveillées par les Gouvernements, en collaboration avec les corporations agricoles, les Bourses de commerce apparaissent aujourd'hui comme un rouage utile et le Congrès de Varsovie en 1925 a demandé qu'elles s'entendent pour l'unification de leurs méthodes d'évaluation, de classement et de mesure.

LA CONVENTION DES SUCRES ET LE PLAN CHADBOURNE

L'accord du blé de 1933, s'il prévoit un contingentement basé sur une réduction à 85 % de l'exportation, n'envisage pas, au moins directement, une réduction obligatoire de la superficie cultivée, que M. le D^r Laur a préconisée au Congrès de Budapest en 1934 en ce qui concerne les pays d'outre-mer seulement.

Il n'en est pas de même de la betterave à sucre. A la Convention de Bruxelles, qui a duré de 1902 à 1920 et qui agissait sur les prix par la suppression de toutes les primes directes ou indirectes à l'exportation dans les pays signataires, a succédé après de longues négociations le plan Chadbourne signé encore à Bruxelles le 9 mai 1931 et dont le principe est celui des quote-parts d'exportation avec limitation de la production dans chaque pays. Le Congrès International d'Agriculture réuni le mois suivant à Prague considéra que les réductions d'ensemencements de betteraves réalisées en 1931 pour le succès du contingentement de la production constituent un

maximum ; il émit le vœu que ce contingentement fut réalisé sous le contrôle étroit des organisations des producteurs de betteraves, imposé si besoin est par l'Etat, qu'il fût réalisé sur la base de l'égalité entre tous les cultivateurs et en tenant compte du maximum des possibilités et des conditions de rendement des exploitations rurales betteravières ; qu'enfin les excédents de la production ne fussent pas transformés en sucre payé un prix dérisoire, mais utilisés rationnellement sous d'autres formes.

Le Congrès de Budapest en 1934, au cours duquel se tint le 8^e Congrès International des betteraviers européens, entérina les résolutions de cette Assemblée concernant notamment le contingentement, la répartition équitable du profit de la culture betteravière entre le producteur et le fabricant, ainsi que l'utilisation par l'industrie des sous-produits de la fabrication du sucre. En portant ce vœu au Congrès, MM. Monmirel et Achard demandèrent que la Convention Internationale du sucre fût renouvelée et élargie à tous les pays exportateurs en accord avec les pays importateurs, ajoutant qu'en cas d'échec les pays producteurs de sucre de betterave devraient s'engager dans la voie d'accords bilatéraux ou plurilatéraux basés sur des tarifs préférentiels.

L'Assemblée du Conseil International des sucres tenue à Bruxelles, les 6 et 7 août 1935 a décidé de ne pas proroger le plan Chadbourne qui allait venir à expiration le 1^{er} septembre, car si la situation des stocks s'est améliorée, le relèvement des prix n'a pu être réalisé par suite du développement de la production de certains pays non signataires. En outre au Cartel international a succédé un Comité restreint présidé par le sénateur belge Lucien Beauduin, chargé d'encourager les relations entre les industries sucrières des divers pays et en particulier de demander au Gouvernement Britannique de réunir une Conférence en vue d'un accord sucrier mondial qui permette d'assainir le marché.

LA VIGNE ET SES PRODUITS

La viticulture a toujours tenu une place importante dans les Congrès. La lutte contre le phylloxéra fit l'objet essentiel sur ce point des travaux de la 5^e section du Congrès de 1889. A Lausanne en 1898 les viticulteurs demandèrent, par extension de la convention de Madrid de 1891 sur les appellations d'origine, qu'une convention internationale assurât la protection des différents crus et en général des vins à origine garantie par le nom, l'étampage du bouchon ou tout autre moyen de désigner clairement le vin et d'empêcher qu'il ne soit confondu avec aucun autre. Le Congrès demanda également un étiquetage obligatoire portant le nom de la nation, de la division territoriale d'où les vins sont originaires et du cru.

Le Congrès de Rome en 1903 émit un vœu tendant à la nomination d'une Commission internationale de chimistes chargée de fixer les règles à observer dans les analyses des vins. A ce Congrès fut abordée la question des hybrides producteurs directs toujours reprise depuis.

Le Congrès de Madrid en 1911 sur le rapport de M. Artigas émit l'avis que, dans les contrées viticoles de grande production, il convenait de séparer la production des moûts, opération rurale, de la fermentation qui, pour être conduite rationnellement, doit être effectuée dans une vinerie travaillant toute l'année avec le matériel le plus perfectionné et le maximum de soins.

Le Congrès de Paris en 1923 demanda que les pays signataires du Traité de Versailles procédassent à l'unification des lois tendant à la protection des appellations d'origine. Un autre vœu fut émis au rapport de M. Bertrand de Mun pour la cessation de la campagne de prohibition et la suppression du régime sec.

Ce dernier vœu fut repris au Congrès de Bucarest en 1929, où l'Office international du vin qui venait d'être constitué prit part aux délibérations du Congrès en la personne de MM. Barthe et Douarche. Parmi les vœux adoptés figure le développement de la consommation des raisins de table, en exécution duquel se créèrent un peu partout des stations uvaies. Le Congrès recommanda l'interdiction radicale des hybrides producteurs directs dans les régions de grands crus et de vins de qualité ; ailleurs, il invita les Etats à en réglementer, limiter et au besoin interdire l'emploi. Il demanda l'établissement pour chaque pays de casiers vinicoles et l'interdiction de la vente sous le nom de vin de jus de fruits ou de légumes et de la boisson obtenue par la fermentation de raisins secs.

La limitation de la production fut pour la première fois envisagée dans les Congrès à Prague en 1931 ; déjà plusieurs pays l'avaient adoptée. En 1933, dans le memorandum présenté à la Conférence Economique de Londres, la Commission Internationale permanente de viticulture, allant plus loin, demandait l'arrêt pendant un certain temps des plantations de vignobles. L'histoire se renouvelle : déjà en l'an 92 l'Empereur Domitien avait interdit toute culture nouvelle de la vigne dans l'Empire romain.

Le Congrès de Budapest en 1934 recommanda à la fois des mesures pour mettre un terme à la « frénésie des plantations » et pour développer aussi bien la consommation du vin que celle du raisin et des autres sous-produits de la vigne. Il recommanda des mesures de limitation et même d'arrêt de la plantation, des primes à l'arrachage, notamment dans les vignobles plantés en cépages les plus communs, l'abandon de la culture intensive de la vigne lorsqu'elle aboutit à une production de vin de moindre qualité, la généralisation des mesures concernant les caractères minima que doivent remplir les vins pour être admis à circuler librement sur le marché vinicole. Un rapport de M. Douarche, Directeur de l'Office International du Vin, expose de façon détaillée les mesures de limitation prises dans les divers pays.

Reprenant le vœu de Bucarest sur les hybrides, le Congrès de Budapest admit toutefois les variétés pouvant donner des vins ou des raisins de qualité. Il demanda l'institution d'un minimum de neuf degrés pour les vins de consommation courante, l'interdiction de la circulation et de la fabrication

des piquettes, la restriction du sucrage aux régions où le climat l'exige et sans que cette opération puisse augmenter la quantité du vin produit, le développement de la distillation pour faire disparaître du marché les vins anormaux et enfin l'encouragement de la coopération vinicole.

Au point de vue international, le Congrès demanda que les pays viticoles établissent une liste des vins ayant droit à l'appellation d'origine en définissant leur zone de production et en énumérant leurs caractéristiques, préparant ainsi la matière nécessaire à une convention internationale destinée à les protéger efficacement.

Le Congrès demanda en outre l'abaissement des tarifs douaniers et le rapprochement des droits sur les vins en fûts et en bouteilles, afin de favoriser la vente des produits originaux en bouteilles, seul moyen de fournir les garanties nécessaires aux consommateurs.

Le Congrès insista sur les qualités alimentaires hygiéniques et thérapeutiques du vin et vota une série de mesures de propagande dont l'exécution fut confiée à l'Office International du Vin, notamment l'organisation annuelle dans tous les Etats d'une fête nationale du vin et du raisin.

Enfin, le Congrès demanda que la définition du « vin » dans la législation de tous les Etats fût réservée exclusivement aux produits de la fermentation du raisin frais ou du moût de raisin.

L'ALCOOL INDUSTRIEL

Les emplois industriels de l'alcool ont fait depuis longtemps l'objet des études des Congrès. A Paris, en 1900, le baron de Putlitz recommandait déjà l'emploi de l'alcool dans les moteurs : « Si S. M. l'Empereur d'Allemagne tient tant à avoir des automobiles à alcool, c'est qu'en temps de guerre les navires étrangers pourraient empêcher l'arrivée du pétrole, tandis que l'agriculture sera toujours maîtresse de produire l'alcool ».

Le Congrès de Prague en 1931 a demandé que l'alcool, merveilleux carburant, fût obligatoirement mélangé aux combustibles liquides, procédé qui constituerait un débouché important à l'industrie agricole. Le Congrès de Budapest en 1934 recommanda également l'addition obligatoire d'alcool à l'essence de pétrole, comme un moyen d'éliminer les excédents de la production agricole. Il demanda également la réduction des droits d'accise sur l'alcool destiné aux eaux de toilette.

LE BÉTAIL ET LES LIVRES GÉNÉALOGIQUES

Les questions concernant la zootechnie ont été abordées au Congrès de La Haye, en 1891, dans la Section des Industries agricoles, où les règles générales de l'hérédité firent l'objet d'une discussion approfondie.

Aujourd'hui, la zootechnie est en grande partie fondée sur la génétique,

c'est-à-dire sur la science de l'hérédité dont un chapitre important, désigné sous le nom de mendélisme, comprend l'étude des lois héréditaires formulées dès 1865 par le moine tchèque Mendel.

Dès 1913, le Congrès de Gand indiquait que l'appréciation des reproducteurs devait être basée non seulement sur la conformation et les signes extérieurs, mais aussi sur les données de la biologie et le contrôle expérimental des aptitudes généralement recherchées notamment sur la production laitière.

Le Congrès de Prague en 1931 a apporté une contribution importante au mendélisme par 18 rapports spéciaux, groupés dans un rapport principal de M. le Professeur Constantinesco.

Au Congrès de Varsovie, en 1925, un Comité a été nommé pour la création d'Institutions de recherches zootechniques complétées par la création d'Instituts internationaux de recherches zootechniques.

La question des livres généalogiques est la plus importante de celles concernant la zootechnie qui ait été abordée par le Congrès. Dès 1895, le Congrès de Bruxelles demandait la création de Herdbooks locaux par les soins des syndicats d'élevage. Le Congrès de Lausanne en 1898 reprit la question et demanda l'organisation, dans tous les pays où il existe une race pure, de marchés annuels de taureaux. A Paris, en 1900, M. Marcel Vacher montra que la création des syndicats d'élevage s'imposait pour le développement progressif et judicieux du bétail de race pure et que leurs premiers devoirs étaient la création et la surveillance rigoureuse des livres généalogiques, sans lesquels aucune sélection méthodique ne peut être poursuivie.

Au Congrès de Paris en 1923, M. Alfred Massé, Président de la Section d'Economie du bétail, fit adopter une série de résolutions qui, étudiées par un sous-comité constitué au Congrès de Prague en 1931 et mises au point à Budapest en 1934, constituent comme le règlement international des livres généalogiques. L'appréciation des reproducteurs, en vue de leur inscription à un livre généalogique, doit être basée soit sur le pointage, soit sur un examen non sanctionné par une note. Les livres doivent être fermés. Toutefois, cette fermeture ne devra avoir lieu qu'après un délai suffisant pour que le nombre d'animaux inscrits permette d'assurer le renouvellement normal des effectifs. Les jeunes animaux inscrits doivent être soumis à une épreuve de confirmation.

Ces principes devaient être soumis à une Conférence diplomatique à convoquer à Rome par les soins de l'Institut International d'Agriculture, mais cette Conférence, qui devait avoir lieu en octobre 1935, a été renvoyée à une date ultérieure.

C'est pour la race chevaline de course que les livres généalogiques ont fait leur apparition dès 1751 en Angleterre. En 1822 a été ouvert le Herdbook de race bovine Shorthorn et Durham. En 1826 a été ouvert en France le premier de ces livres, le studbook du pur sang anglais.

Etudiant en 1923 les caractères de la race chevaline, le Congrès de Paris décida, sur la proposition du Marquis de Barbentane, que la production simultanée de plusieurs types de chevaux très dissemblables dans une même région est à éviter et qu'il y avait tout intérêt à maintenir intacte, en l'améliorant par des sélections, la production séculaire de certaines contrées. L'introduction sur tous les points du territoire d'un type déterminé ne saurait ménager que des mécomptes, tous les milieux ne pouvant convenir à une même race.

Les Congrès, et notamment celui de Madrid en 1911, ont étudié les moyens les plus appropriés pour développer la production du cheval apte aux usages agricoles.

Le Congrès de Budapest en 1934 constata que la brusque diminution des saillies et des naissances permettait de prévoir, au cours des années à venir, une tendance à l'augmentation du prix des chevaux. Il estima néanmoins qu'il y avait lieu de préconiser une réduction prudente du nombre des étalons et des poulinières, surtout dans l'élevage des chevaux de petite taille.

LE CONTROLE LAITIER

Une contribution importante à la tenue des livres généalogiques est fournie par le contrôle laitier. Dès 1903, le Congrès de Rome avait conseillé l'achat du lait d'après sa richesse en beurre. Le Congrès de Paris en 1923 émit un vœu détaillé à ce sujet, repris sur la proposition de M. Massé aux Congrès de Rome en 1927, Bucarest en 1929 et Prague en 1931.

L'alimentation rationnelle du bétail a été étudiée dès le Congrès de La Haye en 1891. Ce fut un des thèmes de la Section d'Élevage au Congrès de Madrid en 1911. Le Congrès de Varsovie en 1925 considéra que la meilleure base de classement des fourrages était leur appréciation en valeur laitière, suivant la formule publiée par les Instituts d'expérimentation de Suède et de Finlande.

LES MESURES SANITAIRES INTERNATIONALES

A Bruxelles, en 1895, M. le Professeur Nocard, de l'Ecole Vétérinaire d'Alfort, fit adopter un vœu sur l'emploi systématique de la tuberculine comme le plus sûr moyen de réaliser la prophylaxie dans la tuberculose bovine ; il indiqua que l'influence de l'hérédité était pratiquement négligeable. A Paris, en 1900, il fut décidé que la tuberculinisation devait rester facultative, mais que tout animal ayant réagi à la tuberculine ne pouvait être vendu qu'à la boucherie. Le Congrès demanda en outre la pasteurisation de tous les sous-produits des fabriques de beurre ou de fromage et l'inspection sanitaire obligatoire, deux fois par an, des étables de nourrisseurs laitiers.

Le Congrès de Rome en 1927 demanda qu'une Convention internationale uniformisât les moyens de combattre la fièvre aphteuse.

Le Congrès de Budapest en 1934, étudiant l'avortement épizootique, émit l'avis que l'usage des vaccins contenant des bacilles vivants doit être interdit, étant donné que les vaccins vivants constituent des foyers stationnaires de la maladie.

Le Congrès de Bruxelles en 1895 demanda que des arrangements entre les pays limitrophes réglementassent à la fois l'importation et le pacage des animaux ; il demanda en outre qu'une Convention sanitaire internationale énumérât les maladies dont la répression incombe aux Etats pour cause d'intérêt général, entre autres : la peste bovine, le charbon bactérien et bactérien, la rage, l'affection morvo-farcineuse, la fièvre aphteuse, la pleuropneumonie contagieuse de la bête bovine, la clavelée, le rouget et la pneumo-entérite infectieuse du porc, la tuberculose et la gale du mouton.

Cette Convention devrait fixer pour chaque maladie : a) le sens des termes « atteints », « suspects d'être atteints », et « suspects d'être contaminés » ; b) l'étendue des circonscriptions rendues suspectes par le voisinage des foyers d'infection ; c) le temps pendant lequel un terrain, un champ, une prairie, une localité ou une zone reste suspecte après la disparition du dernier cas de l'affection.

Le Congrès demanda enfin que les animaux importés, même en transit, soient accompagnés de certificats d'origine comprenant une déclaration d'un médecin vétérinaire établissant qu'ils jouissent d'une bonne santé et qu'ils proviennent d'une localité ou d'une zone non contaminée.

A cette véritable charte du commerce international du bétail, le Congrès de Lausanne de 1898 ajouta le vœu que dans les certificats sanitaires on adoptât le terme de « bœuve » ou « bœuvonne » pour les vaches ayant subi l'ovariotomie.

Le Congrès de Paris en 1923 demanda que les certificats d'origine et les certificats sanitaires s'inspirent pour la forme, le contrôle et la garantie, de ce qui se passe en Hollande.

Le Congrès de Varsovie en 1925 demanda que l'Office International des Epizooties, constitué l'année précédente, fit établir un type uniforme de bulletins sanitaires, assurât la publication d'un bulletin sanitaire international et provoquât dans tous les pays la création de conseils vétérinaires pour combattre les maladies contagieuses des animaux domestiques.

Au Congrès de Budapest en 1934, M. Tibor de Péchy, appuyé par M. de Contades, avait insisté pour que les prohibitions sanitaires ne servissent plus de prétexte pour travestir les mesures de protection économique. La première Section avait considéré ces mesures comme ne permettant pas d'envisager une organisation internationale du marché du bétail et jugé utile que des conventions intervinssent à cet égard entre les Etats exportateurs

de bétail et les intéressés des pays importateurs. La question ne fut pas soumise à l'Assemblée générale du Congrès.

LA PRODUCTION DE LA VIANDE ET LES CONTINGENTEMENTS

Y a-t-il ou n'y a-t-il pas dans le monde, et spécialement en Europe, surproduction de viande ? Le Congrès de Rome avait voté, le 1^{er} juin 1927, sur le rapport de M. Massé, une résolution constatant que certains pays neufs, véritables réservoirs de la production abondante de la viande, pourraient être amenés dans un avenir plus ou moins éloigné à réduire leur production actuelle, et appelant l'attention des Pouvoirs publics sur le fait que, dans cette éventualité, l'approvisionnement de l'Europe en viande devrait être assuré par une production européenne intensifiée.

A la séance de la Commission Internationale d'Agriculture tenue à Anvers en 1930, un rapport de MM. de Contades et Rouy fit apparaître que si l'on excepte la Grande-Bretagne, beaucoup trop largement déficitaire pour pouvoir se passer des viandes de l'Amérique du Sud et de ses Dominions, l'Europe, douze ans après la guerre, semblait en mesure de subvenir dans l'ensemble à ses besoins carnés, les cheptels des nations belligérantes se trouvant maintenant reconstitués, du moins au point de vue bovin. Les rapporteurs préoyaient même, dans un avenir plus ou moins éloigné, une crise générale des débouchés pour le bétail et la viande.

La justesse de ce dernier point de vue a été montrée à l'Assemblée de la Commission Internationale d'Agriculture de Bruxelles en 1935 ; M. le D^r Howald, M. Jespersen et M. Louwes ont exposé les mesures prises pour contingenter la production des porcs en Suisse, au Danemark et en Hollande. Pour prendre l'exemple du Danemark, l'Etat remet dans ce pays au producteur des cartes d'abatage et seuls les porcs livrés aux abattoirs avec une carte de ce genre sont payés au prix dit « prix d'exportation », c'est-à-dire déterminé par les cours du marché anglais. Tous les porcs produits en excédent ne peuvent être vendus qu'à perte. Un Comité, dit « Comité du Bacon », fixe chaque semaine le prix des porcs avec carte et beaucoup plus bas le prix des porcs sans carte. La différence est considérable : 168 öre le kilogramme pour les premiers, en juillet 1935, et 70 öre pour les seconds. Il est procédé toutes les six semaines à des recensements des porcs pour déterminer, suivant les possibilités de vente en Angleterre et au Danemark, le nombre des cartes à mettre en circulation.

LA VENTE DES LAINES ET DES TOISONS

La vente des toisons est une partie importante de l'économie du bétail. Pour faciliter celle des laines, des ventes publiques ont été organisées à Budapest dès 1894 ; l'organisation en a été exposée au Congrès de Paris en 1900 : la société qui faisait ces ventes percevait 2 % de la valeur brute.

L'élevage des animaux à fourrure constitue une branche annexe d'une certaine importance dans les exploitations agricoles. Le renard argenté, le coypou ou castor des marais, le mouton karakul ont été spécialement étudiés à cet effet au Congrès de Prague en 1931.

La production de la laine a fait l'objet d'un rapport général de M. Constantinesco au Congrès de Budapest en 1929. A cette date, la production mondiale marquait une baisse, les prix une hausse et la demande des consommateurs s'adressait davantage à des marchandises de qualité inférieure.

LES VOLAILLES ET LES ŒUFS

Il n'est pas jusqu'au marché des volailles et aux petits animaux pour lequel la situation n'ait changé depuis 1927. A cette date, M. Massé constatait au Congrès de Rome que leur production s'était considérablement développée dans divers pays et pensait que les débouchés ne leur feraient jamais défaut. Sans qu'il soit possible de dire que ces débouchés soient fermés, il convient de noter qu'un pays comme la Lithuanie a dû créer une véritable consommation obligatoire des oies établie suivant la richesse présumée de chaque contribuable. Aux Pays-Bas, la loi du 5 août 1933 limite le nombre des poules et des couvées.

L'organisation internationale de la vente des œufs est l'œuvre des coopératives centrales d'exportation, en liaison avec les magasins de gros et les coopératives de consommation des principaux pays importateurs.

La question a été étudiée à Lausanne en 1932 par la Commission spéciale de la Coopération, à laquelle il a été recommandé d'adopter pour les statistiques la base du poids et non de la pièce.

D'après les statistiques établies par le Comité International des relations intercoopératives et portées à l'Assemblée de la Commission Internationale d'Agriculture à Berlin, le commerce international des œufs a porté, en 1930 et en 1931, sur 4 millions et demi de quintaux.

LE LAIT ET LES PRODUITS LAITIERS

L'organisation du commerce du lait et des produits laitiers est une des tâches principales de la Commission spéciale de la Coopération agricole. A Anvers, en 1930, M. Bretscher (Suisse) a demandé l'introduction de prescriptions internationales concernant les usages commerciaux, le marquage et l'analyse des produits laitiers, la lutte en commun contre la falsification de ces produits et contre leurs succédanés nuisibles à l'économie publique ; il a même envisagé la création d'organisations internationales d'échange et de vente.

Un rapport de M. Jutila, Ministre de l'Agriculture de Finlande, a mis

au point la question, à Budapest en 1934. La production du lait a pris un grand essor dans presque tous les pays après la guerre mondiale. Il constitue peut-être aujourd'hui le produit le plus important de l'agriculture. Mais depuis 1933, les prix ont subi une si forte baisse qu'ils ne correspondent plus au coût de production. Cette baisse doit être attribuée au défaut d'organisation de la production et au remplacement des produits laitiers par des graisses végétales à bas prix et par l'huile de baleine, meilleur marché encore. La coopération laitière apprend aux cultivateurs à gérer rationnellement leurs entreprises : leurs groupements centraux sont aptes à rationaliser l'économie laitière sur le plan national et international.

A la réunion de la Commission Internationale d'Agriculture de Bruxelles en 1935, M. Brizi a mis au point le problème des graisses alimentaires et comme l'année précédente à Budapest, la Commission a adopté un vœu de M. le D^r Laur sur la protection du beurre, par la réglementation rationnelle par les Etats de l'importation et la préparation des graisses végétales tropicales et de la graisse de baleine.

A la rationalisation de la production est lié le développement du contrôle laitier sur lequel la Commission Internationale d'Agriculture a publié en avril 1934 un rapport complet de M. Spindler. Les pays scandinaves et baltes forment le groupe où le contrôle laitier accuse sa plus forte expansion.

Tel est le dernier état d'une question qui avait déjà été abordée à plusieurs Congrès Internationaux. Celui de Lausanne en 1898, avait demandé que fût généralisée l'interdiction de vendre sous le nom de beurre autre chose qu'un produit pur ; il avait également émis un vœu en faveur de l'unification des méthodes d'analyse de ce produit.

Au Congrès de Rome en 1903, M. de Rocquigny indiqua, d'après les travaux du Congrès de l'Alliance Coopérative Internationale, tenu à Manchester en 1902, que grâce aux efforts de la Wholesale les coopératives anglaises de consommation se fournissaient directement pour le beurre à des coopératives de production.

LES POMMES DE TERRE, FRUITS ET LÉGUMES

La question des méthodes et de l'importance de la transformation industrielle et de la conservation des pommes de terre en vue de la régularisation de leur marché fit, au Congrès de Prague en 1931, l'objet d'un rapport général de M. le D^r Bronislaw Walukiewicz, Directeur du Conseil général des Distilleries agricoles de Pologne. Les distilleries, féculeries, fabriques de glucose, de dextrine et d'amidon, ainsi que l'industrie de séchage des pommes de terre vendues sous forme de flocons, ont aussi fait l'objet de huit rapports particuliers.

Les méthodes de conservation industrielle des légumes, firent l'objet d'un rapport principal de M. le Professeur Rictsemc, qui a opposé à la

fabrique de conserves la conservation par le froid. Il estima qu'un cinquième environ de la production mondiale des légumes est destiné aux conserves. L'évaporation a été spécialement étudiée par M. Jindrick Fort qui a montré les avantages au point de vue transport, magasinage et conservation d'une industrie qui élimine jusqu'à 90 % de l'eau contenue dans la matière brute.

La vente coopérative des fruits et des légumes a fait l'objet d'un rapport très détaillé de Miss Digby à la Commission spéciale de la Coopération agricole à Berlin en 1933, résumant et confrontant les expériences faites dans trente-et-un pays.

Les arbres fruitiers firent, au Congrès de Madrid, en 1911, l'objet d'une section spéciale, dont les deux thèmes furent la culture de l'oranger, de l'olivier et des principaux arbres fruitiers et les moyens de défense contre les parasites et les principales maladies des arbres fruitiers.

Les cultures méridionales et coloniales ont été spécialement étudiées aux Congrès de Bruxelles en 1895, de Paris en 1900 et 1923.

LA SYLVICULTURE

La sylviculture a fait l'objet de sections spéciales dans un grand nombre de Congrès. Les questions les plus couramment traitées sont celles du reboisement, de la dégradation des montagnes et des incendies de forêts.

Le Congrès de Bruxelles en 1895 demanda que les Etats fussent obligatoirement propriétaires de forêts, qu'aucune aliénation du domaine forestier public ne fût autorisée sauf circonstances exceptionnelles, que l'Etat se rendît acquéreur de forêts pouvant exercer une influence marquée sur le climat, l'hygiène et le régime des eaux, et que les forêts de certaine importance fussent mises en vente quand elles seraient menacées de disparaître.

En ce qui concerne les incendies de forêts, le Congrès recommanda la création d'un bon réseau de tranchées, ainsi que d'un cordon de feuillus.

Le Congrès de Gand en 1913 demanda que toutes les forêts dont la conservation touchait à la sécurité publique fussent dans chaque Etat, sous réserve d'indemnité, l'objet d'un classement pour être soumises à un régime particulier.

Le Congrès de Lausanne en 1898 demanda la continuation des travaux de correction des torrents qui traversent successivement différents pays de l'Europe centrale, et surtout le reboisement.

Pour ce qui concerne les torrents formant la limite entre deux pays, ou que la frontière coupe de telle façon que le pays voisin bénéficie pour ainsi dire exclusivement des travaux de restauration entrepris dans le bassin de réception, il est à désirer qu'une entente intervienne dans chaque cas pour régler la participation financière à ces travaux, et leur entretien.

Le Congrès de Madrid en 1911 demanda que l'Administration divisât les montagnes formant, dans chaque Etat, la zone forestière en deux grands groupes, le premier dit de protection et le second de production. Tous les terrains qui doivent être classés comme montagnes protectrices doivent être acquis en pleine propriété par l'Etat, qui procédera immédiatement à la détermination de leurs rôles, à leur reboisement et à leur aménagement.

Le Congrès demanda en outre la conclusion de conventions internationales comme moyen d'arriver à la formation d'un code international sur le reboisement des montagnes.

Il demanda également que l'on établît l'union des villages du bassin de la Méditerranée pour la solution des problèmes forestiers de cette région.

Il préconisa la célébration d'une Fête de l'Arbre et la fondation de Sociétés des Amis des arbres et des forêts.

Au Congrès de Budapest en 1934, le comte Colorado (Autriche) a rappelé que le Comité International du Bois avait provoqué à Berlin, en décembre 1933, une Conférence des pays exportateurs européens qui avaient accepté certaines restrictions d'exportation sous la forme d'un *Gentlemen's agreement*. Cette convention a donné naissance en Autriche à une organisation économique privée pour l'exploitation du bois. Le Congrès de Budapest, sur la proposition du Marquis de Nicolay, a recommandé le rapprochement des intéressés à la production ligneuse en vue de la régularisation des marchés par le contrôle de la production et des prix. Des conventions internationales doivent intervenir pour assurer la stabilisation des cours dans l'intérêt des producteurs, des transformateurs et de la main-d'œuvre.

Une nouvelle convention conclue en 1935 entre les pays exportateurs de bois a réduit les contingents de la production dans chaque Etat signataire : une amélioration des proportions a été réalisée en faveur de l'Europe centrale.

L'AQUICULTURE ET LA PISCICULTURE

Les questions concernant l'aquiculture et la pisciculture ont fait parfois l'objet de sections spéciales dans les Congrès. Ces études se sont mêmes étendues à Rome, en 1903, jusqu'à l'océanographie. Un vœu a été émis en faveur du crédit et de l'assistance aux marins pêcheurs. Le Congrès de Prague en 1931 examina l'aménagement et le rendement des étangs et recommanda l'étude de la pollution des eaux courantes par les eaux résiduelles. Le Congrès de Budapest en 1934 demanda la fixation uniforme des époques d'interdiction de pêche, les dimensions minima des poissons pouvant être pêchés, ainsi que des méthodes et engins de pêche prohibés. La défense contre l'infection des eaux, et spécialement la réglementation du rouissage, furent également demandées.

L'APICULTURE

Le Congrès de Bruxelles en 1895 demanda qu'il ne fût possible de vendre sous le nom de cire que le produit des abeilles, et sous le nom de miel que toute matière élaborée par les abeilles au moyen du nectar des fleurs ou d'autres sucs recueillis sur les plantes.

L'ACHAT DES ENGRAIS ET DES ALIMENTS CONCENTRÉS

A la production agricole est intimement lié l'usage des engrais chimiques et des aliments concentrés. En 1911, au Congrès de Madrid, les engrais donnèrent lieu à une section spéciale, présidée par le délégué du Chili, entièrement consacrée à l'étude des nouveaux engrais azotés synthétiques. Les Congrès ont à plusieurs reprises étudié le moyen de défendre les agriculteurs contre les fraudes soit dans ce domaine, soit dans celui des denrées alimentaires.

Le Congrès de La Haye en 1891 demanda qu'une convention internationale assurât la meilleure exécution des lois contre les falsifications des denrées alimentaires. Un amendement de M. Méline porta que cette convention devait avoir pour principal objet, sans intervenir directement dans la législation des différents Etats contractants, de dénoncer les délits de falsification commis dans ces Etats et d'assurer l'application stricte de leur législation spéciale à tous les auteurs et complices de ces délits.

Le Congrès de Bruxelles en 1895 demanda que les ventes d'engrais fissent l'objet d'une facture portant la dénomination exacte de la nature, origine et identité de la marchandise et de son titre en principes utiles, et fournissant une base essentielle d'appréciation de l'exécution du marché. Il demanda en outre que les mesures législatives prises pour protéger l'acheteur de matières fertilisantes fussent étendues aux marchés de substances alimentaires pour le bétail et la vente des semences.

Le Congrès donna la définition de l'aliment pur comme celui qui provient exclusivement de la matière première dont il porte le nom. Toutefois, une tolérance de 5 % fut accordée aux matières étrangères organiques et minérales non nuisibles. Le Congrès posa le principe de la garantie séparée des éléments nutritifs.

Le Congrès de Lausanne en 1898 demanda que le contrôle facultatif du commerce des engrais, fourrages et autres matières auxiliaires, organisé par les laboratoires agricoles, fût remplacé par un contrôle obligatoire, aux frais des vendeurs, avec le droit pour l'acheteur de demander la réduction de son prix quand il subit une lésion maximum déterminée par la loi.

Le Congrès de Paris en 1900 demanda que les vendeurs d'engrais ou de semences fussent toujours dans l'obligation de garantir sur la facture la nature, l'origine et la pureté du produit, sa teneur en éléments utiles

et, d'une manière générale, tout ce qui est de nature à établir sa valeur vénale.

LA PROTECTION DES PETITS OISEAUX ET LA CONVENTION DE 1902

Aux questions concernant la production se rattachent directement celles relatives aux animaux utiles ou nuisibles à l'agriculture, et spécialement à la protection des petits oiseaux qui est une de celles où l'activité de la Commission Internationale d'Agriculture s'est étendue dans le domaine de la législation.

Sur le rapport de M. Henry Sagnier, le Congrès de Bruxelles en 1895 demanda la conclusion d'une convention internationale obligeant tous les Etats contractants à prendre des mesures pour protéger les oiseaux utiles dont il serait dressé une liste aussi restreinte que possible et ne comprenant que les oiseaux généralement reconnus utiles, et pour interdire la destruction de ces oiseaux par tous les moyens, même par le fusil de chasse.

M. Méline pria, aussitôt après le Congrès, le Ministre de l'Agriculture de France de proposer une convention. Dans une réunion de la Commission Internationale d'Agriculture tenue en 1893, M. Tisserand fit connaître que le Gouvernement français avait saisi les autres pays par voie diplomatique.

Après des négociations qui durèrent deux ans et au cours desquelles le Ministère français de l'Agriculture prit régulièrement l'avis de la Commission Internationale d'Agriculture, une Conférence internationale groupant 37 délégués de seize pays se tint à Paris du 25 au 29 juin 1895. M. Méline fut désigné comme Président, MM. Sagnier et Marchand comme Secrétaires. Elle établit un projet de convention basé sur une protection absolue des oiseaux utiles, c'est-à-dire des oiseaux insectivores qu'il fut interdit de tuer en tout temps et de toutes les manières ; la même interdiction s'appliqua à la destruction des nids, œufs et couvées.

Le Congrès de Lausanne en 1898, essaya de réveiller l'activité de la Conférence de 1895.

Le Congrès de Paris en 1900, entérinant un vœu du Congrès d'Ornithologie, demanda, après intervention de M. Méline, que les représentants des Sociétés d'agriculture fissent dans leurs pays respectifs une propagande en ce sens. La question aboutit enfin en 1902 à la signature d'une Convention internationale. En 1907 le Congrès de Vienne demanda que fussent votées partout des lois conformes à cette convention, mais l'unanimité n'est pas encore acquise et à la séance de la Commission Internationale d'Agriculture tenue à Prague, en 1931, M. Molhuysen signala qu'une Conférence diplomatique pour la protection des oiseaux devait avoir lieu à La Haye et demanda que cette Convention tint compte des intérêts agricoles, spécialement en ce qui concerne les oiseaux migrateurs, lesquels, protégés dans les pays du Nord, ne bénéficient pas d'une protection analogue dans les autres pays.

CHAPITRE SIXIÈME

L'ORGANISATION PROFESSIONNELLE ET LA COOPÉRATION AGRICOLE

Section Première

LA REPRÉSENTATION DES INTÉRÊTS AGRICOLES

LES ASSOCIATIONS LIBRES ET LEUR ROLE DANS L'ÉTAT

L'organisation agricole n'est qu'une des formes de l'exercice de la liberté d'association qui constitue dans tous les pays un contre-poids nécessaire à la puissance de l'Etat. L'abolition des corporations réalisée en France par la Constituante a préparé les voies au régime de la Convention, et Montesquieu considérait déjà ce qu'il appelait les corps intermédiaires comme la meilleure garantie des citoyens contre les excès de l'absolutisme.

La dissémination des agriculteurs a retardé longtemps leur organisation professionnelle, qui s'est surtout développée dans le dernier quart du XIX^e siècle.

Dans plusieurs pays comme en France, en Belgique, en Italie, l'organisation des syndicats agricoles ou des « consorzi agrari » a souvent conduit, surtout à ses débuts, à la confusion dans une même entité juridique de l'association, groupement d'individus à but purement moral, et de la Société, groupement à but matériel, et on a pu faire remarquer que le syndicat est « né de l'engrais », c'est-à-dire que l'un des mouvements professionnels les plus importants de la fin du XIX^e siècle a groupé les agriculteurs par le besoin d'acheter en commun les produits fertilisants plutôt que par la recherche spontanée d'un centre de défense de leurs intérêts généraux. Mais les fondateurs des syndicats ont eu soin de faire la distinction, et, dès le Congrès de Paris en 1900, M. le Comte de Rocquigny faisait remarquer que le syndicat est la cellule même autour de laquelle doivent se grouper les coopératives et les mutualités, y compris les caisses de crédit, bien que cette obligation ait été quelquefois perdue de vue.

L'importance d'une organisation qui groupe dans chaque pays l'ensemble des forces agricoles est particulièrement mise en lumière par l'action du Boerenbund de Louvain, dont le secrétaire, M. Theunis, a exposé le rôle au Congrès de Bruxelles en 1895. Au Congrès de Varsovie en 1925, une note présentée au nom de son Président, M. le Ministre Helleputte, a montré que son activité s'étendait à l'organisation complète de la classe agricole, au progrès culturel, social et religieux de ses membres en même temps qu'à la défense de ses intérêts matériels.

Le Congrès de Paris en 1900, a donné l'occasion à M. de Rocquigny d'exposer l'action de l'Union Centrale des Syndicats des Agriculteurs de France et des Unions régionales affiliées à cette grande organisation.

Au Congrès de Paris en 1923, M. Vimeux a fait un exposé complet de l'organisation des associations agricoles dans 23 pays.

Les *Annales de la Commission Internationale d'Agriculture* de mai 1935 ont publié un certain nombre de notices concernant les organisations centrales de divers pays ; presque toutes ces associations sont aujourd'hui affiliées à la Commission Internationale d'Agriculture.

Le Congrès de Varsovie en 1925 recommanda l'organisation dans chaque pays d'une association centrale de toutes les sociétés d'agriculture, dans le but de réunir les fonds nécessaires pour la propagande, les enquêtes, les recherches et la statistique, la représentation et la défense des intérêts agricoles par les moyens les mieux adaptés aux conditions locales. M. Evilpidis (Grèce) avait demandé la formation d'un deuxième Parlement professionnel qui étudierait les projets de loi avant qu'ils ne fussent soumis au Parlement. MM. Mecir et Fiedler, représentants du Bureau International Agraire de Prague, préconisèrent le groupement des agriculteurs en organisations politiques.

Pour mieux associer l'action corporative à celle de l'Etat, le Congrès de Gand, en 1913, avait demandé la constitution dans chaque pays d'une Commission Interministérielle Economique permanente, où tous les ministères seraient représentés, pour discuter en commun toutes les questions économiques en relation étroite avec les nécessités de l'agriculture et les intérêts des diverses branches de l'activité nationale.

LES CHAMBRES D'AGRICULTURE

L'activité libre des associations est renforcée aujourd'hui dans la plupart des pays par l'institution des Chambres d'Agriculture, dont un rapport de M. Miklaszewski (Pologne) au Congrès de Budapest en 1934, a esquissé le rôle dans tous les pays européens.

Un décret-loi français du 30 octobre 1935 a institué comme un organe de droit public l'Assemblée Permanente des Présidents des Chambres d'Agriculture dont les services vont, sous la direction de M. Prault, constituer un

organe de liaison remarquablement précis entre les agriculteurs et les Pouvoirs publics.

LES ÉTATS CORPORATIFS

L'activité des organisations agricoles se rejoint avec celle de l'Etat dans les pays à régime corporatif dont l'Italie et l'Allemagne donnent deux très intéressants exemples. Une conférence de M. Angelini, Vice-Président de la Commission Internationale d'Agriculture, à l'Institut des Hautes Etudes agraires à Paris, relate que le 10 novembre de l'an XIII, le Duce a installé à Rome, au Capitole, les Conseils des 22 corporations, réunis en assemblée générale. Les corporations à cycle de production agricole, industrielle et commerciale sont au nombre de huit : céréales, horticulture, culture des fleurs et culture fruitière, viticulture et production vinicole, huilière, betteravière et sucrière, de la zootechnie et de la pêche, du bois et des produits textiles.

L'organisation et les tâches du Reichsnährstand allemand, présidé par M. Walter Darré, a fait l'objet d'un exposé paru dans les *Annales de la Commission Internationale d'Agriculture* de mai 1935. Dans un rapport présenté à l'Assemblée de la Commission Internationale d'Agriculture de Bruxelles en 1935, M. le Dr Herrmann a opposé à l'ancien Landbund et aux Chambres d'Agriculture qui représentaient respectivement l'agriculture allemande sur le terrain politique et sur le terrain professionnel, et qui n'avaient en vue que la production, le Reichsnährstand qui a pour tâche d'assurer l'approvisionnement de la nation. « On reconnaît là, a dit le Rapporteur, cette évolution qui se manifeste partout chez nous et qui rend droits et devoirs étroitement dépendants les uns des autres. Seul celui qui assume des devoirs en faveur de la nation tout entière peut prétendre à l'exercice d'un droit. La production doit être réglée de manière à pouvoir alimenter la nation. Ce n'est pas la demande telle qu'elle s'exprime aux Bourses qui donne une image de ce que sont les besoins réels, mais bien ce qu'il faut pour nourrir en suffisance la population la plus indigente, en quelque sorte son degré de satiété. Tant que le chômage n'aura pas entièrement disparu et que les salaires n'auront pas atteint un niveau acceptable, aucun paysan ne saurait se relâcher dans ses efforts, même si, bien que ses produits soient demandés, il ne reçoit pas la totalité de ce qui lui reviendrait ».

En exposant à la même réunion les tâches de la coopération agricole sous le régime de l'Economie dirigée dans le domaine de la production animale, M. Langenheim, Directeur de la Coopérative de vente du bétail du Reich, montra que l'organisation du marché est désormais inséparable en Allemagne de l'action de la corporation — le Reichsnährstand — qui la met en pratique.

Organisée sur un plan vertical par l'Union obligatoire entre tous les intéressés à un même produit, et non sur un plan horizontal par des Unions purement professionnelles, la corporation sous cette nouvelle forme apparaît moins comme une représentation d'intérêts que comme une entente en faveur d'une œuvre nationale.

*Section Deuxième***LA COOPÉRATION AGRICOLE****DÉFINITION ET CLASSIFICATION DES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES**

Le Congrès de Gand en 1913, saisi de la question du crédit, de la coopération des assurances mutuelles agricoles, et de l'organisation du commerce des produits agricoles, a décidé, sur le rapport de M. Rieul Paisant, que toutes les organisations agricoles se livrant à ces diverses activités devaient être comprises sous le titre de Sociétés de coopération agricole (terme proposé par M. Méline) et divisées en cinq groupes : 1° crédit mutuel agricole ; 2° production culturale en commun ; 3° acquisition en commun des choses nécessaires à l'agriculture ; 4° vente collective des produits agricoles, en nature ou après transformation ; 5° assurances mutuelles agricoles.

Toutes ces organisations se distinguent des organismes commerciaux par la prédominance de l'intérêt général sur l'intérêt particulier. Leur forme juridique est très variée, mais leur activité économique correspond à des principes que les Congrès internationaux d'Agriculture ont essayé de mettre en lumière. L'accord n'avait pu se faire à Rome en 1903 sur la limitation des bénéfices accordés au capital comme étant le trait essentiel des Sociétés de coopération. A Gand, au contraire, les congressistes se mirent d'accord sur le texte qui leur était proposé par le Rapporteur dans les termes suivants qui constituent encore comme la charte internationale de la coopération agricole :

1° La coopération agricole est la convention par laquelle des agriculteurs mettent en commun tout ou partie de leur activité économique en vue d'opérations faites exclusivement en faveur des associés qui se répartissent les économies résultant de la suppression du bénéfice d'un intermédiaire.

2° Les apports en capital, s'il y en a un, ne peuvent donner lieu ni directement ni indirectement qu'à un produit limité à un certain taux, généralement aujourd'hui 4 %. Les excédents de recettes annuelles peuvent être ristournés ou employés à la constitution d'un fonds de réserve ou affectés à un objet d'utilité générale. Le droit de vote doit être en principe égal pour tous.

3° Le fonds de réserve ne peut être partagé que si les statuts le permettent ; cette répartition, comme celle des excédents annuels, ne doit avoir lieu entre les associés que proportionnellement aux opérations par eux faites avec la Société. L'inaliénabilité du fonds de réserve est désirable.

4° Il est désirable que les Sociétés coopératives agricoles, locales, régionales ou centrales, soient constituées par les Associations agricoles ayant une circonscription correspondante et fonctionnent sous leur contrôle.

5° Les associations agricoles ont à décider, suivant les circonstances, s'il convient qu'elles assument elles-mêmes le rôle coopératif ou qu'elles constituent des organismes distincts.

6° L'intervention de l'Etat est légitime en vue de l'organisation de Sociétés coopératives agricoles et peut rendre de grands services. Mais l'aide financière de l'Etat ne doit être que subsidiaire et temporaire.

Au Congrès de Rome en 1927, M. Gennes fit adopter une résolution demandant l'organisation au Congrès suivant d'une Section spéciale de la coopération agricole. Le Congrès déclara à cette occasion que les bases du travail coopératif étaient l'entraide, la responsabilité personnelle et l'administration autonome. Il proclama en outre qu'à côté des tâches purement économiques, les buts sociaux et éthiques de la coopération agricole ne doivent pas être relégués au second plan.

Le Congrès de Bucarest en 1929, en recommandant l'union entre les coopératives de consommation et les coopératives de production qui allait être réalisée le 2 décembre 1929 par la création du Comité international des relations intercoopératives, indiqua que les unes et les autres « poursuivent un but commun tendant dans leur sphère d'activité à faire disparaître la suprématie du capital sur le travail et à éviter les gains sans juste cause ».

LA RÉVISION

La question de la révision des coopératives agricoles avait été soumise dès 1913 au Congrès de Gand. Le rapporteur de la Coopération agricole, M. Rieul Paisant, considéra en effet que l'obligation de soumettre leurs comptes au moins une fois par an à des experts qualifiés était une des causes principales du développement pris par les sociétés coopératives agricoles en Allemagne et en Autriche. Il avait proposé une résolution au terme de laquelle l'inspection de l'Etat ne devait intervenir qu'à défaut de celle d'Unions constituées à cet effet entre les associations, les comptes de toutes les sociétés devant être révisés et publiés une fois par an. Mais il dut retirer cette proposition sur une objection de M. Méline, craignant de « nouveaux fonctionnaires vinculants la liberté des coopératives. Des sociétés non coopératives, dit l'éminent homme d'Etat, emploient abusivement la forme de la coopération ; celles-ci, l'Etat doit les surveiller. Tant que les sociétés de coopération restent dans leur rôle, l'Etat ne doit pas intervenir ».

Lorsque seize ans après fut instituée la Commission spéciale de la Coopération agricole, la question se posait dans une économie européenne nouvelle où l'intervention de l'Etat était devenue courante et où le contrôle des sociétés faisant appel à l'épargne, même dans un but désintéressé, apparaissait comme une forme bénigne de cette intervention. L'un des Vice-Présidents de la nouvelle organisation, M. Gennes, avait été dès son jeune âge le collaborateur de M. Haas à la tête de l'Union Impériale des Coopératives agricoles allemandes et avait contribué à la mise en application de la

loi de 1889 dont l'une des bases était l'inspection obligatoire. Dès la séance constitutive tenue à Paris le 3 décembre 1929, l'autre Vice-Président, M. Klindera, assigna comme une de ses tâches à la nouvelle institution la mise en application de la révision obligatoire des comptes dans les pays où elle ne se fait pas encore dans la forme prescrite par la loi. Aux termes de l'alinéa 8 des statuts, la Commission spéciale doit « favoriser les échanges de renseignements sur les expériences faites et les résultats obtenus en matière de révision des comptes et de l'activité des coopératives ».

Dans un rapport à la réunion de la Commission de la Coopération tenue à Anvers le 9 août 1930, M. Klindera, après avoir donné un aperçu de la révision privée, notamment en Angleterre, a fait ressortir que dans les pays où existent des prescriptions légales en matière de révision la loi n'a fait que constater une pratique privée déjà ancienne des Fédérations coopératives. Si le contrôle de personnalités neutres nommées par les autorités de l'Etat ou par des délégués d'établissements publics peut être opportun, il manque à ces fonctionnaires le contact journalier avec la pratique coopérative. Ce contact s'établit, au contraire, dans les Fédérations coopératives par l'intermédiaire des réviseurs qui, faisant leur rapport sur la manière dont les sociétés coopératives et leurs diverses branches travaillent, sur leurs difficultés et leurs espérances, sont à même par une intervention rapide d'apporter l'aide nécessaire et d'éviter de grosses pertes, surtout dans les périodes de transformation économique.

Dès l'année suivante, au Congrès de Prague en 1931, M. Klindera était en mesure de présenter un rapport général sur l'état de la révision établi d'après les données recueillies dans 14 pays. Le Congrès émit le vœu que la révision des coopératives fût volontairement appliquée d'une manière suivie partout où elle n'avait pas encore lieu, et que l'on fît tous les efforts nécessaires pour faire instituer la révision obligatoire des coopératives par la voie de la législation dans tous les pays où elle n'était pas pratiquée volontairement, en respectant évidemment à tous les égards l'autonomie de la coopération et de ses services de la révision.

L'ENSEIGNEMENT DE LA COOPÉRATION

L'un des objets de la Commission de la Coopération est, aux termes de ses statuts, de « favoriser les échanges de renseignements sur les expériences faites et les résultats obtenus dans le domaine de la préparation des jeunes générations à l'activité coopérative ». Cette question fit l'objet à la réunion d'Anvers en 1930 d'un rapport de M. Gennes, montrant que le recrutement et la formation professionnelle des cadres est une question vitale pour la coopération agricole et indiquant qu'il existe en Allemagne depuis 1904 une Ecole de la Coopération agricole et, depuis 1913, une Ecole de Réviseurs.

Au Congrès de Prague en 1931, M. Gennes fit un exposé de la question dans 14 pays et le Congrès émit un vœu en faveur du développement et du

perfectionnement de nouveaux cadres coopératifs spécialisés particulièrement dans les questions de transactions commerciales. A la Commission spéciale de la Coopération, M. Dvorak suggéra l'organisation de cours internationaux ambulants de coopération agricole, se tenant alternativement chaque année dans les capitales des pays où la coopération agricole atteint le niveau le plus élevé.

LA STATISTIQUE INTERNATIONALE DES COOPÉRATIVES

A la séance de la Commission de la Coopération à Berlin en 1933, sur la proposition de M. Buchinger (Autriche), le Secrétariat de la Commission Internationale d'Agriculture fut invité à entreprendre, en liaison avec l'Institut International de Rome et le Bureau International du Travail, une statistique internationale de la coopération agricole, portant sur les effectifs et les chiffres d'affaires. Ce vœu fut renouvelé à la réunion de Budapest en 1934 à la suite d'un rapport de M. Buchinger suivi d'une discussion approfondie au cours de laquelle furent examinés les fondements économiques de la coopération agricole.

La classification proposée par M. Buchinger comprenait d'abord le nombre des coopératives agricoles particulières, des fédérations de coopératives agricoles par pays et par Etat ; ensuite les coopératives de crédit, de marchandises (achat de produits agricoles et vente de fournitures pour l'exploitation agricole), de ramassage et d'utilisation du lait et de ses produits, d'élevage et d'utilisation du bétail, de viticulture et de caves, de distillerie, enfin les coopératives diverses. En regard de cette classification M. de Bülow indiqua celle du Bureau International du Travail : coopératives de consommation, d'habitation, agricoles, professionnelles et diverses.

Au point de vue de la statistique des affaires, M. Buchinger proposa d'indiquer par groupes et par catégories : l'importance des moyens possédés (capital social et réserves propres), les fonds d'exploitation étrangers (crédits bancaires), le montant du bilan, l'importance des dépôts et des prêts consentis, enfin le chiffre d'affaires par catégories d'opérations.

Un comité restreint fut nommé à Budapest par la Commission spéciale de la coopération en vue de l'établissement d'une statistique internationale de la coopération agricole. Réuni à Prague le 17 septembre 1934, sous la présidence de M. Trumpf, ce comité mit au point un projet de questionnaire aux associations. Mais il apparut à l'exécution qu'on risquait de lasser les organisations centrales par des questionnaires faisant dans une certaine mesure double emploi avec ceux du Bureau International du Travail. Après un échange de correspondance entre le Directeur du B. I. T. et la Présidence de la Commission spéciale, il fut convenu que le service de la Coopération du B. I. T. s'efforcerait de compléter ou de subdiviser ses tableaux de façon à répondre aux principaux désirs exprimés par la résolution de Budapest, et que pour l'instant tout au moins la Commission renoncerait à établir elle-même une statistique.

Toutefois le Secrétariat a publié en 1931 une importante brochure exposant l'état détaillé de la coopération agricole d'après les rapports reçus de 26 pays.

LE CRÉDIT AGRICOLE COOPÉRATIF

C'est en Allemagne vers 1850 que les premières sociétés coopératives de crédit mutuel firent leur apparition sous la forme de caisses rurales. Les unes, du type Schulze-Delitsch, ainsi nommées du nom de leur fondateur, juge de district à Delitsch, comprenaient un capital formé par la réunion de parts sociales. Les autres, du type Raiffeisen n'avaient pas de capital propre, mais seulement un fonds de réserve inaliénable. Les points communs entre les deux types étaient la solidarité des associés soit illimitée soit réduite à un certain nombre de fois leur mise. Leur circonscription était restreinte de manière à ce que les emprunteurs pussent apprécier leur degré de confiance respectif.

L'un des buts de la réunion du Congrès de Paris en 1889 fut de faire connaître aux pays dans lesquels le crédit agricole n'était pas encore organisé, les résultats déjà obtenus en Allemagne ainsi qu'en Italie (banques Luzzati et Wollemborg) et en Roumanie. Présidée par M. Gomot, la section du Crédit Agricole eut pour vice-présidents MM. Léon Say et Baudrillart ; le premier de ces deux grands économistes eut la tâche de soutenir le 6 juillet 1889 devant l'Assemblée générale les conclusions de la 2^e section, dont le Rapporteur était M. le sénateur Labiche. On serait presque surpris de la timidité des conclusions du Congrès de 1889 si on ne lisait dans le rapport de M. Labiche que la Commission extra-parlementaire instituée en 1879 et dont il faisait partie, avait émis l'avis que l'Etat ne doit accorder aucun concours, même sous forme de surveillance et de contrôle aux établissements de crédit fondés dans l'intérêt de l'agriculture. La section concluait sur ce point : « Pas de concours financier du Gouvernement mais un simple contrôle ». M. Léon Say constata qu'une période de crise agricole n'était pas très favorable à l'organisation du crédit, puisque l'investissement de fonds dans la culture se trouvait peu profitable. Il fut d'avis que le Crédit Agricole ne devait être le fait ni de l'Etat ni d'une organisation centralisée et préconisa entre autres moyens d'utiliser l'épargne sur place, l'emploi au crédit agricole du capital propre des caisses d'épargne privées. Reproduisant la distinction classique entre l'emprunt fait pour vivre et l'emprunt fait pour augmenter une affaire, il mit en garde les administrateurs futurs des Caisses de crédit agricole contre la difficulté pour un paysan de séparer dans ses dépenses ce qui concerne sa vie et ce qui concerne ses affaires. Il montra que le premier banquier de l'agriculteur est son propriétaire qui lui fournit par une sorte d'augment de bail les capitaux nécessaires aux améliorations productives. Il souligna également ce principe, confirmé par l'expérience des banques populaires italiennes : « Il ne peut y avoir de banque agricole, car la banque doit avoir dans son portefeuille des effets de diverse nature ». Il ajouta que le crédit à trop bon marché serait un encouragement au gas-

pillage. Il se défendit d'ailleurs d'apporter une solution purement négative et donna son adhésion à la conclusion de la section, estimant utile que des dispositions législatives intervinsent pour faciliter aux agriculteurs les moyens et les conditions de crédit.

Le Congrès de La Haye en 1891 déclara désirable que les banques de crédit agricole reposassent sur le principe de la mutualité ce qui n'excluait pas, fut-il dit expressément, une fois le crédit agricole organisé, l'intervention des banques. Un rapport de M. Michel Tardit posant pour la première fois certaines règles pour la création de sociétés coopératives agricoles, demandait un régime spécial pour les associations agricoles se livrant aux opérations de crédit et de vente.

La loi française du 5 novembre 1894 sur les caisses locales de crédit agricole mutuel constituées par les syndicats s'inspire directement des travaux de ces deux Congrès.

Le Congrès de 1889 avait demandé en outre l'organisation d'un privilège en faveur du prêteur sur la récolte et les instruments aratoires, système déjà pratiqué en Belgique, en Italie et en Roumanie. La question fut reprise au Congrès de La Haye en 1891, mais dans un sens opposé ; l'amendement de M. Bouesco, délégué roumain, déclarant qu'il était désirable d'établir le gage sans déplacement, fut repoussé par l'Assemblée générale.

Le Congrès de Bruxelles en 1895 comptait parmi ses rapporteurs M. Lepreux, directeur à la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite de Bruxelles, autorisée par une loi de 1884 à faire des prêts aux agriculteurs et l'inspirateur en cette qualité de nombreuses caisses rurales. Avec lui, Dom Cerutti, M. Louis Durand et l'Abbé Mellaerts, organisateurs des Caisses Raiffeisen en Italie, en France et en Belgique, présentèrent des rapports que le Congrès sanctionna par un vœu en faveur de la généralisation des sociétés coopératives de crédit agricole fondées par l'initiative privée et reposant : 1° sur la solidarité illimitée ; 2° sur la limitation des dividendes en vue de l'accroissement de la réserve.

Au Congrès de Lausanne en 1898, M. Méline put déjà apporter les résultats de plusieurs exercices des caisses françaises de crédit agricole qu'il caractérisa comme des associations d'agriculteurs s'entraïdant les uns les autres, mais se contrôlant aussi les uns les autres, leur responsabilité étant engagée dans les prêts faits à leurs voisins, ce qui est le véritable caractère du crédit agricole mutuel. M. Méline insista sur un trait particulier de la loi française de 1894 qui est d'obliger le cultivateur emprunteur à faire partie d'un syndicat agricole. En greffant le crédit agricole sur les syndicats, le résultat pratique qu'on a obtenu, notamment dans la caisse fondée par M. Méline à Remiremont, est que cette petite banque ne peut faire que les opérations conclues par le cultivateur avec le syndicat agricole lui-même, ce qui en assure l'emploi productif. M. Méline insista également sur l'avantage du warrant agricole qui venait d'être voté par le Parlement Français.

Au Congrès de Rome en 1903, M. Méline indiqua qu'en France le

Crédit venait par la loi du 31 mars 1899 d'être organisé au second degré et donna un aperçu du rôle des Caisses Régionales, dont M. Dufourmantelle, Président de la Caisse de l'Ile-de-France, déclara que leur véritable caractère était pour ainsi dire celui d'une armée de réserve, les caisses locales devant avant tout être alimentées par l'épargne locale. M. Ferraris retraça l'œuvre de M. Luzzati qui vint lui-même exposer au Congrès le rôle des Caisses d'Epargne dans la lutte contre l'usure et l'appui prêté par elles au Crédit Agricole. Il indiqua que, soit au point de vue de l'intervention de l'Etat, soit au point de vue de la forme des Caisses, ce n'était pas nuire à l'unité de chaque nation que d'adapter les principes aux diversités régionales.

Le Congrès de Rome en 1903 et plus tard, au rapport de M. le Baron de Hennet, le Congrès de Gand en 1913, consacrèrent ces principes par leurs vœux.

Un rapport de M. Louis Tardy, directeur de l'Office National (aujourd'hui Caisse Nationale) du Crédit Agricole, au Congrès de Varsovie en 1925. met au point les principes d'organisation du crédit agricole qui sont ceux de la plupart des pays. Le besoin de crédit, né de l'évolution économique de l'agriculture, s'est ensuite manifesté pour répondre aux aspirations légitimes des ouvriers agricoles, désireux de posséder une parcelle de la terre qu'ils cultivaient auparavant pour les autres. Le crédit à la petite propriété rurale a pour conséquence logique le crédit à la coopération agricole, grâce à laquelle le petit cultivateur trouve les moyens d'achat, de transformation et de vente de la grande propriété.

Le crédit agricole doit, selon l'expression de M. Méline, être organisé par en bas, sur la base mutualiste, les associés se cautionnant mutuellement vis-à-vis des tiers (Etat, unions ou fédérations de caisses, caisses centrales, etc...) qui avancent des capitaux aux sociétés de crédit agricole pour leurs opérations.

La question très délicate de savoir si le crédit doit être institué sur une base professionnelle est aujourd'hui dans la plupart des pays tranchée par l'affirmative. En effet, des liens plus étroits s'établissent entre des associés qui pratiquent une même profession : les opérations agricoles, à plus longue échéance que les opérations commerciales, nécessitent une durée qui correspond aux opérations culturales, c'est-à-dire 9 ou 12 mois et le taux des prêts doit être moins élevé, à raison du revenu moindre des capitaux engagés dans l'agriculture. Malgré ces raisons en faveur de la spécialisation, un certain nombre de pays pratiquent non le crédit agricole, mais le crédit rural ; tel est le rôle des Caisses Raiffeisen de l'Allemagne, qui ne font pas seulement du crédit, mais aussi de l'achat et de la vente, des Banques populaires d'Italie qui pratiquent aussi bien le crédit urbain que le crédit rural et des coopératives de crédit de Hongrie.

Il existe partout des groupements régionaux de crédit du second degré auxquels peuvent aussi s'affilier des coopératives de production et de con-

somation, et des organismes du troisième degré, caisses centrales de crédit étendant leur action sur tout un Etat ou seulement sur une fraction assez grande de son territoire.

LE CRÉDIT AGRICOLE INTERNATIONAL

La question de l'organisation internationale du crédit agricole fut abordée à Paris en 1923 par M. Chabrun, député français, qui demandait la création d'une Banque Internationale d'Agriculture constituée par des apports d'organismes nationaux et ayant pour mission de diriger l'économie agricole européenne en rationalisant la production et la consommation des denrées alimentaires. Sur la proposition de M. Victor Boret il fut décidé que cette question serait portée à l'ordre du jour du Congrès de Varsovie en 1925. Sur le rapport de M. Tardy, ce Congrès émit un vœu recommandant à la Commission Internationale d'Agriculture de rechercher les moyens d'organiser une collaboration internationale en matière de crédit agricole, notamment en provoquant des Conférences de représentants des Instituts Centraux de crédit agricole de divers pays. Entre temps, la Conférence Parlementaire Internationale du Commerce s'était saisie de la question à laquelle elle s'est attachée avec persévérance.

En octobre 1926, une Commission réunie par l'Institut International d'Agriculture, et présidée par M. Tardy, comprit les représentants de l'Allemagne, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Irlande, de l'Italie, des Pays-Bas, de la Pologne, de la Suisse et de la Tchécoslovaquie. Elle décida l'organisation de conférences périodiques avec un bureau consultatif permanent ayant son siège à l'Institut International d'Agriculture.

La Conférence Economique Internationale réunie à Genève en 1927 a estimé qu'un projet d'organisation internationale du crédit agricole était actuellement prématuré, car ce crédit supposerait des garanties effectives que beaucoup de pays ne peuvent fournir.

En 1930, le Comité financier de la Société des Nations et la Commission d'Etudes pour l'union européenne, présidée par M. Briand, envisagèrent les moyens de satisfaire aux besoins de crédit pressants manifestés par plusieurs Etats d'Europe centrale et orientale pour venir en aide à leur agriculture.

Le Comité financier de la Société des Nations a été saisi en février-mars 1931 d'un plan comprenant : 1° un projet de convention entre les Gouvernements désireux de prêter leur aide à l'agriculture par le moyen d'une organisation internationale de crédit agricole ; 2° d'un projet de charte constitutive à adopter par le Gouvernement du pays où la Société aura son siège et qui aura force de loi ; 3° d'un projet de statuts de la Société. Celle-ci aurait le caractère d'une société anonyme et serait une institution d'utilité publique placée sous les auspices de la Société des Nations. Son capital serait fixé à 50 millions de dollars ; son objet devrait

consister : 1° à prêter des sommes remboursables à long ou moyen terme à des instituts nationaux de crédit hypothécaire d'immeubles à destination rurale, sis sur le territoire des pays adhérant à la convention ; 2° à créer et à négocier à cette fin des obligations pour un montant correspondant à celui de ses créances sur les instituts nationaux, créances gagées sur première hypothèque.

Dans sa séance tenue à Prague le 8 juin 1931, la Commission Internationale d'Agriculture décida qu'une telle société ne devant pas avoir pour résultat de provoquer une production agricole inconsidérée, il serait nécessaire d'appeler des représentants des instituts de crédit agricole à participer à son administration et à son fonctionnement.

La 4^e Conférence Internationale de crédit agricole, préparée par la Fédération Internationale des Techniciens Agronomes, tenue à Budapest le 15 juin 1934 dans le cadre du 16^e Congrès International d'Agriculture et présidée par M. Tardy, entendit un rapport de M. Koos, directeur général de l'Institut de Crédit Foncier de Hongrie, indiquant que la dette étrangère des pays balkaniques, de l'Autriche, de la Hongrie et de la Pologne, se chiffrait à 4,6 milliards de dollars-or et le service des intérêts à 257,5 millions de dollars-or. Cette charge est d'autant plus lourde que la capacité de paiement des agriculteurs est tombée au quart de celle de 1929. La conférence constata que presque tous les pays avaient pris des mesures pour réduire le montant des dettes agricoles au minimum et pour les consolider, mais que de nouvelles réductions ne seraient plus possibles sans avoir de fâcheuses répercussions sur l'offre de capitaux déjà si rare et sur le principe même du crédit agricole.

Seule la défense du prix des produits, assurant un revenu normal à la propriété, doit permettre de parer au déséquilibre actuel entre le revenu agricole et le montant des intérêts des dettes.

La Fédération Internationale des Techniciens Agronomes fut chargée de poursuivre l'étude de l'organisation du crédit agricole international par des Conférences réunies d'accord avec l'Institut International d'Agriculture.

L'ACHAT COOPÉRATIF DES MATIÈRES NÉCESSAIRES A L'AGRICULTURE

La coopération d'achat des matières fertilisantes nécessaires à l'exploitation agricole a fait l'objet d'études de M. Parein, Président du Boerenbond de Louvain et de M. Paul Garnier, à la séance de la Commission Spéciale de la Coopération tenue à Lausanne en 1932. Le pourcentage de la vente par les associations agricoles par rapport à l'emploi total des engrais est estimé par M. Parein ainsi qu'il suit : Tchécoslovaquie, 70 % ; Hollande, 50 % ; Finlande, 70 % ; Luxembourg, 50 % d'azotés, 95 % des phosphatés et 75 % des potassiques ; Pologne, 70 à 80 % ; Allemagne, 40 à 50 % ;

Autriche, 66 % ; Danemark, 33 % ; et Suisse 32 à 33 %. M. Salleron a donné pour la France la proportion de 50 %.

M. Feierabend a signalé l'organisation fondée en 1928 à Rotterdam par les coopératives tchécoslovaques et allemandes ainsi que par deux fédérations hollandaises pour l'achat international des engrais. A ce sujet la Commission Spéciale de la Coopération a recommandé à ses Fédérations d'étudier avec un soin particulier avant toute exécution la création sur la base mutualiste d'entreprises ou d'usines produisant les articles nécessaires aux exploitations agricoles dont la réalisation pourrait paraître avantageuse pour l'agriculture.

LA VENTE COOPÉRATIVE DES CÉRÉALES

La vente coopérative des céréales a été préconisée par le Congrès de la vente du blé tenu à Versailles en 1900 et par le Congrès International tenu immédiatement après à Paris, comme un des moyens essentiels de donner aux agriculteurs l'influence qui leur revient dans la fixation des prix. Cette tâche fut poursuivie parallèlement en Allemagne par la Kornhaus Kommission, en Autriche par les organisations centrales coopératives, et en France par le Comité Permanent de la vente du blé. Mais l'exemple donné par ces deux premiers pays se heurta dans les autres, malgré une propagande très active au fait que les cours des céréales avaient repris un niveau acceptable.

La crise qui sévit à nouveau depuis 1927 a donné à la question une nouvelle actualité. Dans sa réunion d'Anvers en 1930 la Commission Internationale d'Agriculture fut saisie d'un rapport de M. Feierabend sur le rôle des coopératives agricoles dans le commerce international du blé. Dans un nouveau rapport présenté à Lausanne en 1932, M. Feierabend exposa les résultats de la vente coopérative du blé dans 21 pays. A cette réunion, M. Konrad montra qu'en Allemagne le commerce privé et le commerce coopératif participaient à peu près dans d'égales proportions aux transactions de céréales.

A la séance de la Commission Spéciale de la Coopération tenue à Bruxelles en 1935, M. Feierabend, devenu Président de la Société Tchécoslovaque du Blé, exposa que cette organisation créée le 13 juillet 1934 était constituée au moyen du groupement des quatre principaux intéressés, à savoir les coopératives agricoles (40 % du capital), les coopératives de consommation (20 %), les minoteries (20 %) et le commerce privé (20 %). Mais la part des sociétés coopératives dans le fonctionnement de la Société Tchécoslovaque du Blé est beaucoup plus forte que leur participation en capital puisque, au 30 juin 1935, elle atteignait sur un total de 18 millions de quintaux 62,18 % contre 0,42 % aux coopératives de consommation, 11,57 % à la minoterie et 25,83 % au commerce privé. La Société est chargée de l'achat, de la vente, de l'importation et de l'exportation des

céréales ; elle fixe le prix des céréales indigènes. Les agriculteurs ne doivent vendre leurs céréales qu'à la Société, en indiquant après la moisson les quantités qu'ils ont l'intention de vendre au cours de la campagne agricole. L'Etat est garant des pertes éventuelles de la Société à concurrence d'un montant de 60 millions de couronnes tchécoslovaques, pour autant que ces pertes n'ont pas été occasionnées par la faute de la Société.

Le rapporteur a montré le rôle capital des coopératives aussi bien matériellement par le gros pourcentage de leurs ventes de blé, que moralement par l'aide et les conseils qu'elles donnent aux cultivateurs, en particulier dans la tenue de leur livret économique contenant toutes les indications sur l'identité de l'agriculteur et la superficie de chaque céréale emblavée par lui.

LA VENTE COOPÉRATIVE DU LAIT ET DES ŒUFS

M. Tenhaeff a exposé à la séance de la Commission de la Coopération à Lausanne, en 1932, l'état actuel de la vente coopérative des œufs et ses possibilités de développement dans quatorze pays européens. La vente des œufs est entreprise le plus souvent comme opération accessoire par les laiteries coopératives.

L'écoulement coopératif des produits laitiers et le développement des laiteries coopératives dans vingt-cinq pays agricoles ont fait l'objet d'un exposé de M. Jutila, Ministre de l'Agriculture de Finlande, à la séance de la Commission Spéciale de la Coopération tenue à Budapest en 1934. Le pourcentage de la quantité de lait manipulé par les laiteries coopératives par rapport à la production totale du pays est estimé par M. Jutila, ainsi qu'il suit : Finlande, 35 % ; France, 10,5 % ; Hongrie, 6 % ; Italie, 10 % ; Lithuanie, 34 % ; Norvège, 40 % ; et Pays-Bas, 50 %. Les laiteries coopératives fabriquent une part importante du beurre et du fromage produits dans chaque pays.

LA VENTE COOPÉRATIVE DU BÉTAIL

La vente coopérative du bétail a fait l'objet d'un exposé de M. Langenheim à la réunion de la Commission de la Coopération tenue à Bruxelles en 1935. En Allemagne, le Reichsnährstand a réuni les producteurs, intermédiaires et autres intéressés au commerce du bétail en une « Association centrale de l'économie animale » d'Allemagne, subdivisée en quinze associations de district groupant à leur tour des organisations paysannes d'arrondissement. Cette corporation autonome de droit public a le droit d'éliminer les personnes qui ne sont pas dignes de confiance, de fermer les entreprises ou de soumettre leur création à une autorisation et de fixer les marges de prix.

Néanmoins les coopératives agricoles ont encore dans cette organisation un rôle important parce qu'elles ne sont pas pour le paysan un simple ache-

teur, mais qu'elles ont en vue de lui permettre la vente de ses produits aux meilleures conditions. Elles sont groupées en centrales régionales possédant en propre des Offices de vente et concentrées dans la société nationale coopérative de vente du bétail.

LES ENTENTES COOPÉRATIVES OBLIGATOIRES

Il n'en est pas moins vrai que les contingentements et les réductions de production qui sont à l'ordre du jour dans tous les Etats européens transfèrent à la puissance publique une partie du rôle considéré jusqu'aujourd'hui comme essentiel pour les coopératives agricoles et qui est à la fois la moralisation de la production, sa normalisation et l'obtention de cours équitables. Un exemple en a été donné à Bruxelles en 1935 par Miss Digby qui a indiqué qu'en Grande-Bretagne une loi permettait au producteur de n'importe quel produit agricole d'établir un plan pour la mise en valeur de ce produit. Si ce plan est approuvé par les Chambres législatives et adopté en outre par un vote des 2/3 des producteurs représentant aussi les 2/3 de la production, le plan a force de loi et les minoritaires doivent s'y soumettre. C'est ainsi que l'organisation du houblon a remplacé une organisation coopérative qui comprenait 90 % des producteurs, mais que l'opposition d'une minorité avait fait échouer. La production des pommes de terre a fait aussi l'objet d'un plan qui, bien que l'organisation ne dispose que des excédents, a assuré aux prix une stabilité suffisante.

LES ASSURANCES MUTUELLES AGRICOLES

Les bases essentielles des assurances agricoles ont été posées au Congrès de Bruxelles en 1895 à propos de l'assurance bétail. Le Congrès émit le vœu de voir se créer cette assurance par des caisses locales, groupées en organisations régionales fédérées dans une caisse centrale de réassurances, à laquelle l'Etat allouerait des subsides en cas de calamité grave.

Le Congrès de Lausanne en 1898, après avoir demandé le développement de l'assurance mutuelle du bétail bovin contre tous les cas de mortalité fortuite émit également un vœu en faveur du développement des sociétés coopératives d'assurance contre l'incendie.

Au Congrès de Paris en 1900, un rapport de M. Calvet montra que pour dégager la loi du grand nombre applicable à chaque nature de risque rural, et pour préparer ainsi la sécurité nécessaire à l'assurance agricole mutuelle, il paraissait indispensable de mettre en commun les observations et les études internationales. Il demandait à cet effet l'organisation d'un Bureau International de statistique rurale.

Au Congrès de Gand en 1913, M. le Comte de Vogüé, l'actuel Président de la Commission Internationale d'Agriculture, montra le développement pris dans les divers pays par les assurances mutuelles agricoles et s'attacha

à la distinction entre les assurances mutuelles ordinaires et celles qui sont vraiment coopératives. Ses conclusions adoptées par le Congrès furent que l'application de la coopération à l'assurance contre tous les risques agricoles se recommande à la fois par les économies qu'elle permet de réaliser et par les effets d'ordre moral qu'elle produit chez les assurés. Il est à désirer que l'intervention de l'Etat dans le fonctionnement des sociétés d'assurances mutuelles soit réglé de manière à ne pas leur faire perdre le caractère véritablement coopératif dans lequel résident leur force et leur valeur sociale.

Le Congrès de Gand émis en outre un vœu en faveur de l'assurance mutuelle des forêts contre l'incendie à l'exemple des Pays-Bas et de la Norvège.

Le Congrès de Paris en 1900 vota, sous la présidence de M. Ribot, la résolution suivante : « Sauf cas très exceptionnel le principe de l'obligation légale doit être écarté de l'assurance agricole, mais il convient d'approuver l'intervention de l'Etat pour aider à la création des sociétés mutuelles locales et à la fédération progressive de garantie par zones d'égal risque ».

CHAPITRE SEPTIÈME

L'ENSEIGNEMENT, LES SCIENCES ET LA STATISTIQUE AGRICOLES

L'ENSEIGNEMENT ET LES PROGRÈS AGRICOLES

Les questions relatives à l'enseignement agricole ont dans la plupart des Congrès fait l'objet d'études d'une section spéciale. Dès le début, en effet, il a semblé à M. Méline et à ses collaborateurs, pour lesquels le titre « d'agronome » était le plus estimable qui fût dans le domaine social, que le progrès des sciences agronomiques était lié à la diffusion des connaissances scientifiques appliquées à l'agriculture. C'est un savant chimiste et physiologiste agricole, M. Dehérain, qui fut le secrétaire général du Congrès de 1889 et les hommes de science eurent la plus large part dans la Commission Internationale telle qu'elle fonctionna à ses débuts. Il faut ajouter que les professeurs d'agriculture, à tous les degrés et dans tous les ordres de cet enseignement, se trouvant intéressés en grand nombre par les travaux des Congrès et constituant une partie importante de leurs effectifs, il était naturel de leur réserver à chaque session un centre spécial de réunion et d'information.

La comparaison des vœux émis par les sections d'enseignement agricole ou par les Assemblées générales sur la proposition de ces sections permet de constater le développement qu'a pris dans tous les pays l'enseignement agricole en liaison avec le développement général de l'instruction publique et avec les progrès des sciences agronomiques. Souvent la section de l'enseignement agricole a débordé sur son titre. C'est ainsi qu'à Paris en 1900 elle a étendu son programme à l'étude des progrès les plus récents des questions techniques étudiées par les professeurs d'agriculture. La section de l'enseignement agricole du Congrès de La Haye en 1891 s'occupa de la répression des fraudes, celle du Congrès de Gand en 1913 eut à son programme la statistique, la météorologie, les principales découvertes faites en agriculture depuis les cinq dernières années, les méthodes de sélection des plants cultivés, la culture du houblon et la viticulture. La section de l'enseignement agricole du Congrès de Vienne en 1907 s'occupa des recherches agronomiques, de la tourbe, de la lutte contre la

tuberculose bovine, des pâturages alpestres, de l'élevage des animaux de toute sorte, de l'apiculture, etc... A Paris en 1923, cette section étudia l'application des sciences naturelles à l'agriculture.

En résumé, ces sections furent plutôt des groupements de congressistes suivant leurs affinités personnelles qu'une classification de thèmes bien délimités.

LES DIVERS DEGRÉS DE L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE

L'enseignement agricole a été de tout temps au premier plan des préoccupations des hommes d'Etat. Au Congrès de Budapest en 1934, S. A. l'Archiduc Albrecht revendiquait pour son pays l'honneur d'avoir créé en Europe la première école d'agriculture à Svardas, en 1779.

La section de l'Enseignement agricole au Congrès de Paris, en 1889, comprenait parmi les membres de son comité un jeune député, M. Raymond Poincaré, qui avait été le chef de Cabinet du Président de la Section, M. Jules Develle. M. Tisserand, directeur de l'Agriculture, rappela que les premières écoles d'agriculture, dont celle de Grignon, furent dues en France à l'initiative privée. C'est entre 1870 et 1885 qu'a été organisé un enseignement d'Etat comprenant au degré supérieur l'Institut agronomique, puis 5 écoles nationales, enfin 16 écoles pratiques recevant les enfants à la sortie des écoles primaires. M. de Lagorsse fit adopter, malgré M. Baudrillart, un vœu demandant la création d'une chaire d'agronomie à la Sorbonne : ce n'est pas la seule fois que le lieu d'un Congrès a fait dévier la discussion sur un terrain restreint.

Se plaçant à un point de vue débordant le cadre des activités nationales, la Commission d'organisation du Congrès de Bruxelles en 1895 avait demandé s'il convenait de proposer un programme international d'études supérieures. La question fut laissée de côté. Elle a été reprise récemment au Congrès de Budapest en 1934 qui, afin de permettre aux étudiants de faire leurs études dans différents pays, ainsi que la chose est désirable pour plusieurs raisons, demanda que l'on tendît sur le plan international à une uniformité de l'enseignement agricole supérieur.

LES VŒUX DU CONGRÈS DE BUDAPEST EN 1934

Les résolutions adoptées en 1934 par le Congrès de Budapest, sur la proposition de la 2^e section dont le titre fut « Enseignement et Propagande agricoles », constituent les données les plus récentes sur ces matières.

Sur le thème n° 1 : « Enseignement agricole scolaire et post scolaire », le Congrès a émis un vœu en faveur de l'augmentation des budgets de l'Enseignement agricole, soit des Etats, soit des autres institutions de droit public de chaque pays (comitats, cantons, provinces, départements). Le Congrès demande en outre que l'enseignement de toutes les classes primaires

soit complété par des connaissances agricoles et rurales. Il est désirable, ajoute-t-il, que dans les localités où le nombre d'enfants soumis à l'obligation scolaire dépasse un certain chiffre, un instituteur spécialisé soit chargé de l'enseignement des connaissances agricoles.

La création dans les Ecoles normales d'un cours spécial d'agriculture, conférant un diplôme permettant l'affectation par préférence aux fonctions d'instituteurs ou d'institutrices des écoles de campagne, est également demandée.

Le Congrès estime en outre désirable que la situation matérielle des instituteurs et institutrices de la campagne soit améliorée en comparaison de la situation du personnel enseignant des villes. Il demande l'institution dans chaque arrondissement ou district d'écoles agricoles d'hiver.

Sur le thème II (Enseignement agricole du degré supérieur) le Congrès demande, conformément à la décision prise à Rome par le Congrès International de l'Enseignement agricole, que la durée de l'enseignement agricole supérieur régulier soit fixée à quatre ans (huit semestres). Il est à recommander d'enseigner la pratique agricole dans des exploitations rurales attachées aux hautes écoles agronomiques.

Le thème III concernait spécialement la Propagande agricole. Le Congrès a demandé la formation d'un corps de techniciens spécialement préparés aux fonctions de directeurs des organismes économiques, syndicaux et d'assistance. Sur le même sujet de la propagande agricole, le Congrès de Prague en 1931 a émis un vœu en faveur des consultations agricoles, de la radiophonie agricole, des musées, des expositions et des concours.

Signalons aussi les vœux des Congrès successifs sur les champs d'expériences et de démonstrations, et spécialement le rapport de M. René Berge au Congrès de Paris, en 1900, à ce sujet.

La question des stagiaires agricoles a été proposée par le Comité d'organisation du Congrès de Bruxelles en 1895. Elle a fait l'objet d'un vœu du Congrès de Varsovie en 1925, qui a jugé que les stages devraient comprendre au moins les périodes les plus importantes de la campagne agricole et a demandé l'organisation d'un échange international de stagiaires.

L'ACTIVITÉ DES FEMMES A LA CAMPAGNE

Aux questions d'enseignement agricole se rattachent les questions concernant l'activité des femmes à la campagne. Dès 1900, M^{me} Bodin, Directrice de l'Ecole de Coëtlogon, près de Rennes, présentait au Congrès un Rapport sur les Ecoles de laiterie et les Ecoles ménagères dont les conclusions, portées par M. René Berge à la séance du 7 juillet 1900 sous la présidence du Prince Lobkowitz, peuvent servir heureusement de préface aux études spéciales postérieures des Congrès : « On doit préparer la jeune fille à sa vie de femme en la sortant le moins possible de son milieu et en le lui faisant aimer ».

Les écoles ménagères avaient été mises au programme du Congrès de Bruxelles en 1895. Le rôle de la femme à la campagne avait fait l'objet d'un Rapport de M. Muller au Congrès de Rome en 1903. Mais c'est au Congrès de Rome en 1927 que fut constituée pour la première fois une section des questions féminines. La Baronne de Crombrugge de Picquendaele y exposa les résultats d'une enquête faite sur les Cercles de fermières dans la plupart des pays d'Europe, ainsi qu'au Canada et aux Etats-Unis. L'enseignement ménager agricole donna lieu à une enquête semblable présentée par M^{me} Zofia de Jankowska. A Bucarest, en 1925, la Comtesse de Keranflech-Kernezne présenta un rapport sur le rôle de la femme à la campagne. M^{me} Cantacuzène fonda un prix de 2.000 francs destiné au meilleur ouvrage de nature à retenir les femmes à la campagne. A Prague, en 1931, la mission de la femme dans la lutte contre l'exode rural a été étudiée par M. le Dr Hainisch, ancien Président de la République d'Autriche. Le Congrès étudia en outre la rationalisation du travail domestique rural, ainsi que l'alimentation rationnelle de la famille rurale à l'aide des produits du domaine. En 1934, à Budapest, la 8^e section intitulée « La Femme à la campagne » a pris comme thèmes l'activité des ménagères dans l'horticulture, l'élevage de la volaille, l'industrie domestique envisagée surtout en rapport avec la lutte contre le chômage, l'amélioration du logement rural et le rôle de la femme dans l'organisation des loisirs à la campagne.

LA PHYTOPATHOLOGIE

Au progrès de l'enseignement agricole est lié directement celui des sciences agronomiques. Les Congrès se sont particulièrement occupés de la phytopathologie et de la génétique.

La phytopathologie, ou étude des maladies des plantes, donna lieu, en 1889, à un vœu du Congrès de Paris qui avait préconisé la lutte contre les ennemis de toutes les productions du sol, notamment la rouille des céréales, le phylloxera, la cochylis, l'anthronome, les cochenilles et les lichens des poiriers et des pommiers, comme un moyen d'augmenter les rendements.

Le Congrès de La Haye en 1891 a proclamé que la phytopathologie doit être considérée comme une science particulière. Le Congrès de Lausanne en 1898 a demandé que des mesures internationales fussent prises contre les maladies cryptogamiques, et en particulier contre celles de la vigne.

Le Congrès de Paris en 1900 conclut à la création d'un Comité International de Pathologie végétale. Ce Comité ne tarda pas à se constituer et prit en main le développement de la phytopathologie. L'Institut International d'Agriculture, dès les premiers temps de sa formation, lui apporta le concours de son organisation. Une Conférence Internationale, réunie à Rome en 1914, détermina certaines mesures contenues dans l'Acte Final du 14 mars 1914.

Le Congrès de Paris en 1923 demanda que les pommes de terre de semence fussent accompagnées de certificats d'origine attestant l'absence de parasites graves dans la culture et son voisinage dans un rayon à déterminer après entente internationale.

Le Congrès de Varsovie en 1925 avait demandé la création dans tous les Etats d'un service public de surveillance et de défense des cultures.

Le Congrès de Bucarest en 1925 émit, sur le rapport de M. Henri Hitier, un vœu concernant la création d'un organe central pour les publications relatives aux maladies des plantes, devant être le porte-parole de l'Association Internationale de Phytopathologie.

La Commission Internationale d'Agriculture, dans sa réunion de Lausanne en 1932, invita tous les pays à la lutte contre le doryphore de la pomme de terre.

LES RECHERCHES AGRONOMIQUES

Enumérer les recherches qui ont fait l'objet depuis quarante-six ans de l'activité des stations agronomiques serait énumérer tous les progrès agricoles eux-mêmes, basés sur l'application des sciences à l'agriculture. M. Grandeau relatait leurs efforts dans l'organisation des recherches agricoles au Congrès de Bruxelles en 1895. Leur rôle a été particulièrement mis en lumière au Congrès de Gand en 1913. Aucune recherche, aucune expérience de nature à améliorer la production agricole ne leur restent étrangères.

Le Congrès de Varsovie en 1925 a invité les institutions de recherches agronomiques de tous les pays à constituer une organisation internationale pour unifier les méthodes de laboratoires, tenir ses membres au courant des travaux concernant dans tous les pays les améliorations du sol et la technologie du sol. Un Comité provisoire de sept membres a été nommé à cet effet.

LA GÉNÉTIQUE

A côté des stations agronomiques, le Congrès de Paris en 1900 demandait, sur le rapport de M. Schribaux, la création d'établissements particuliers pour les essais de semences. La sélection des plantes et des graines, préconisée au Congrès de Paris en 1889 comme un des moyens d'augmenter les rendements, fait maintenant l'objet d'une science spéciale, la génétique, dont l'un des créateurs fut M. Philippe de Vilmorin, et qui a ses associations internationales et ses congrès particuliers.

L'un des buts de cette science a été résumé, sur le rapport de M. Henri Hitier, au Congrès de Bucarest en 1929, par le vœu que les agriculteurs s'efforcent d'adapter leurs systèmes de culture aux conditions naturelles du sol, du climat et du milieu pour obtenir la réduction des prix de revient, tout en augmentant la quantité et la qualité de ces produits. Les génétistes

de tous les pays recherchent en effet quelles sont pour chaque plante les variétés les plus appropriées aux différentes régions.

Cette adaptation est facilitée par les cartes agronomiques, dont des rapports de M. Jules Bénard aux Congrès de Bruxelles en 1895 et de Rome en 1903 ont fixé les bases. Les Congrès de La Haye en 1891, de Lausanne en 1898, de Paris en 1900 et de Rome en 1903 demandèrent l'unification des méthodes d'analyse du sol.

Les longues recherches que nécessite la création d'une variété justifient au plus haut degré l'établissement d'un droit de propriété au profit de leur inventeur.

Au Congrès de Paris en 1923, M. Jelinek indiqua les principes d'une loi tchécoslovaque du 17 mars 1921, dont l'idée maîtresse est qu'on ne peut certifier comme originales que les variétés dont les entreprises de sélection fourniront la preuve qu'elles sont le résultat de travaux de sélection réguliers. La protection légale de la certification des variétés originales est analogue à la protection des brevets. L'autorisation de certifier les variétés comme originales est décrétée par le Ministre de l'Agriculture sur la proposition d'une Commission spéciale.

Le Congrès de Paris consacra ce droit nouveau sous le titre de « Propriété des nouveautés agricoles » et demanda leur assimilation aux inventions protégées par un brevet.

Le Congrès de Prague en 1931 a repris le vœu de Paris pour la protection de la propriété des nouveautés végétales, en notant qu'à côté de la Tchécoslovaquie, la Hongrie a organisé la protection légale. Ailleurs, ce sont les associations agricoles qui s'en occupent en établissant des registres de plantes d'élite contenant très peu de variétés, de premier ordre.

Le Congrès de Paris en 1923 émit le vœu que les génétistes qui font l'épreuve de la résistance que les céréales offrent aux rouilles adoptent tous l'échelle de résistance établie par les Professeurs Hayes et Stakman.

Le Congrès de Prague en 1931 demanda de comparer entre elles les différentes variétés de plantes et d'exprimer à l'aide de chiffres les caractères particuliers de chacune d'elles.

LA STATISTIQUE ET LES RENSEIGNEMENTS AGRICOLES

Dans une économie bien organisée, la statistique doit être la base de la production et de la vente des denrées agricoles. Le Congrès de Lausanne en 1895 a émis le vœu que l'Institut International de Statistique voulût bien formuler un minimum de questions concernant la statistique agricole, questions auxquelles les gouvernements seraient priés de répondre.

Au Congrès de Paris en 1900, M. le D^r Roesicke demanda l'institution d'un service international de statistique agricole basé sur celui dont M. le D^r Ruhland avait pris l'initiative à Fribourg.

La statistique, détachée de l'économie rurale, a fait l'objet d'une section spéciale au Congrès de Madrid en 1911, qui a émis un vœu demandant :

1° Que l'on crée dans tous les pays un service officiel de statistique dans le but de donner aux populations rurales les renseignements de toute sorte dont elles ont besoin pour orienter leur production ;

2° Que des dispositions législatives et administratives assurent la vérification des prix de vente des produits de l'agriculture, ainsi que celle des quantités offertes et vendues ;

3° Que l'Institut de Rome divulgue, reproduise et développe les données statistiques dont il dispose ;

4° Que des types uniformes comparables soient utilisés dans les divers pays ;

5° Que pour les céréales, des statistiques mensuelles soient publiées concernant l'état des récoltes.

M. Rieul Paisant préconisa dans son rapport les principes d'unification déjà présentés à l'Institut International de Statistique dans sa douzième session en 1905 : le prix hebdomadaire est la moyenne de l'ensemble des marchés tenus du dimanche au samedi ; le prix moyen annuel va du 1^{er} octobre au 30 septembre. Le prix moyen d'un grand pays comprend la moyenne de circonscriptions d'étendue convenablement choisie et analogue à celle des provinces. Le prix international est fait de la moyenne de ces circonscriptions.

Une base nécessaire à la parfaite organisation des statistiques internationales est la concordance des poids et des mesures. Le Congrès de Paris en 1923 a adopté les conclusions d'un rapport présenté par M. Edmond Théry, demandant que la Grande-Bretagne et les Etats-Unis adoptassent enfin le système métrique.

Le Congrès de La Haye en 1891 avait demandé que les principes de comptabilité agricole fussent répandus et que les agriculteurs prissent l'habitude de tenir des livres. Au Congrès de Paris en 1923, M. Henry Girard montra l'importance, au point de vue de l'établissement des statistiques, des offices de comptabilité agricole organisés par les groupements coopératifs et en faveur desquels un vœu fut émis. M. le D^r Laur indiqua qu'en Suisse deux sortes de comptabilité étaient en usage : la comptabilité paysanne, facile à tenir par les cultivateurs, et la comptabilité analytique, ayant pour but de dégager les prix de revient et établie par l'Union Suisse des Paysans dans six domaines pris pour type.

Au Congrès de Rome en 1927, un vœu fut émis demandant l'établissement, là où ils manquent, d'Observatoires d'économie rurale et d'Offices de comptabilité agricole, en vue de recherches méthodiques et continues concernant la marge des prix, les frais de culture, le revenu et sa distribution.

Il fut en outre demandé que les différents Gouvernements procédassent périodiquement à des enquêtes tendant à fixer pour chaque pays la consommation de viande par tête d'habitant ; que les services statistiques de l'Institut International d'Agriculture publiassent mensuellement et pour tous les pays adhérents, si possible avec leur collaboration, les index des prix de vente des produits agricoles, spécialement ceux des animaux et produits d'animaux, et les index des principaux éléments (fourrages, machines, salaires, loyer) influençant le prix de revient des mêmes produits.

Au Congrès de Bucarest en 1925, M. le Dr Laur fit émettre un vœu approuvant les bases d'une statistique internationale fondée sur la comptabilité agricole. Les Offices de Comptabilité agricole des différents pays sont invités à faire tous usage de la terminologie définie dans l'exposé du Dr Laur en choisissant, dans les langues de leurs pays respectifs, les équivalents qui paraîtront le plus indiqués.

Il fut également recommandé aux agriculteurs et aux associations agricoles d'organiser des offices de renseignements sur les prix, la circulation des produits agricoles et l'état des récoltes dans chaque pays.

Dans sa réunion d'Anvers en 1930, la Commission Internationale d'Agriculture répartit entre un certain nombre de pays l'organisation d'un service de renseignements internationaux sur la situation des marchés agricoles. Le lait et les produits laitiers furent confiés à l'Union Suisse des Paysans qui développa à cet effet les rapports trimestriels sur le marché du lait et des produits laitiers qu'elle rédigeait depuis plusieurs années déjà.

Le marché du maïs fut confié à la Banque centrale coopérative de Roumanie qui fit paraître un premier rapport détaillé en février 1931, cette tâche a d'ailleurs été abandonnée depuis.

L'Office de renseignements commerciaux du Conseil d'Agriculture allemand, aujourd'hui la section du Reichsnährstand, fut chargé du marché des céréales sur lequel le premier rapport hebdomadaire parut le 23 avril 1931, ainsi que du marché du bétail sur lequel le premier rapport mensuel parut le 21 mai 1931.

Ces publications reçoivent une large publicité dans la presse agricole et constituent l'un des meilleurs liens entre les agriculteurs pour la défense des prix de leurs produits.

CHAPITRE HUITIÈME

L'ORGANISATION ACTUELLE DE LA COMMISSION INTERNATIONALE D'AGRICULTURE ET SA PLACE PARMI LES INSTITUTIONS INTERNATIONALES

Section Première

LA COMMISSION INTERNATIONALE D'AGRICULTURE, SES CONGRÈS ET SES DEUX COMMISSIONS SPÉCIALES

LA COMMISSION INTERNATIONALE D'AGRICULTURE ET SES PUBLICATIONS

Aux termes des statuts adoptés à Vienne en 1928, la Commission Internationale d'Agriculture constitue une Union Internationale des Associations agricoles ayant pour objet de représenter les intérêts de l'agriculture sur le terrain international et de contribuer au progrès agricole dans le domaine technique, scientifique, économique et social.

Peuvent y adhérer toutes les associations nationales ou internationales qui ont pour objet l'encouragement à l'agriculture y compris la sylviculture, la culture maraîchère et les autres branches rattachées à l'agriculture.

Chaque association a le droit de désigner autant de délégués qu'elle verse d'unités de cotisation, chaque unité étant fixée à 250 francs-or ou 50 dollars. Les délégués peuvent se faire représenter par des suppléants ; ils ont le droit de se faire accompagner par des secrétaires et des traducteurs.

En outre la Commission peut appeler à participer à ses travaux à titre de membres conseillers et avec voix consultative, toutes personnes dont le concours lui paraît utile.

Le Bureau, élu pour quatre ans, comprend un Président, des Vice-Présidents, un Secrétaire général questeur remplissant les fonctions de trésorier, un Secrétaire chargé des procès-verbaux et un Chef du Secrétariat chargé de préparer les travaux de la Commission et d'assurer la suite à leur donner.

Le Bureau se réunit au moins deux fois par an. Il prend sous sa responsabilité, et son Président par délégation, toutes mesures urgentes sauf à en rendre compte à la plus prochaine réunion.

Le Bureau de la Commission Internationale d'Agriculture est actuellement ainsi constitué :

Président : M. le Marquis de Vogüé,

Vice-Présidents : MM. Angelini, Fudakowski, Jules Gautier, Laur et Maenhaut,

Secrétaire général questeur : M. Henri Hitier,

Secrétaire : M. Rieul Paisant.

Chef du Secrétariat : M. André Borel,

Secrétaire administratif : M. L. Prault.

Pendant de longues années, la Commission n'a publié que les comptes rendus de ses réunions, les listes de ses membres, les résolutions des Congrès et parfois, notamment en 1912, les résultats d'une enquête.

Depuis la réorganisation de 1928, les *Annales de la Commission Internationale d'Agriculture*, publiées par le Secrétariat, renseignent les associations adhérentes et leurs délégués sur l'activité de la Commission et sur celle des organisations affiliées ainsi que sur les principales questions de la politique agricole internationale. Quatorze numéros ont paru jusqu'ici, le dernier daté d'octobre 1935.

Citons parmi les publications parues dans les annales, indépendamment de tous les rapports présentés à la Commission Internationale d'Agriculture ou à ses deux Commissions spéciales : une enquête sur l'état de la coopération agricole dans les différents pays (n° V, 1931) ; une enquête sur les mesures prises ou envisagées dans les différents pays en vue de surmonter la crise agricole ou d'en atténuer les effets (n° VI, VII et VIII, mars, juin et octobre 1932) ; des études de M. O. Festy sur l'agriculture aux Etats-Unis en 1931 (n° VI) et sur les débuts du protectionnisme agricole dans le Royaume-Uni (n° VII) ; de M. Augé-Laribé, sur la protection par les contingents d'importations (n° VII) ; une bibliographie des publications agricoles internationales et de celles des organisations affiliées à la Commission (n° IX, avril 1933 et XIII, mai 1935) ; un travail de M. André Borel sur les accords internationaux et l'agriculture et une étude comparative sur le contrôle laitier en différents pays (n° XI, avril 1934) ; une note de M. Spindler sur la crise mondiale et l'économie du cheval, et, parmi les notices sur l'activité des Associations affiliées à la Commission parues dans le n° XIII (mai 1935), une étude détaillée sur l'organisation et les tâches du Reichsnährstand allemand.

Au début de l'année 1936 la Commission Internationale d'Agriculture groupe cinq associations internationales, les représentants des associations agricole de vingt-quatre pays et quatre-vingt-cinq membres conseillers.

LES CONGRÈS INTERNATIONAUX D'AGRICULTURE

Dans leur conception initiale les Congrès Internationaux d'Agriculture constituaient l'organe directeur du mouvement agricole, la Commission n'étant qu'un organisme d'exécution. Les statuts de 1926, et surtout ceux de 1928, ont transformé le rôle de la Commission qui, ayant d'ailleurs ajouté à son titre celui d'Union Internationale des Associations Agricoles, possède maintenant une délégation propre, directe et permanente de ces associations.

Si la base des Congrès est plus large et leur pénétration dans les milieux agricoles des pays où ils se tiennent plus profonde, c'est devant les associations agricoles seules que la Commission est responsable et c'est à elles qu'elle rend compte de son action.

C'est la Commission Internationale d'Agriculture qui organise les Congrès Internationaux d'Agriculture pour lesquels elle désigne un Comité d'organisation, d'accord avec les associations agricoles et les autres institutions qui désirent lui apporter leur concours, dans le pays où se tient le Congrès.

Le Congrès comprend les membres de la Commission Internationale d'Agriculture, les autres délégués d'associations agricoles, les délégués d'Institutions techniques ou scientifiques ayant en vue l'encouragement à l'agriculture, et des membres individuels.

Les Gouvernements, la Société des Nations, l'Institut International d'Agriculture, le Bureau International du Travail et toutes les autres Institutions officielles internationales s'occupant de questions agricoles et désignées par la Commission Internationale d'Agriculture sont invitées, par l'intermédiaire du Gouvernement du pays où se tient le Congrès, à se faire représenter par des délégués officiels, qui sont également membres du Congrès.

Le Congrès est ouvert par le Président du Comité d'Organisation.

La présidence du Congrès est ensuite assumée par le Président de la Commission Internationale d'Agriculture, assisté par le Président du Comité d'Organisation en qualité de premier Vice-Président.

Le Bureau du Congrès comprend en outre des Vice-Présidents, un Secrétaire général et des Secrétaires, nommés par le Congrès à sa première séance. Les membres du Bureau de la Commission Internationale d'Agriculture font partie d'office du Bureau du Congrès.

Un Comité de rédaction, nommé par le Bureau de la Commission Internationale d'Agriculture, examine les amendements et les propositions déposés par les membres du Congrès et décide s'il y a lieu de les mettre en discussion.

La Commission Internationale d'Agriculture assure la suite à donner aux résolutions du Congrès.

C'est la Commission locale d'organisation qui prépare et publie les comptes rendus des Congrès, comprenant généralement dans une première partie les rapports préliminaires et dans une seconde partie les comptes rendus des séances de sections, des séances générales, des réceptions et des excursions. La collection de ces publications depuis 1889 ne comprend pas moins de trente-huit volumes grand in-8° qui constituent la source la plus complète de l'histoire agricole de l'Europe et d'un certain nombre de pays des autres continents depuis un demi-siècle.

LE GROUPEMENT PAR SECTIONS DANS LES CONGRÈS

Pour internationaux que soient les problèmes soumis à l'examen des Congrès, ils n'en sont pas moins étudiés par des délégués ou adhérents dont la majorité appartient, par la force des choses, au pays où se tiennent les réunions. Il convient dès lors — et M. le Comte de Montornès a fait notamment poser ce principe lors de la préparation du Congrès de Madrid, en 1911 — de faire dans les programmes des Congrès, à côté des grandes questions internationales toujours ouvertes, une part importante à celles qui intéressent davantage le pays qui donne l'hospitalité aux congressistes.

L'énumération des sections telles qu'elles ont été établies depuis 1889. donnera un coup d'œil d'ensemble sur l'activité des Congrès :

Le premier Congrès (Paris, 1889) comprit six sections : 1° Le crédit agricole dans les différents Etats ; 2° a) Institutions de crédit, prévoyance et assistance dans les campagnes ; b) Réunion des parcelles, cadastre ; c) Baux à ferme, plus-value ; 3° Enseignement agricole ; 4° Cultures industrielles et industries agricoles ; 5° Viticulture, sériciculture ; 6° Dispositions internationales relatives à la protection des oiseaux, au repeuplement et à la police des eaux.

Le deuxième Congrès (La Haye, 1891) comprit sept sections : 1° Enseignement ; 2° Institutions de crédit et de prévoyance dans les campagnes ; 3° Industries agricoles ; 4° Questions agricoles techniques ; 5° Economie rurale ; 6° Questions législatives ; 7° Organisation définitive des Congrès agricoles futurs.

Le troisième Congrès (Bruxelles, 1895) comprit douze sections : 1° Enseignement agricole ; 2° Sciences agronomiques ; 3° Institutions sociales à la campagne, la coopération en agriculture ; 4° Législation et administration ; 5° Régime monétaire (le monométallisme et le bimétallisme dans leurs rapports avec la crise agricole) ; 6° Production du bétail ; 7° Médecine vétérinaire ; 8° Production végétale ; 9° Cultures méridionales et colonisation ; viticulture ; 10° Economie forestière ; 11° Aquiculture ; 12° Industries agricoles (laiteries, horticulture, apiculture, sucrerie, brasserie, distillerie).

Le quatrième Congrès (Budapest, 1896) dont l'objet fut limité à la crise du blé ; ne comprit que trois sections : 1° Production ; 2° Commerce et transport ; 3° a) Douanes ; b) Monnaie.

Le cinquième Congrès (Lausanne, 1898) comprit sept sections : 1° Economie rurale ; 2° Enseignement et sciences agricoles ; 3° Forêts, alpages, industrie laitière ; 4° Elevage et entretien du bétail ; 5° Cultures et industries agricoles ; monopole de l'alcool ; 6° Viticulture et vinification ; 7° Maladies des plantes ; protection des oiseaux.

Le sixième Congrès (Paris, 1900) comprit également sept sections : 1° Economie rurale (crédit, associations, cadastre, questions agraires) ; 2° Enseignement agricole, stations agronomiques, champs d'expériences ; 3° Agronomie (sciences agronomiques, améliorations agricoles) ; 4° Bétail et cheval ; 5° Génie rural, cultures industrielles, industries agricoles ; 6° Cultures du Midi et des Colonies ; 7° Lutte contre les parasites ; animaux nuisibles.

Le septième Congrès (Rome, 1903) comprit dix sections : 1° Economie rurale (crédit agricole et foncier, cadastre, coopération, assurances, relations commerciales internationales) ; 2° Instruction agricole (écoles, chaires ambulantes, stations agricoles, champs d'expériences et de démonstration) ; 3° Agronomie (application des sciences à l'agriculture, amélioration de l'agriculture et du pâturage) ; 4° Economie du bétail et industries relatives ; apiculture, aviculture, sériciculture ; 5° Génie rural ; 6° Cultures spéciales et industries relatives ; 7° Lutte contre les parasites, pathologie végétale, protection contre les animaux nuisibles ; 8° Sylviculture ; 9° Aquiculture ; 10° Viticulture et œnologie.

Le huitième Congrès (Vienne, 1907) comprit onze sections : 1° Economie rurale (syndicats, crédit personnel et hypothécaire, dégrèvement du sol, statistique, voies de communication, prix, hygiène, assurances) ; 2° Enseignement agricole et forestier ; 3° Labour, culture, matériel et machines ; 4° Elevage ; 5° Améliorations agricoles et forestières ; 6° Industries agricoles ; 7° Protection des plantes contre les parasites ; animaux utiles ; 8° Economie forestière, sylviculture ; 9° Pisciculture, pêche ; 10° Viticulture, œnologie ; 11° Arboriculture, horticulture, fruits et légumes.

Le neuvième Congrès (Madrid, 1911) comprit huit sections : 1° Economie rurale (moyens de retenir à la terre les propriétaires, cultivateurs et ouvriers ; enseignement agricole et instruction des classes rurales ; organisation de la coopération et du crédit agricole ; conservation et création des petites exploitations rurales ; intervention de l'Etat pour la transformation des propriétés particulières par l'irrigation) ; 2° Statistiques ; 3° Cadastre ; 4° Sylviculture ; 5° Viticulture ; 6° Arboriculture ; 7° Elevage ; 8° Engrais.

Le dixième Congrès (Gand, 1913) comprit cinq sections : 1° Economie rurale (désertion des campagnes, petites propriétés, crédit, coopération, assurances mutuelles, commerce des produits agricoles) ; 2° Sciences agronomiques, viticulture, enseignement agricole ; 3° Economie animale ; sélection ; 4° Génie rural, défrichement ; 5° Sylviculture.

Le onzième Congrès (Paris, 1923) comprit sept sections : 1° Agronomie ; 2° Influence de l'agriculture sur les relations internationales ; 3° Economie rurale, enseignement agricole ; 4° Economie du bétail (livres généalogiques) ; 5° Viticulture ; 6° Sylviculture ; 7° Cultures des pays chauds.

Le douzième Congrès (Varsovie, 1925) comprit cinq sections : 1° Economie rurale ; 2° Production végétale ; 3° Production animale ; 4° Industries agricoles ; 5° Section scientifique (expérimentation, enseignement).

Le treizième Congrès (Rome, 1927) comprit six sections : 1° Conférence internationale des associations agricoles ; 2° Cultures et industries agricoles ; 3° Zootechnie (viande, lait) ; 4° Enseignement, coopération, organisation du travail agricole ; législation rurale ; crédit agricole ; 5° Agrobiologie et climatologie ; 6° Section financière.

Le quatorzième Congrès (Bucarest, 1929) comprit sept sections : 1° Politique économique agricole et économie rurale ; 2° Comptabilité agricole ; 3° Coopération ; 4° Production végétale ; viticulture ; 5° Production animale ; pisciculture ; 6° Industries agricoles ; 7° La femme à la campagne. Un rapport spécial de M. André Borel fut consacré à la situation de l'agriculture mondiale en 1927 et 1928 par rapport à celle d'avant-guerre et à celle de 1925-1926.

Le quinzième Congrès (Prague, 1931) comprit sept sections : 1° Politique agraire et économie rurale ; 2° Enseignement et propagande agricoles ; 3° Coopération agricole ; 4° Production végétale ; 5° Production animale ; 6° Industries agricoles ; 7° La femme à la campagne.

Enfin le seizième Congrès (Budapest, 1934) comprit huit sections : 1° Politique agraire et économie rurale ; 2° Enseignement et propagande agricoles ; 3° Coopération agricole ; 4° Production végétale ; 5° Viticulture ; 6° Production animale ; 7° La femme à la campagne.

LA COMMISSION SPÉCIALE DE LA COOPÉRATION AGRICOLE

L'article 22 des statuts permet à la Commission Internationale d'Agriculture d'instituer des commissions spéciales auxquelles des experts peuvent être adjoints, soit pour des études particulières, soit en vue de la préparation des Congrès.

La Commission spéciale de la Coopération agricole a été constituée à Paris le 3 décembre 1929. Ses principaux objets sont d'uniformiser dans la mesure du possible les bases de la législation en matière de coopération, d'unifier la statistique coopérative des différents Etats, de faire progresser les relations d'affaires entre les coopératives des différents pays, de favoriser les échanges de renseignements sur les expériences faites et les résultats obtenus en matière de révision des comptes et de l'activité des coopératives et dans le domaine de la préparation des jeunes générations à l'activité coopérative, de tendre à une collaboration plus étroite entre les Fédérations

des coopératives agricoles des différents pays et de seconder l'essor coopératif dans les Etats où la coopération n'a pas encore pris pied ou s'est insuffisamment développée.

Les membres de la Commission spéciale doivent verser en dehors de leur cotisation à la Commission Internationale d'Agriculture une cotisation spéciale qui ne peut être inférieure à une unité de cotisation à la Commission Internationale d'Agriculture.

Un compte courant particulier est ouvert au nom de la Commission spéciale dans la comptabilité de la Commission Internationale d'Agriculture.

La Commission spéciale de la Coopération agricole est présidée par le Président de la Commission Internationale d'Agriculture. Elle nomme pour une période de deux années, un ou plusieurs Vice-Présidents. Le Secrétariat est le même que celui de la Commission Internationale d'Agriculture.

La Commission comprend actuellement 27 des associations affiliées à la Commission Internationale d'Agriculture.

Ses deux Vice-Présidents sont actuellement MM. Klindera et Trumpf.

LA COMMISSION SPÉCIALE POUR LES QUESTIONS DU TRAVAIL AGRICOLE

La Commission spéciale pour les questions du travail agricole constituée à Prague, le 4 juin 1931, par la Commission Internationale d'Agriculture, en exécution d'une décision du Congrès de Bucarest de 1929, a pour objet d'examiner les questions du travail agricole et tous les problèmes en relation avec elles, plus particulièrement ceux qui rentrent dans le champ d'activité de la Conférence Internationale du Travail et du Bureau International du Travail de Genève.

Elle comprend les membres du Bureau de la Commission Internationale d'Agriculture et un ou deux délégués de chaque pays, à désigner, pour une période de deux ans, par les Organisations agricoles affiliées à la Commission Internationale d'Agriculture, en tenant particulièrement compte de celles qui s'occupent plus spécialement des problèmes du travail agricole ; les organisations désignent, pour une période de deux ans également, un ou plusieurs suppléants pour chaque délégué. La Commission comprend actuellement 15 délégués titulaires et 10 suppléants représentant 13 Etats.

La Commission spéciale est présidée par le Président de la Commission Internationale d'Agriculture. Elle nomme pour une période de deux ans, un ou plusieurs Vice-Présidents.

La Commission spéciale se réunit en règle générale immédiatement avant l'Assemblée de la Conférence Internationale du Travail.

Les délégués des pays à la Commission spéciale peuvent, avec l'agrément du Président, inviter les conseillers techniques agricoles de leurs pays

désignés pour participer à une Conférence Internationale du Travail, à assister aux séances de la Commission spéciale.

Peuvent en outre être invités par le Président à assister, avec voix consultative, aux séances de la Commission spéciale, des représentants du Bureau International du Travail de Genève, de l'Institut International d'Agriculture de Rome et d'autres Institutions ou Organisations Internationales ainsi que certains spécialistes.

A la réélection du bureau de 1935, la Commission n'a nommé qu'un seul Vice-Président, M. Molhuysen. Le Secrétariat est le même que celui de la Commission Internationale d'Agriculture.

Section Deuxième

LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES AGRICOLES ET LEURS RAPPORTS AVEC LA COMMISSION

LES ORGANISATIONS MEMBRES DE LA COMMISSION

Au Congrès de Paris en 1923, M. le Dr Laur, en présentant les projets de statuts d'une Confédération Internationale des Agriculteurs, a montré qu'il était nécessaire dans une bonne organisation agricole de posséder à côté de la Commission Internationale d'Agriculture et fonctionnant en liaison avec elle, un certain nombre d'organisations spécialisées. C'est dans cette pensée que l'article 4 des statuts de la Commission votés en 1928 a prévu que des associations internationales pourraient être admises comme membres. Ces associations sont, au début de 1936 :

La Commission Internationale pour l'Embellissement de la vie rurale, à Louvain, dont le cinquième Congrès a eu lieu à Luxembourg et à Bruxelles en 1935 ;

La Confédération Internationale des Betteraviers Européens, à Paris (Président : M. Monmirel, Secrétaire : M. Achard), qui a tenu son 8^e Congrès à Budapest en 1934 ;

La Fédération Internationale des Techniciens Agronomes (F. I. T. A.), constituée à Rome en 1930, en exécution d'un vœu du Congrès de Rome en 1927 demandant la permanence de la Conférence Internationale des Techniciens du Blé, convoquée à Rome par M. Mussolini. Cette association (F. I. T. A.) a pour Président M. Angelini, Vice-Président de la Commission Internationale d'Agriculture et pour Directeur M. Gravino. Elle a organisé en 1935 les Conférences du Crédit agricole et de l'Ensei-

gnement agricole tenues à Bruxelles à l'occasion de l'Assemblée de la Commission Internationale d'Agriculture, et le 1^{er} Congrès International de la Presse agricole ;

Le Bureau International Agraire de Prague (Président : M. Mecir) dont l'action est d'ordre politique ;

Le Secrétariat Professionnel Agricole Féminin, à Paris.

LES GROUPEMENTS DISPARUS

Plusieurs autres groupements constitués par la Commission Internationale d'Agriculture ou par ses dirigeants ont été incorporés depuis dans d'autres organisations ou dans la Commission Internationale d'Agriculture elle-même. Telles sont :

La Commission Internationale Permanente de Viticulture, constituée à Rome, le 17 avril 1903, et présidée par M. Méline, depuis par M. Prosper Gervais ;

L'Union Internationale Agricole de Statistique des Céréales, siégeant à Paris et qui a fonctionné de 1902 à 1910, avec pour section française le Comité Permanent de la Vente du Blé présidé par le M. le Baron de Courcel, puis par M. Alfred Paisant.

La Confédération Internationale des Sociétés Coopératives Agricoles, constituée en 1907 par M. Haas, Président de la très importante Union Impériale Allemande de Darmstadt, et qui, groupant des représentants de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Suisse, de l'Italie et de la France, tint son Assemblée constitutive au cours du Congrès de Vienne dans le local de la corporation des marchands. Cette organisation n'a pas survécu à la guerre ;

La Conférence Internationale des Associations Agricoles, réunie à Berne les 22 et 23 septembre 1925 sur l'initiative du D^r Laur et qui, par une modification aux statuts de la Commission Internationale d'Agriculture votés à Paris le 22 mars 1926, était devenue un organe permanent des Congrès internationaux d'agriculture dont elle constituait la première section, section autonome et dotée d'un secrétariat permanent. La fusion complète de cette organisation avec la Commission Internationale d'Agriculture a été réalisée dans les statuts de 1928 ;

La Confédération Internationale des Syndicats Agricoles, créée en 1920, dont l'activité propre a été absorbée depuis 1929 par l'institution de la Commission Spéciale de la Coopération Agricole.

LES ORGANISATIONS SPÉCIALISÉES

D'autres organisations spécialisées, nées le plus souvent des Congrès internationaux d'agriculture, et dont plusieurs organisèrent elles-mêmes des Congrès internationaux, se relient à l'activité de la Commission ; elles font

souvent coïncider leurs réunions avec celles des Congrès internationaux d'agriculture dont elles constituent parfois une section.

Au Congrès de Gand en 1913, M. Maenhaut a pris l'initiative d'une Union Parlementaire Internationale Agricole dont il a présenté les statuts à la réunion de la Commission Internationale d'Agriculture tenue à Paris le 23 février 1914.

Le vœu émis à Gand en 1913 fut repris à Rome en 1927 et, sur l'initiative de MM. Maenhaut et de Vuyst, fut constituée à Versailles en 1929 au cours de la Conférence Parlementaire Internationale du Commerce, une Commission Permanente Parlementaire Internationale de l'Agriculture, comprenant deux représentants par groupe national, et qui a recueilli l'adhésion de quarante-quatre pays. La dernière réunion s'est tenue à Londres en septembre 1935.

Mentionnons encore :

L'Office International de la Presse Agricole, constitué en 1933 par la Fédération Internationale des Techniciens Agricoles et qui publie un bulletin d'informations ;

La Conférence Internationale des Economistes Européens, réunie pour la troisième fois à Eilsen (Allemagne) en septembre 1934 ;

La Commission Internationale de l'Enseignement Agricole (Bruxelles) qui, de concert avec la Fédération Internationale des Techniciens agronomes, a organisé l'Office International de l'Enseignement Agricole, présidé par M. van der Vaeren, qui a organisé à Budapest en 1934 la troisième Conférence annuelle de l'Enseignement agricole et qui a préparé le cinquième Congrès mondial de l'Enseignement agricole qui se tient à Buenos-Ayres en 1936 ;

La Commission Internationale pour la Coordination des Recherches agronomiques, présidée par M. Jelinek ;

L'Association Internationale des Sélectionneurs d'Espèces végétales, constituée à la suite d'un vœu de M. Schribaux, adopté par le Congrès de Paris en 1923, et que le Congrès de Prague a chargée en 1931 d'élaborer les principes techniques d'une loi internationale de protection des nouveautés végétales ;

La Conférence Internationale de Phytopathologie, réunie notamment en Hollande en 1923 ; un Congrès international de la protection des plants a été organisé à Bruxelles en 1935 ;

L'Association Internationale pour le Contrôle des Semences, qui a été chargée par les Congrès internationaux de publier chaque année une liste des stations dont les études sont susceptibles de servir de norme au commerce international ;

L'Association Internationale de la Science du Sol, dont le secrétariat est à Groningue (Pays-Bas) et dont le deuxième Congrès a eu lieu à Léninegrad-Moscou en juillet 1930 ;

Le Congrès International Technique et Chimique des Industries Agricoles (le quatrième Congrès s'est tenu à Bruxelles en 1935) ;

La Conférence Internationale des Engrais Chimiques, dont la troisième réunion a eu lieu à Berne en 1934 ;

La Fédération Internationale de Laiterie, présidée par M. Maenhaut, Vice-Président de la Commission Internationale d'Agriculture et qui a tenu à Rome et à Milan en 1934, son dixième Congrès mondial, réunissant 2.000 participants ;

L'Office International des Epizooties constitué par une convention du 2 janvier 1924 dans le but :

1° De fixer les conditions sanitaires auxquelles seront soumis les animaux destinés à l'exportation ;

2° De fixer les conditions auxquelles les fonctionnaires des Services vétérinaires de frontière seront autorisés par leurs Gouvernements à se communiquer directement des renseignements et à s'entendre sur les mesures urgentes à prendre contre les épizooties ;

3° D'organiser l'unification des méthodes de diagnostic des maladies contagieuses du bétail et la standardisation de la préparation des vaccins, sérums et autres substances révélatrices ;

L'Office International du Vin, institué par une conférence diplomatique réunie à Paris en 1924 et qui, sous l'active impulsion de M. Donarche, a contribué à la suppression de la prohibition et au développement de la consommation du vin et du raisin par la création de stations uvaies ;

Le Comité Consultatif du Blé, créé à Londres en 1933 en vue de répartir les contingents entre les pays exportateurs suivant les besoins de l'importation ;

Le Comité International du Bois, constitué par une Conférence réunie à Vienne en 1932 pour la réglementation des exportations et des débouchés, et qui s'est réuni à Berlin en 1933 et à Vienne en 1934 ;

Le Conseil International des Sucres qui, dans sa réunion de Bruxelles en août 1935, a remplacé le Cartel par un Comité restreint ;

La Conférence Internationale du Crédit Agricole, suite de la réunion des représentants des Gouvernements et des Banques tenue à Rome les 27 et 28 juillet 1931 en vue de la création d'une banque internationale de crédit agricole et qui, sous l'impulsion de M. Angelini s'est réunie en 1932, en 1933 et en dernier lieu en 1934 comme une annexe aux Sections du Congrès International d'Agriculture ;

La Fédération Internationale de l'Enseignement ménager, réunie à Bruxelles en 1935 ;

Le Comité International des Cercles de Fermières, présidé par la Baronne de Combrugghe de Piquendaele (Belgique) et qui distribue chaque année la Coupe de la Vaillante Fermière ;

La Commission Internationale d'Agriculture a entretenu également des rapports avec un certain nombre de Congrès destinés à l'étude temporaire ou permanente des questions agricoles, tels : les Congrès d'entomologie (5^e, Paris 1932), d'apiculture (10^e, Bruxelles, 1935), de l'Art des Jardins (Bruxelles 1935), de Pomologie (Bruxelles 1935), le Congrès de Sylviculture et du carbone-carburant tenu à Bruxelles les 26 et 27 juillet 1935, le Congrès International de la Culture fourragère et pacagère (3^e, Zurich, 1934), et le Congrès International de Génie rural (Liège, 1930).

RAPPORTS DE LA COMMISSION INTERNATIONALE D'AGRICULTURE AVEC L'INSTITUT INTERNATIONAL D'AGRICULTURE

Une place à part doit être faite à trois grandes organisations internationales avec lesquelles la Commission Internationale de l'Agriculture collabore d'une façon constante pour des questions d'ordre général : L'Institut International d'Agriculture, la Société des Nations et le Bureau International du Travail.

Parmi les conclusions des Congrès Internationaux d'Agriculture, il en est dont la suite se traduit par des interventions législatives ou administratives, et qui doivent donc être soumises aux Gouvernements. Jusqu'à la création de l'Institut International d'Agriculture, aucun organe officiel ne pouvait assumer cette tâche. Il dépendait de l'initiative parlementaire ou de l'initiative privée, dans chaque pays, d'aviser aux meilleurs moyens de faire entrer dans la législation les dispositions préconisées par les Congrès.

Sur l'initiative d'un citoyen américain, David Lubin, S. M. le Roi Victor Emmanuel III, qui avait présidé à l'inauguration du Congrès de Rome en 1903, décida la convocation d'une Conférence Internationale qui examinerait la possibilité de créer à Rome un centre officiel de documentation et d'action agricole. Ouverte à Rome le 28 mai 1905, cette Conférence adopta le 7 juin une Convention internationale, Charte fondamentale de l'Institut, qui fut immédiatement signée par les représentants de 40 Gouvernements qui, peu après, la ratifièrent tous ; 33 autres Etats et colonies y donnèrent leur adhésion par la suite.

Les rapports entre l'Institut International d'Agriculture et la Commission Internationale d'Agriculture ont été définis au Congrès de Vienne en 1907. Vingt-sept Etats s'étaient prononcés contre l'élection des membres de l'Institut par les associations agricoles. Plusieurs congressistes avaient émis la crainte que l'Institut ne devint dans ces conditions une œuvre purement bureaucratique. M. le Marquis Cappelli, Président de la Société des Agriculteurs Italiens, avait fait cependant remarquer que l'article 9 de la Convention de Rome prévoit comme une des tâches de l'Institut de : « présenter, s'il y a lieu, à l'approbation des Gouvernements des mesures pour la protection des intérêts communs aux agriculteurs et pour l'amélioration de leur condition, après s'être préalablement entouré de tous les moyens d'information nécessaires, tels que : vœux exprimés par les Con-

grès internationaux ou autres Congrès agricoles et de sciences appliquées à l'agriculture ».

M. Méline précisa le rôle respectif des Congrès et de l'Institut. Les Congrès représentent l'opinion publique ; ils ont qualité pour émettre des vœux et les transmettre à l'Institut International, doté de moyens d'action plus puissants pour en assurer l'application. Son rôle consistera notamment à obtenir que des propositions conformes aux vœux des Congrès soient dans chaque pays soumises au Parlement, ainsi qu'à surveiller l'application des conventions internationales d'intérêt agricole.

Sur la proposition de MM. Méline, Cappelli, et du Dr Thiel (Allemagne) le vœu suivant fut adopté à la presque unanimité : « Le Congrès exprime le désir que, parmi les délégués à l'Institut International d'Agriculture, soient compris des représentants des associations agricoles, choisis de la façon la plus appropriée à chaque pays. Le Congrès charge la Commission Internationale d'Agriculture, lorsque l'Institut International d'Agriculture commencera à fonctionner, d'aviser au meilleur moyen de lui transmettre les vœux des Congrès et des associations agricoles ».

Commentant l'article 9 de la convention, M. Louis Dop, Vice-Président de l'Institut, s'exprimait dans les termes suivants à son assemblée générale de 1909 :

« En recommandant à l'Institut de s'inspirer des vœux exprimés par les Congrès Internationaux, lorsqu'il présente aux Gouvernements les mesures qu'il juge favorables aux intérêts de l'agriculture, la convention de 1905 lui a confié une mission d'une importance théorique considérable ; elle constitue une reconnaissance implicite, par les créateurs de l'Institut, de l'utilité actuelle et future des Congrès Internationaux et une justification de la Commission chargée d'assurer leur permanence. Pratiquement elle permet la solution du problème de l'utilisation des efforts issus de l'initiative privée ».

La situation se trouve ainsi très nettement précisée : les vœux émis dans les Congrès sont portés par la Commission Internationale d'Agriculture devant l'Institut de Rome et celui-ci transmet aux Gouvernements ceux qui sont susceptibles d'une suite législative. La collaboration de la Commission Internationale d'Agriculture, créée longtemps avant l'Institut de Rome, avec ce dernier, n'a jamais cessé d'être cordiale et fructueuse et continuera d'être l'une et l'autre si chacune de ces deux grandes forces travaille de son mieux dans le champ ouvert à son activité particulière. D'ailleurs elles ont des points de contact qui leur permettent de conjuguer leurs efforts : d'une part les représentants de l'Institut ont toujours leur place marquée dans les Congrès ; d'autre part les chefs des Associations agricoles qui se rencontrent à la Commission Internationale d'Agriculture figurent aussi le plus souvent dans les délégations des Gouvernements aux Assemblées générales de l'Institut ; ils se retrouvent encore dans la Commission Permanente des Associations Agricoles que l'Institut a placée à côté de son Comité Permanent.

RAPPORTS DE LA COMMISSION INTERNATIONALE D'AGRICULTURE AVEC LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

La question de la participation de la Commission Internationale d'Agriculture à la Société des Nations fut ouverte par une visite de M. Inazo Itobé, sous-secrétaire général et Directeur de la Section des Bureaux Internationaux au Secrétariat de la Ligue des Nations, venu demander à M. Henry Sagnier, Secrétaire-questeur de la Commission Internationale d'Agriculture, si celle-ci serait disposée à se joindre à l'organisation de la Société des Nations. La question fut portée à la réunion tenue à Paris le 7 juin 1920. Sur la proposition de MM. Rieul Paisant, Méline et Emile Loubet, cette adhésion fut décidée en principe.

Devait-on considérer la Commission Internationale d'Agriculture comme un des bureaux internationaux placés par l'article 24 du Traité de Versailles sous l'autorité de la Société des Nations ? La question fut résolue par la négative dans une réunion de la Commission Internationale d'Agriculture des 26 et 27 juin 1922, mais il fut décidé qu'une demande d'affiliation serait introduite. Il semblait à ce moment que la Commission Internationale d'Agriculture avait sa place indiquée dans la Commission Economique et Financière créée en 1920 par la Société des Nations et qui s'était subdivisée en 1921 en Comité Financier et Comité Economique. Le Comité Economique fut reconstitué en 1927 pour donner une suite plus active aux résolutions de la Conférence Economique Internationale de Genève, à laquelle l'agriculture fut représentée sur un pied d'égalité avec le commerce et l'industrie. Après la Conférence de 1927 fut créé aussi un Comité Consultatif Economique, chargé de faire des suggestions au Comité Economique. Ce Comité Consultatif comprenait dans ses 54 membres 10 représentants de l'agriculture, et la Commission Internationale d'Agriculture fut invitée à envoyer deux experts aux séances. Mais ce Comité Consultatif ne fut convoqué qu'à trois reprises, en 1928, 1929 et 1930 et fut supprimé depuis pour réaliser des économies dans le budget de la Société des Nations.

Le Comité Consultatif Economique avait demandé en mai 1929 que des experts agricoles fussent associés d'une manière permanente aux travaux du Comité Economique de la Société des Nations. Conformément à ce vœu, appuyé par une résolution votée par la Commission Internationale d'Agriculture à Bucarest sur le rapport de M. Fudakowski le 9 juin 1929, un Comité d'experts agricoles fut constitué à la fin de l'année, mais il ne se réunit que deux fois, en janvier 1930 et en janvier 1931.

L'absence d'experts agricoles dans le Comité Economique de la Société des Nations se fait vivement sentir, notamment en ce qu'elle ôte à ses résolutions tout crédit dans le monde agricole, et la Commission Internationale d'Agriculture a eu l'occasion dans sa réunion de Bruxelles, en 1935, sur la proposition de M. le Dr Laur, de critiquer le rapport sur le protectionnisme agricole présenté par ce Comité Economique. A cette occasion,

sur la proposition de M. Jules Gautier, la Commission Internationale d'Agriculture a formulé le vœu que le Comité Economique de la Société des Nations examine dorénavant les problèmes agricoles en étroit contact avec les cercles agricoles, et que, à cet effet, il s'assure, comme il l'a déjà fait dans le passé, le concours d'experts agricoles qualifiés.

RAPPORTS DE LA COMMISSION INTERNATIONALE D'AGRICULTURE AVEC LE BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL

L'Organisation Internationale du Travail constituée par les articles 387 à 427 du Traité de Versailles comprend une Conférence qui se réunit en général une fois par an et un Conseil d'Administration de 24 membres. Le Bureau International du Travail, universellement connu sous l'abréviation de B. I. T. et dont le siège est à Genève, prépare les Conférences et constitue pour elles un organe permanent d'enquête et de documentation.

Les premiers rapports entre la Commission Internationale d'Agriculture et le B. I. T. sont ceux de deux plaideurs. Le B. I. T. avait en effet introduit dans le programme de la Conférence qui devait se tenir en 1921 à Genève un certain nombre de questions agricoles, et notamment l'adaptation aux travailleurs de la terre des décisions votées à la Conférence antérieure de Washington pour les travailleurs de l'industrie. Une vive émotion se manifesta à cet égard dans les nations agricoles, en premier lieu en Suisse où l'Union des paysans affirma à la fois l'incompétence du B. I. T. et l'impossibilité de créer une législation internationale sur le travail agricole. Une des protestations les plus fermes fut faite en novembre 1920 par M. Jules Gautier à l'Institut International d'Agriculture. Le Gouvernement Français demanda le retrait de l'ordre du jour de Genève de la réglementation du travail agricole et, la Conférence ayant passé outre, porta la question devant la Cour Permanente de Justice Internationale de La Haye.

La Commission Internationale d'Agriculture, sur le rapport de M. Henry Sagnier, déclara unanimement que les questions agricoles échappaient à la compétence du B. I. T.. Mais la Cour de La Haye, se basant notamment sur le sens anglais du mot « industriel » plus large que le sens français du même terme, reconnut définitivement à l'Organisation Internationale du Travail la compétence en matière agricole.

La première session de la Conférence Internationale du Travail qui suivit l'arrêt de La Haye se tint à Genève en septembre 1923. M. Jules Gautier, qui figurait parmi les délégués du Gouvernement français, se trouva suppléé par M. le Marquis de Vogüé. La présence d'un des représentants les plus qualifiés de la Commission Internationale d'Agriculture donna à M. Albert Thomas l'occasion d'affirmer que le Bureau International du Travail n'avait aucun parti-pris dont pût s'alarmer l'agriculture. M. le Marquis de Vogüé déclara de son côté que les agriculteurs avaient l'intention d'exécuter loyalement l'arrêt rendu.

En effet M. Albert Thomas, dont l'esprit essentiellement réaliste comprenait que le travail agricole devait faire à tout le moins l'objet d'une réglementation spéciale, avait provoqué dès 1921 la création d'une Commission mixte entre le B. I. T. et l'Institut International de Rome, comprenant 3 membres de chacune de ces deux organisations officielles, mais avec l'adjonction d'une dizaine d'experts parmi lesquels MM. de Vogüé, Gautier, Klindera membres de la Commission Internationale d'Agriculture. Cette Commission dite « Commission Consultative des intérêts agricoles » s'est réunie à Genève en 1923, puis à Rome et dernièrement à Genève en mai 1935.

A la séance de la Commission Internationale d'Agriculture tenue à Vienne le 25 mai 1928, M. Albert Thomas déclara qu'il ne pouvait être question d'appliquer aux travailleurs agricoles une réglementation identique à celle qui avait été adoptée pour les travailleurs de l'industrie. Il montra qu'une collaboration devait s'instituer entre la Commission Internationale d'Agriculture et le B. I. T. qui est un Bureau fait pour « servir » et qui peut travailler dans l'intérêt même de la Commission Internationale d'Agriculture en lui fournissant des informations tandis qu'elle-même peut lui donner des avis utiles sur les enquêtes à entreprendre.

M. le Dr Hermes fit néanmoins remarquer à la séance de la Commission Internationale d'Agriculture tenue à Bucarest le 9 juin 1929 que les termes « industrie », « employeur », et « travailleur » tels qu'ils figurent au Traité de Versailles avaient presque toujours été interprétés restrictivement, de telle sorte que les délégués des employeurs et travailleurs aux Conférences du Travail désignés par application de l'article 389 du Traité avaient presque sans exception été choisis dans l'industrie proprement dite à l'exclusion de l'agriculture. La Commission Internationale d'Agriculture invita en conséquence ses membres à insister auprès de leurs Gouvernements respectifs pour que dans tous les pays l'un au moins des délégués gouvernementaux fût choisi dans les milieux agricoles, et pour que les délégués fussent accompagnés d'experts techniques au courant des choses de l'agriculture.

Le 4 décembre 1929 un entretien eut lieu à Paris entre les représentants de l'Organisation Internationale du Travail et ceux de la Commission Internationale d'Agriculture. Il fut convenu entre eux que, étant donné l'intérêt qu'il y a à éviter le plus possible des différences de vues et d'action entre ces deux organisations sur les questions de caractère agricole soumises à l'Organisation Internationale du Travail, il est désirable que, quand des questions de cet ordre seront posées, des conversations préalables aient lieu entre des représentants de l'une et de l'autre, en vue de réaliser, si possible, un accord entre leurs points de vue, chacune restant libre d'agir selon ses vues particulières dans le cas où cet accord ne pourrait s'établir.

Depuis cette entente la Commission Internationale d'Agriculture et depuis 1931 la Commission spéciale du Travail agricole, aux séances de laquelle a toujours assisté un représentant du B. I. T., ont été saisies régu-

lièrement et en temps utile de toutes les recommandations dans lesquelles l'agriculture est intéressée avant qu'elles ne fussent soumises à la Conférence Internationale du Travail.

Allant plus loin dans le désir de voir l'agriculture participer aux travaux du B. I. T., la 15^e Conférence Internationale du Travail a adopté à l'unanimité, en juin 1935, sur la proposition de M. de Michelis, Président du Conseil d'Administration du B. I. T. et ancien Président de l'Institut International d'Agriculture, une résolution tendant à constituer au B. I. T. une Commission permanente agricole. Dans ses séances tenues à Bruxelles et à Gembloux en juillet 1935, la Commission Internationale d'Agriculture a adopté un vœu de M. Jules Gautier prenant acte avec une vive satisfaction de la constitution projetée, mais déclarant indispensable que dans la composition de la nouvelle Commission le B. I. T. assurât en premier lieu le concours des associations agricoles nationales et internationales qui ont en vue la défense des intérêts, non des employeurs ou des employés seulement, mais bien aussi et surtout de la multitude des petits cultivateurs indépendants, lesquels, dans la plupart des pays, forment la grande majorité de la population agricole.

Ratifiant ensuite une intervention de M. Jules Gautier à la Conférence Internationale du Travail, la Commission Internationale d'Agriculture déclara que, groupant dans les organisations qui la composent plusieurs dizaines de millions de petits cultivateurs, elle était prête à apporter son concours à la Commission Permanente Agricole projetée.

LE COMITÉ INTERNATIONAL DES RELATIONS INTERCOOPÉRATIVES

En vue de développer les relations morales et économiques entre les coopératives agricoles et les coopératives de consommation, et en exécution d'un vœu du Congrès de Bucarest en 1929, un Comité International des relations intercoopératives a été constitué le 9 février 1931. Présidé par M. Albert Thomas jusqu'à sa mort et depuis le 20 septembre 1932 par Sir Harold Butler, directeur du B. I. T., ce Comité assure en même temps la liaison entre le mouvement coopératif pris dans son ensemble et les Institutions Internationales.

Composé en nombre égal de représentants de la Commission Internationale d'Agriculture et de l'Alliance Coopérative Internationale de Manchester, le Comité a comme Vice-Présidents M. le Marquis de Vogüé et M. Poisson, respectivement Président et Vice-Président de ces deux grandes organisations, et comme Secrétaires MM. May et Borel.

Le Comité, qui a tenu chaque année deux sessions, s'est d'abord occupé du développement des Comités nationaux d'entente intercoopérative, dont le nombre est passé de 4 à 13. Pour rassembler les données concernant les besoins d'écoulement des coopératives agricoles et les besoins d'approvisionnement des coopératives de consommation, il a institué deux enquêtes, l'une

sur le commerce des œufs, l'autre sur le commerce du beurre, et a voté un certain nombre de recommandations concernant le rôle respectif des institutions coopératives des deux catégories dans l'organisation du commerce de ces deux produits.

Le Comité a également abordé l'aspect coopératif du problème international du blé ; des rapports de MM. Pavlowsky, Poisson, Klindera et Vimeux ont attiré l'attention des Conférences du blé sur le rôle que pourraient jouer les relations intercoopératives dans l'écoulement et la distribution des céréales sur le marché international.

Le Comité a étudié les contrats passés entre les deux sortes de coopératives et a fait publier dans la presse ceux qui lui ont paru les plus typiques. Il s'est efforcé également d'attirer l'attention des Gouvernements sur la collaboration qu'ils doivent recevoir des organisations coopératives dans leurs interventions multiples et variées en ce qui concerne l'écoulement et la distribution des produits agricoles en général.

Enfin, par un arrangement avec le Magasin de Gros Coopératif International de Manchester et en vue d'établir des relations directes entre les coopératives, la Commission Internationale d'Agriculture a publié une liste des marchandises que les organisations nationales, membres de ce Magasin de Gros dans douze pays européens, sont à même d'exporter.

En même temps la Commission spéciale de la Coopération de la Commission Internationale d'Agriculture a demandé aux organisations coopératives qui lui sont affiliées, quels sont les produits principaux qu'elles seraient à même d'offrir aux membres du Magasin de Gros Coopératif International, et d'autre part quels sont les articles parmi ceux que les membres de ce Magasin sont à même de vendre qui leur seraient particulièrement utiles.

L'ACTION MORALE ET LÉGISLATIVE DE LA COMMISSION INTERNATIONALE D'AGRICULTURE

Telle est actuellement la structure de l'œuvre conçue à Paris en 1889 par le génie de M. Méline, et dont on ne saurait mieux caractériser l'action qu'il ne l'a fait lui-même au Congrès de La Haye en 1891 et que ne l'a fait au Congrès de Rome en 1927 le Marquis de Vogüé, son éminent successeur.

« Je crois, disait M. Méline, que les Congrès sont plus utiles encore pour l'agriculture que pour les autres branches de la production. Il y a d'abord la masse innombrable de questions techniques et scientifiques dont la solution devient de plus en plus pressante pour l'agriculture. Il y a ensuite des questions d'ordre législatif, administratif, financier et économique, dont la solution aura pour effet de conjurer l'émigration des campagnes vers les villes. Il y a enfin des questions de législation internationale qui supposent avant tout le concours et l'aide des Gouvernements... Le Congrès est une sorte de consultation universelle donnée à des périodes régulières, à l'agri-

culture tout entière, par les hommes les plus autorisés, par ceux de ses représentants qui connaissent le mieux ses véritables intérêts ».

Trente-six ans plus tard, mettant au point le rôle de la Commission Internationale d'Agriculture par rapport à celui des grandes institutions officielles agricoles, et rappelant l'impulsion donnée par elle à la législation agricole des Etats, M. le Marquis de Vogüé concluait en ces termes :

« Echappant aux préoccupations d'ordre politique, n'ayant que le souci des grands intérêts de l'agriculture, la Commission Internationale d'Agriculture est l'interprète naturelle des hommes dont le labeur féconde la terre, et qui ont le droit de faire connaître leurs vues sur les problèmes qui touchent à leurs intérêts professionnels. Son autorité sera d'autant plus grande que les associations agricoles se grouperont plus nombreuses autour d'elle. Les vœux des Congrès seront d'autant mieux écoutés que, préparés et transmis par elle, ils apparaîtront comme le fruit d'une étude plus ordonnée, et l'expression d'une volonté plus réfléchie. Ainsi sera réalisée cette collaboration étroite entre l'autorité publique et l'initiative privée sans laquelle serait vain l'espoir que fondent les hommes sur un avenir meilleur ».

Vu, le Doyen :

EDGARD ALLIX.

Vu, le Président de la Thèse :

EDGARD ALLIX.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER

Le Recteur de l'Académie de Paris :

S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

Comptes rendus des Congrès Internationaux d'Agriculture :

- 1^{er} Congrès à Paris en 1889, 1 volume in-8° de 960 pages.
- 2^e Congrès à La Haye en 1891, 1 volume de 850 pages.
- 3^e Congrès à Bruxelles en 1895, 2 volumes de 882 et 536 pages.
- 4^e Congrès à Budapest en 1896, 2 volumes de 632 et 264 pages.
- 5^e Congrès à Lausanne en 1898, 2 volumes de 648 et 264 pages.
- 6^e Congrès à Paris en 1900, 2 volumes de 776 et 656 pages.
- 7^e Congrès à Rome en 1903, 2 volumes de 1.050 et 1.337 pages.
- 8^e Congrès à Vienne en 1907, 4 vol. de 900, 1.720, 1.210 et 1.300 pages.
- 9^e Congrès à Madrid en 1911, 1 volume de 972 pages.
- 10^e Congrès à Gand en 1913, 1 volume de 386 pages.
- 11^e Congrès à Paris en 1923, 2 volumes de 698 et 544 pages.
- 12^e Congrès à Varsovie en 1925, 3 volumes de 192, 612 et 444 pages.
- 13^e Congrès à Rome en 1927, 4 volumes de 262, 208, 918 et 616 pages.
- 14^e Congrès à Bucarest en 1929, 4 volumes de 530, 726, 888 et 782 pages.
- 15^e Congrès à Prague en 1931, 4 volumes de 280, 780, 770 et 780 pages.
- 16^e Congrès à Budapest en 1934, 3 volumes de 284, 890 et 874 pages.

Procès-verbaux des séances de la Commission Internationale d'Agriculture :

- 15 brochures in-8° éditées à la Librairie Agricole de la Maison Rustique, 26, rue Jacob, Paris (7^e).

RIEUL PAISANT : *Enquête de la Commission Internationale d'Agriculture sur la désertion des campagnes, l'organisation de petites propriétés rurales, le crédit agricole et la coopération* (1912). 2 brochures in-8° de 80 et 32 pages.

Annales de la Commission Internationale d'Agriculture publiées depuis 1927, éditées au siège de la Commission Internationale d'Agriculture, 18, rue de Bellechasse, Paris (7^e). N^{os} I à XIV.

Congrès de la vente du blé (Versailles 1900). 2 volumes de 132 et 272 pages.

Etienne CLÉMENTEL : *La France et la politique économique interalliée.*

Publications de la dotation Carnegie pour la paix internationale.
1 volume de 376 pages.

André BOREL : *Les Accords Internationaux et l'Agriculture.*

Paris 1934, 1 brochure de 72 pages.

Paul de HEVESY : *Le problème mondial du blé.*

Paris 1934, Librairie Alcan, 1 volume in-8° de 296 pages.

F. HOULLIER : *L'Organisation Internationale de l'Agriculture. Les Institutions agricoles internationales et l'action internationale en agriculture.*

Thèse de Doctorat, Paris 1935, Librairie Technique et Economique, 308 pages.

Dossiers de la Commission Internationale d'Agriculture et Dossiers Particuliers.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER

LA COMMISSION INTERNATIONALE D'AGRICULTURE DE 1889 A 1914

Le Congrès de Paris en 1889	7
La Constitution de la Commission Internationale d'Agriculture.....	9
Le Congrès de La Haye en 1891	10
Le Congrès de Bruxelles en 1895	11
Le Congrès de Budapest en 1896	12
Le Congrès de Lausanne en 1898	12
Les Congrès de Paris et de Versailles en 1900 et L'Union Internationale Agricole de Statistique des Céréales	13
Le Congrès de Rome en 1903	14
La création de l'Institut de Rome en 1905 et le Congrès de Vienne en 1907.	15
Les réunions de la Commission Internationale d'Agriculture en 1909 et 1910.	16
Le Congrès de Madrid en 1911 et l'enquête sur la désertion des campagnes en 1912	17
Le Congrès de Gand en 1913	17

CHAPITRE DEUXIÈME

LA COMMISSION INTERNATIONALE D'AGRICULTURE DEPUIS LA GUERRE

Les séances de 1920, 1921 et 1922	19
Le litige de 1922 avec le Bureau International du Travail.....	20
La propagande pour la Paix et le Congrès de Paris en 1923.....	20
Les séances de Paris et de Londres en 1924 et la désignation par M. Méline de M. le Marquis de Vogüé comme son successeur	22
Le Congrès de Varsovie en 1925	22
La perte de MM. Méline et Sagnier en 1925	23
La réforme des statuts de la Commission en 1926.....	23
La préparation de la Conférence Economique Internationale de Genève et le Congrès de Rome en 1927	24
L'Assemblée de Vienne en 1928 et la réorganisation de la Commission Internationale d'Agriculture	25
Le Congrès de Bucarest en 1929	26
La création du Comité International des relations intercoopératives et de la Commission spéciale de la Coopération Agricole.....	26
L'Assemblée d'Anvers en 1930	27

Le Congrès de Prague en 1931 et la constitution de la Commission spéciale pour les questions du travail agricole	27
L'Assemblée de Lausanne en 1932	28
L'Assemblée de Berlin en 1933	29
Le Congrès de Budapest en 1934	30
L'Assemblée de Bruxelles en 1935	31
Les réunions d'Oslo en 1936 et de La Haye en 1937	31

CHAPITRE TROISIÈME

LES CRISES AGRICOLES ET LA POLITIQUE AGRICOLE INTERNATIONALE

Section Première

LA CRISE DE CONCURRENCE DES PAYS NEUFS (1879-1896)

Les régimes douaniers et les projets d'une entente européenne.....	33
Les projets de bimétallisme international	36

Section Deuxième

LA RÉORGANISATION DE LA VENTE (1896-1914)

La lutte contre la spéculation	40
La direction des marchés par les agriculteurs	41

Section Troisième

LA GUERRE ET LA RECONSTITUTION ÉCONOMIQUE (1914-1926)

La production pendant la guerre	42
L'intensification de la production après la guerre	42

Section Quatrième

LA CRISE DE SURPRODUCTION DEPUIS 1927

L'enquête de la Commission Internationale d'Agriculture pour la Conférence Economique de Genève en 1927	43
Les causes de la surproduction	44
La spécialisation et la rationalisation	45
L'organisation des échanges par des accords bilatéraux	45
Le memorandum de Berlin pour la Conférence Economique de Londres en 1933 et ses applications	47

Section Cinquième

LA POLITIQUE AGRAIRE INTERNATIONALE AU DÉBUT DE 1936

La lutte contre l'autarchie	49
Les avantages économiques des productions concentrées	50
Le programme agricole du Congrès de Budapest (1934)	51
La déclaration de Gembloux (1935)	51
La politique actuelle	52

CHAPITRE QUATRIÈME

LA PROPRIÉTÉ ET LE TRAVAIL AGRICOLE

Section Première

LE RÉGIME DE LA PROPRIÉTÉ

Le cadastre	53
La mise en valeur de nouveaux terrains	54
Les nomades	54
Les impôts	55
La création des petites propriétés et les lois agraires	55
L'endettement hypothécaire	56
L'amodiation du sol	57

Section Deuxième

LE RÉGIME DU TRAVAIL AGRICOLE

L'amélioration du sort des travailleurs	58
La population et le retour à la terre	58
L'émigration	59
La taylorisation	60
La collaboration de la Commission Internationale d'Agriculture avec le Bureau International du Travail	60
Les bureaux de placement et les assurances sociales	61
La préparation de la Conférence du Travail en 1933	61
La réunion de la Commission spéciale à Bruxelles en 1935	62

CHAPITRE CINQUIÈME

LA PRODUCTION AGRICOLE ET LA VENTE

L'organisation de la vente du blé	63
La question des Bourses de Commerce	64
La Convention des sucres et le plan Chadbourne	65
La vigne et ses produits	66
L'alcool industriel	68
Le bétail et les livres généalogiques	68
Le contrôle laitier	70
Les mesures sanitaires internationales	70
La production de la viande et les contingentements	72
La vente des laines et des toisons	72
Les volailles et les œufs	73
Le lait et les produits laitiers	73
Les pommes de terre, fruits et légumes	74
La sylviculture	75
L'aquiculture et la pisciculture	76
L'apiculture	77
L'achat des engrais et des aliments concentrés	77
La protection des petits oiseaux et la Convention de 1902	78

CHAPITRE SIXIÈME

L'ORGANISATION PROFESSIONNELLE ET LA COOPÉRATION AGRICOLE

Section Première

LA REPRÉSENTATION DES INTÉRÊTS AGRICOLES

Les associations libres et leur rôle dans l'Etat	79
Les Chambres d'Agriculture	80
Les Etats corporatifs	81

Section Deuxième

LA COOPÉRATION AGRICOLE

Définition et classification des sociétés coopératives	82
La révision	83
L'enseignement de la coopération	84
La statistique internationale des coopératives	85
Le crédit agricole coopératif	86
Le crédit agricole international	89
L'achat coopératif des matières nécessaires à l'agriculture	90
La vente coopérative des céréales	91
La vente coopérative du lait et des œufs	92
La vente coopérative du bétail	92
Les ententes coopératives obligatoires	93
Les assurances mutuelles agricoles	93

CHAPITRE SEPTIÈME

L'ENSEIGNEMENT, LES SCIENCES ET LA STATISTIQUE AGRICOLES

L'enseignement et les progrès agricoles	95
Les divers degrés de l'enseignement agricole	96
Les vœux du Congrès de Budapest en 1934	96
L'activité des femmes à la campagne	97
La phytopathologie	98
Les recherches agronomiques	99
La génétique	99
La statistique et les renseignements agricoles	100

CHAPITRE HUITIÈME

L'ORGANISATION ACTUELLE DE LA COMMISS. INTERN. D'AGRICULTURE
ET SA PLACE PARMİ LES INSTITUTIONS INTERNATIONALES*Section Première*LA COMMISSION INTERNATIONALE D'AGRICULTURE,
SES CONGRÈS ET SES DEUX COMMISSIONS SPÉCIALES

La Commission Internationale d'Agriculture et ses publications.....	103
Les Congrès internationaux d'Agriculture	105

Le groupement par sections dans les Congrès	106
La Commission spéciale de la Coopération Agricole	108
La Commission spéciale pour les questions du travail agricole.....	109

Section Deuxième

LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES AGRICOLES
ET LEURS RAPPORTS AVEC LA COMMISSION

Les organisations membres de la Commission	110
Les groupements disparus	111
Les organisations spécialisées	111
Rapports de la Commission Internationale d'Agriculture avec l'Institut International d'Agriculture	114
Rapports de la Commission Internationale d'Agriculture avec la Société des Nations	116
Rapports de la Commission Internationale d'Agriculture avec le Bureau International du Travail	117
Le Comité International des relations intercoopératives	119
L'action morale et législative de la Commission Internationale d'Agriculture.	120

